

VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS EN AFRIQUE : **rapport sur les progrès réalisés et les difficultés rencontrées**



VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS EN AFRIQUE : **rapport sur les progrès réalisés et les difficultés rencontrées**



PARTENARIAT AFRICAIN POUR METTRE FIN À LA VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS

Le Partenariat africain pour mettre fin à la violence contre les enfants (APEVAC) est une plate-forme panafricaine créée pour promouvoir un mouvement et un dialogue à l'échelle de l'Afrique, ainsi que pour apporter une contribution aux programmes mondial, continental, régional et national visant à mettre fin à la violence contre les enfants (VCE). En outre, il voit le jour en raison de la nécessité de mettre en place une plate-forme continentale collective en vue de l'innovation et de l'apprentissage croisé sur la violence contre les enfants.

Le Partenariat tire parti des opportunités mais aussi des défis uniques de l'Afrique, et accorde donc la priorité à l'enracinement de l'agenda de la violence contre les enfants au sein de l'UA et des mécanismes panafricains des droits de l'enfant. Ancré dans les valeurs et la réalité africaines, et en tant que plate-forme initiée et dirigée par les Africains, le Partenariat jouit de la légitimité morale et de la crédibilité nécessaires pour aborder des questions considérées comme tabou ou des problèmes qui peuvent facilement être contournés par peur de contrarier les gouvernements. L'APEVAC tire également sa légitimité de sa reconnaissance par les organisations africaines et les acteurs mondiaux et nationaux en tant que voix légitime et crédible des organisations africaines et un mouvement qui peut faire avancer le programme de prévention de la violence en Afrique.

En mettant l'accent sur un engagement à multiples facettes, le partage d'expérience et l'apprentissage croisé, le partenariat tient à relier les efforts des différents acteurs pour contribuer à l'éradication de la violence contre les enfants. Le partenariat offre la possibilité d'une programmation conjointe et d'une complémentarité entre les acteurs d'une région ou d'un pays spécifique, en fonction des priorités d'une région ou d'un pays. Il s'efforce spécialement de créer des synergies avec les partenariats existants sur les enfants en Afrique.



B.P. 1179, Addis-Abeba, Éthiopie
Téléphone : + 251 116 62 81 92/96/97/99
Fax : +251 116 62 82 00
E-mail : info@endviolenceinafrica.info
Site web : www.endviolenceinafrica.info

FORUM SUR LA POLITIQUE DE L'ENFANCE EN AFRIQUE (ACPF)

Le Forum sur la politique de l'enfance en Afrique (*African Child Policy Forum* - ACPF) est un institut panafricain indépendant et à but non lucratif de recherche et de dialogue sur les politiques relatives à l'enfant africain. L'ACPF a été créé avec la conviction qu'il est fondamental de mettre les enfants au premier plan des politiques publiques pour le respect de leurs droits et leur bien-être, et pour apporter un progrès social et économique durable en Afrique.

L'œuvre de l'ACPF repose sur les droits, s'inspire de valeurs universelles, est éclairée par des expériences et des connaissances mondiales et demeure attachée à l'internationalisme. De plus, elle est guidée par la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant, la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant ainsi que d'autres instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme.

L'ACPF vise spécifiquement à contribuer à l'amélioration des connaissances sur les enfants en Afrique, suivre et rendre compte des progrès réalisés, identifier les options politiques, fournir une plate-forme de dialogue, collaborer avec les gouvernements, les organisations intergouvernementales et la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes efficaces en faveur des enfants, et promouvoir une voix commune pour les enfants en Afrique et ailleurs.



B.P. 1179, Addis-Abeba, Éthiopie
Téléphone : + 251 116 62 81 92/96/97/99
Fax : +251 116 62 82 00
E-mail : info@africanchildforum.org
Site web : www.africanchildforum.org

REMERCIEMENTS

Le présent rapport a été préparé par le Partenariat africain pour mettre fin à la violence contre les enfants (APEVAC), qui est abrité par le Forum africain sur la politique de l'enfance (ACPF).

Nous tenons à remercier tous les responsables gouvernementaux, les représentants des organisations de la société civile et les experts des droits de l'enfant qui ont participé à cette étude en tant qu'informateurs clés.



SOMMAIRE

LISTE DES ABRÉVIATIONS	iii
PRÉFACE	xi
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	xiii
CHAPITRE UN : INTRODUCTION	1
1.1. Contexte	1
1.2. Objectifs	3
1.3. Méthodologie	3
CHAPITRE DEUX : COMPRENDRE LA VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS EN AFRIQUE	5
2.1. La violence contre les enfants dans le contexte africain	5
2.2. Les types de violence contre les enfants	7
2.3. L'impact de la violence contre les enfants	8
CHAPITRE TROIS : LA PRÉVALENCE DE LA VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS EN AFRIQUE	9
3.1. La négligence de la violence sexuelle croissante contre les garçons	11
3.2. La violence contre les enfants dans des circonstances particulièrement vulnérables	12
3.3. Les enfants vivant ou travaillant dans la rue	13
CHAPITRE QUATRE : LES FORMES NOUVELLES ET ÉMERGENTES DE VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS	15
4.1. Introduction	15
4.2. La violence en ligne contre les enfants	16
4.3. La violence dans le contexte des conflits armés et autres situations d'urgence	18
4.4. La violence contre les enfants dans le contexte de la COVID-19	18
4.5. L'exploitation sexuelle des enfants dans les voyages et le tourisme	19
4.6. La violence dans les crises humanitaires et les institutions de garde d'enfants	19
4.7. La violence contre les enfants au sein des institutions religieuses	20
CHAPITRE CINQ : CADRES NORMATIF ET POLITIQUE	21
5.1. Progrès réalisés dans la ratification des instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'enfant	21
5.2. Cadres de politiques continentale et régionale	23
5.2.1. Le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant	24
5.2.2. Les Communautés économiques régionales	24
5.3. Les réformes constitutionnelle et juridique	26
5.4. La législation contre les infractions liées à la violence contre les enfants	27
5.4.1. La législation contre la violence sexuelle	30

5.4.2. La législation visant à interdire les châtiments corporels dans tous les milieux	30
5.4.3. La législation sur l'âge minimum d'admission à l'emploi et de la responsabilité pénale	31
5.4.4. Des lois portant interdiction des pratiques sociales/traditionnelles néfastes	33
5.4.5. Les lois fixant un âge minimum pour le mariage et le consentement sexuel	33
5.5. Stratégies et plans d'action nationaux	35
CHAPITRE SIX : LES SERVICES ET PROGRAMMES DE PROTECTION DES ENFANTS	39
6.1. Introduction	39
6.2. Disponibilité de mécanismes d'orientation et de plainte adaptés aux enfants	39
6.3. La prévention par la formation professionnelle	40
6.4. Les programmes et services de protection sociale pour lutter contre la violence envers les enfants	40
6.5. Les services d'enregistrement des naissances	41
6.6. Les services de lutte contre la violence à l'école	42
6.7. Les programmes de parentalité positive	42
6.8. La coordination et la collaboration multisectorielles	43
CHAPITRE SEPT : LES DÉFIS PERSISTANTS DANS L'ERADICATION LA VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS EN AFRIQUE	47
7.1 Introduction	47
7.2. L'absence d'un ministère dédié aux enfance	47
7.3. La faiblesse de la dénonciation ou l'absence de dénonciation de la violence	48
7.4. Des valeurs et des pratiques culturelles profondément enracinées	49
7.5. La pénurie criarde de ressources humaines et financières dans les systèmes de protection de l'enfance	50
7.6. Les acteurs de la protection de l'enfance en tant que contrevenants	50
7.7. La faible participation des enfants	51
7.8. Des mesures plus axées sur la réponse que sur la prévention	51
7.9. Les préoccupations économiques et la pauvreté	52
7.10. Les conflits armés	52
7.11. Les technologies de l'information et de la communication	53
7.12. L'écart entre la recherche et la connaissance	53
CHAPITRE HUIT : CONCLUSIONS AND RECOMMANDATIONS	55
8.1. Conclusions	55
8.2. Recommandations	56

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Résumé des formes nouvelles et émergentes de violence à l'encontre des enfants propres à chaque pays	16
Tableau 2. Ratification des principaux instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'enfant	21
Tableau 3 : Statut juridique des châtiments corporels en Afrique	31
Tableau 4 : Âge minimum d'admission à l'emploi dans les pays africains	32
Tableau 5 : Statuts/politiques spécifiques aux pays sur les MGF	34
Tableau 6 : Pays disposant de plans d'action nationaux globaux ou thématiques pour mettre fin à la violence contre les enfants	36
Tableau 7 : Pays disposant de plans d'action spécifiques	37

LISTE DES ENCADRÉS

Encadré 1 : Principales conclusions du Rapport africain sur la violence contre les enfants	2
Encadré 2 : Coût économique de la violence contre les enfants	8
Encadré 3 : Exemples de violences sexuelles perpétrées contre les enfants par les parents	11
Encadré 4 : L'agenda africain pour les enfants : favoriser une Afrique digne des enfants	24
Encadré 5 : Communautés économiques régionales	25
Encadré 6 : Cas de régression	30
Encadré 7 : Relation entre le mariage d'un enfant/forcé et le consentement sexuel	35

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Types de violence contre les enfants	7
Figure 2 : Moteurs et facteurs de risque de la violence contre les enfants	7
Figure 3 : Pourcentage de filles âgées de 15 à 19 ans qui déclarent avoir déjà eu des rapports sexuels forcés (dans huit pays africains)	10
Figure 4 : Contributions apportées par les bureaux nationaux de l'UNICEF en Afrique à la CADBE.	27
Figure 5 : Pays d'Afrique ayant un âge minimum de responsabilité pénale inférieur à 14 ans	33
Figure 6 : Secteurs inclus dans les mécanismes de coordination multisectorielle pour lutter contre la violence à l'égard des enfants, par région de l'OMS (2018)	44



LISTE DES ABRÉVIATIONS

CAEDBE	Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant
CADBE	Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant
ACPF	Forum sur la politique de l'enfance en Afrique
AMC	Africa Wide Movement for Children
UA	Union africaine
CUA	Commission de l'Union africaine
RCA	République centrafricaine
CDC	Centre pour le contrôle et la prévention des maladies
COVID-19	Maladie à Coronavirus 2019
CDE	Convention relative aux droits des enfants
C-SEMA	Children Speaking (Tanzania)
OSC	Organisation de la société civile
RDC	République démocratique du Congo
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
ECPAT	End Child Prostitution and Trafficking
MGF/E	Mutilation génitale féminine/Excision
PIB	Produit intérieur brut
HRW	Human Rights Watch
TIC	Technologies de l'information et de la communication
IEA	Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
OIT	Organisation internationale du travail
INTERPOL	Organisation internationale de police criminelle
IWF	Internet Watch Foundation
MICS	Enquête en grappes à indicateurs multiples
ONG	Organisation non-gouvernementale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
CER	Communauté économique régionale
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
ODD	Objectifs de développement durable
RSSG	Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations unies
VCE	Violence contre les enfants
ONU	Organisation des nations unies
UNESCO	Organisation économique, sociale et culturelle des Nations unies
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
OMS	Organisation mondiale de la santé
YONECO	Youth Net and Counselling
ZAR	Rand sud-africain



PRÉFACE

La première évaluation de l'état de la violence contre les enfants en Afrique a été réalisée en 2014, suite à une demande conjointe de la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence contre les enfants (RSSG VCE) et du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (CAEDBE) visant à obtenir des preuves plus précises de la violence contre les enfants en Afrique. L'ACPF a mené des études par pays qui ont abouti à l'élaboration du Rapport africain sur la violence contre les enfants 2014.

Six ans après la publication de ce rapport historique, l'APEVAC et l'ACPF ont mené, à l'échelle du continent, une évaluation de l'état de la violence contre les enfants en Afrique. Ce rapport s'appuie sur celui de 2014, fournit une analyse complète de la violence contre les enfants sur le continent et offre de nouvelles perspectives sur les progrès réalisés par les gouvernements du continent africain.

Le rapport expose en détail l'ampleur, la portée et la prévalence de la VCE, notamment les « nouvelles formes émergentes et en évolution » de violence contre les enfants, y compris les interventions politiques, législatives et programmatiques. En outre, il évalue la mesure dans laquelle la pandémie de COVID-19 a exacerbé la violence contre les enfants, en soulignant l'impact et les défis de la lutte contre la VCE dans le contexte de la crise sanitaire. Dans le même sillage, il fournit une série de recommandations concrètes et d'actions prioritaires que les différents intervenants devront entreprendre à divers niveaux.

Nous aimerions saisir cette occasion pour exprimer notre gratitude à nos partenaires et en particulier aux différents gouvernements nationaux pour leur précieuse contribution à la rédaction du rapport. Nous espérons que ce document constituera un précieux complément aux preuves indispensables sur la violence contre les enfants sur le continent, et qu'il servira de base aux actions législatives, politiques et programmatiques ainsi qu'aux efforts de sensibilisation.



RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Les enfants africains sont exposés à diverses formes de violence physique et psychologique. La violence sexuelle et l'exploitation, la négligence et le travail des enfants sont très répandus. Dans un contexte marqué par l'urbanisation, les conflits armés, les déplacements et la mondialisation, ils sont également confrontés à des menaces à leur survie et à leur bien-être dues aux effets de la technologie, aux crises humanitaires telles que les attaques contre les civils. La violence sexiste est en augmentation, avec des conséquences graves et multifformes pour les filles. La violence contre les enfants (VCE) se produit dans presque tous les milieux, notamment la maison, l'école, au sein de la communauté, ainsi que dans les institutions de soins alternatifs et de justice, et les auteurs sont parfois des individus que l'enfant connaît et en qui il a confiance. Les enfants handicapés, ceux qui vivent dans des situations de conflit armé ou de crise humanitaire et ceux qui travaillent ou vivent et travaillent dans la rue sont plus exposés à la violence.

La VCE se manifeste différemment dans chaque société, en raison de nombreux facteurs socioculturels, économiques et politiques, qui varient en fonction de l'âge, du sexe, du milieu rural ou urbain, de l'accès à la technologie et d'autres critères de statut. Le fait d'analyser les facteurs de violence et la manière dont ils interagissent entre eux et avec les facteurs de risque ou de protection auxquels les enfants sont confrontés quotidiennement ne permet pas d'expliquer la complexité de la VCE et des potentielles solutions.

Les valeurs, les pratiques et les structures culturelles riches et diversifiées du continent, étayées par des croyances et des principes traditionnels solides, ont un rôle dans le contexte où s'inscrit la VCE. Par ailleurs, certaines idées traditionnelles sur les rôles du sexe et la manière d'élever correctement les enfants ont déformé notre compréhension de la VCE et accru la vulnérabilité des enfants.

Il est évident que la VCE sous toutes ses formes affecte invariablement la dignité, le bien-être physique et psychosocial, la vie, la survie et le développement d'un enfant. Son impact sur la société en termes de coûts sociaux, économiques et financiers est tout aussi grave. L'expérience d'un enfant en matière de violence ou de négligence physique, psychologique ou sexuelle est associée à une baisse du niveau de scolarisation et à une déscolarisation précoce, car la peur, l'anxiété et la dépression qui en découlent nuisent à sa capacité d'apprentissage. Cette situation a comme impact à long terme, la réduction de leurs revenus et la compromission de leur employabilité future. Au-delà de ces coûts directs, la VCA a des conséquences économiques importantes. La perte du capital humain a réduit la productivité, et les coûts du système de soins de santé, notamment pour le traitement des blessures physiques et mentales sont cumulativement énormes. Par exemple, en Afrique du Sud, les chiffres sont hallucinants. La valeur économique estimée des années de vie corrigées de l'invalidité résultant de la VCE en 2015 s'élève à 173 milliards ZAR (13,5 milliards USD) - soit 4,3 % du PIB du pays.

Cependant, tout n'est pas sombre. Des efforts importants sont déployés pour mettre fin à la VCE en Afrique. Il existe un cadre juridique et politique continental solide sur les droits de l'enfant qui traite de la VCE. La Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) et ses protocoles facultatifs, largement ratifiés, ainsi que la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE) en sont les pierres angulaires. L'adoption de l'Agenda 2063, de l'Agenda 2040 et des Objectifs de développement durable (ODD) renforce les efforts déployés dans le cadre de ces instruments juridiques contraignants pour lutter contre la VCE. Le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (CAEDBE) a contribué à faire avancer les efforts visant à mettre fin à la VCE par le biais de ses observations générales et de ses journées de discussion

générale qui se sont concentrées, entre autres, sur l'élimination du mariage des enfants, l'exploitation sexuelle et le travail des enfants.

Dans ce contexte, il est évident que des progrès ont été réalisés en matière d'utilisation des cadres juridiques pour lutter contre la VCE sur le continent. Au niveau national, de nombreux pays ont mis en place des cadres nationaux avec le même objectif.

Les mesures visant à améliorer l'accès à la justice des victimes de VCE aux niveaux régional et sous-régional africain sont visibles à travers l'application d'instruments juridiques et de décisions judiciaires. Des cas de jurisprudence tels que *l'APDF et IHRDA c. République du Mali à la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (Cour africaine)*, et *Dorothy Njemanze c. République fédérale du Nigeria à la Cour de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)* démontrent le rôle des tribunaux dans la lutte contre la VCE. D'autres progrès ont été réalisés au Nigeria, où des États comme Enugu et Kaduna appliquent des lois strictes pour punir la violence sexuelle. En Afrique du Sud, des prêtres accusés de violence sexuelle ont été condamnés à de lourdes peines, ce qui a permis de rendre justice aux victimes et de mettre au grand jour l'impunité systématique qui prévalait auparavant.

Les gouvernements africains investissent davantage dans les services sociaux qui bénéficient aux enfants et prennent de plus en plus de mesures pour prévenir la violence et y répondre, certes ; cependant, la fragilité persistante des droits de l'enfant sur le continent, marquée par des formes de violence toujours plus nombreuses et changeantes, reste particulièrement préoccupante.

La présente étude s'appuie sur des données issues d'entretiens avec des informateurs clés et d'un examen approfondi de sources secondaires. Elle offre de nouvelles perspectives sur les progrès réalisés par les gouvernements nationaux des pays africains en matière de VCE depuis le dernier rapport panafricain de l'ACPF sur la VCE publié en 2014. La présente étude met l'accent sur les « formes nouvelles et émergentes » de

la VCE, en soulignant l'impact de ce fléau et les défis à relever pour y faire face. Elle identifie également les bonnes pratiques en matière de lutte contre la VCE et les possibilités de redynamiser l'action des acteurs étatiques au niveau national.

Le rapport constate que les progrès réalisés à partir de 2014 dépendent de la capacité des États à réviser leur législation, leurs politiques et pratiques afin de respecter leurs obligations en matière de droits de l'enfant aux niveaux national, sous-régional et continental. Toutefois, malgré les conclusions et les recommandations du *Rapport africain sur la violence contre les enfants* de 2014, la situation n'a guère changé sur le plan pratique et exige un engagement et une action renouvelés de la part des États.

Principales conclusions de l'étude

La présente étude révèle un succès partiel dans l'élimination de la VCE. Les avancées sont inégales, parcellaires et trop lentes. Certains pays ont réalisé des progrès remarquables, tandis que d'autres ont stagné ou, pire encore, ont régressé.

En outre, elle a mis en évidence l'impérieuse nécessité d'un engagement renouvelé pour la mise en œuvre effective des droits de l'enfant en Afrique, avec un accent particulier sur les enfants les plus vulnérables et marginalisés. Les connaissances et les capacités nécessaires pour prévenir la VCE et réduire ses conséquences existent. Ce qui manque, c'est un engagement politique, des investissements économiques suffisants, ainsi que des approches innovantes en matière de prévention et de réponse aux VCE. Il s'agit là des éléments essentiels pour donner l'élan nécessaire à l'élimination des VCE sur le continent.

Progrès

- Certaines réformes juridiques et politiques ont été entreprises pour lutter contre les formes les plus courantes de VCE, notamment les mutilations génitales féminines, le mariage des enfants et les châtiments corporels.

De modestes progrès ont été réalisés en ce qui concerne d'autres formes courantes de VCE, telles que la violence et l'exploitation sexuelles, le travail des enfants, etc. Le Cameroun a modifié son code pénal en 2016, afin de criminaliser les infractions liées à la VCE. La République centrafricaine a adopté un code de protection de l'enfance en 2020, qui criminalise l'exploitation sexuelle en ligne et le recrutement d'enfants dans des groupes armés. La loi de 2015 portant modification de la loi sur les femmes gambiennes traite de la violence sexuelle et de la MGF/E.

- Un plus grand nombre de pays ont adopté des stratégies nationales multisectorielles sur la protection de l'enfance qui disposent de mécanismes de coordination et de collaboration pour mener une réponse holistique en matière de VCE. Le Plan d'action national de la Tanzanie (2016-25) est un document politique complet qui aborde les droits des enfants et des femmes par le biais d'un mécanisme de coordination multisectoriel et multipartite. Ce système permet d'éviter la fragmentation et la duplication des politiques et des stratégies ainsi que le gaspillage des ressources. La Zambie a récemment lancé une stratégie nationale de protection des enfants en ligne, qui fournit des directives claires sur la manière d'aborder la question de la VCE en ligne.
- Certains pays ont mis en place des programmes de sensibilisation, de conscientisation et de formation sur la VCE qui traitent largement de ses causes, de la manière de la prévenir et d'y répondre, et des normes sociales qui la sous-tendent. La Tunisie a mis en place une stratégie nationale de lutte contre la violence dans le cadre familial, qui comporte des programmes et des cours spéciaux sur la manière d'utiliser des méthodes de discipline non violentes sur les enfants.
- Des efforts ont été déployés dans le domaine du développement de la recherche et des enquêtes de collecte de données, complétés par des initiatives visant à produire des données précises, fiables et désagrégées. Certains pays, notamment le Sénégal, ont développé leurs systèmes de

collecte de données.

- De bonnes pratiques ont été enregistrées. Celles-ci peuvent être adaptées et reproduites dans d'autres pays. L'activisme soutenu pour la sensibilisation sur la violence sexiste constitue un exemple éloquent. En Afrique du Sud, il a conduit à l'élaboration du Plan stratégique national sur la violence sexiste et le féminicide d'avril 2019, et en Tanzanie, à la mise en place d'un Service national d'assistance téléphonique aux enfants appelé C-SEMA à travers lequel les victimes, les familles et les témoins peuvent signaler toute forme de VCE.

Principaux défis

- Le principal défi réside dans l'incapacité des États à agir de toute urgence pour remplir leurs obligations envers les enfants en respectant leurs engagements de protéger les enfants contre toutes les formes de violence. Cette assertion ne vise nullement à minimiser l'importance de la réalisation de tous les droits des enfants dans le cadre de la CDE, de la CADBE et des ODD, mais plutôt, à mettre en évidence la VCE comme une violation qui freine la jouissance de tous ces droits. Une plus grande volonté politique est nécessaire.
- Des pays ont exprimé des réserves sur certaines dispositions clés de la CDE et de la CADBE qui porteraient sur la VCE. En ce qui concerne la CADBE, le Botswana ne se considère pas lié par la définition de « l'enfant » à l'article 2, tandis que l'Égypte ne se considère pas liée par l'article 21(2) concernant le mariage des enfants ou l'article 30 (a-e) qui porte sur le traitement spécial des enfants de mères emprisonnées. Le Soudan ne se considère pas lié par l'article 10 concernant la protection de la vie privée, l'article 11 (6) sur l'éducation des enfants qui tombent enceintes, ou l'article 21(2) sur le mariage des enfants. Ces réserves sont contraires à l'interdiction de la VCE en vertu de ces dispositions. Elles sont totalement contraires à la protection des enfants et à l'objet et aux objectifs mêmes de la Charte.
- Les défis liés aux formes conventionnelles de la VCE ont été

amplifiés par un nouvel ensemble de défis jusqu'alors inconnus dans le cadre des nouvelles formes de VCE.

- Bien que la suppression de la VCE nécessite des stratégies de prévention et d'intervention, plusieurs pays africains semblent se concentrer généralement sur l'intervention plutôt que sur la prévention.
- L'on relève une multiplicité de systèmes juridiques et un défaut d'harmonisation des normes juridiques au sein d'un même pays. Un exemple saisissant est celui des normes variables et contradictoires sur l'âge minimum du mariage et du consentement sexuel.
- Il existe des lacunes importantes dans l'application des lois pertinentes existantes, ce qui encourage l'impunité. Les peines légères prononcées par un tribunal militaire au Cameroun contre les soldats qui ont exécuté sommairement deux enfants et deux femmes en septembre 2020 en est une illustration. Les rapports faisant état de ce que des soldats engagés dans le maintien de la paix, des travailleurs humanitaires, qui devraient être des acteurs de la protection des enfants lors de crises humanitaires, se livrent en toute impunité à des actes de VCE, en particulier l'exploitation sexuelle, en sont un autre exemple.
- L'on observe un déficit croissant d'informations et de connaissances sur les nouvelles formes de violence ; par conséquent, les gouvernements sont confrontés à des contraintes majeures pour mettre en place des mesures nationales de prévention et de réponse. Les recherches et la documentation sur les nouvelles formes de VCE sont rares, ce qui explique le défaut de sensibilisation actuel. Les stratégies visant à s'attaquer aux formes classiques de VCE ne répondent pas à la dynamique et aux particularités des formes nouvelles et émergentes.
- Les normes et les stéréotypes culturels liés au genre restent de sérieux obstacles aux efforts visant à mettre fin à la VCE, en particulier à la violence sexuelle et sexiste. Profondément enracinés, des principes particulièrement solides et incontournables de l'identité culturelle africaine, ainsi que des valeurs et

pratiques demeurent, et de nombreuses communautés ont eu du mal à les abandonner. À titre d'illustration, en Ouganda, il a été constaté que les tentatives de reconfiguration des relations de pouvoir entre les sexes, par exemple en accordant aux femmes des moyens économiques ou en modifiant les lois sur le mariage ou la division des tâches ménagères, étaient jugées excessives. S'attaquer à la VCE en Afrique est une mission de longue haleine qui doit confronter et changer les valeurs culturelles et les stéréotypes de genre.

- Les systèmes de protection de l'enfance restent généralement faibles dans les pays africains, principalement en raison de ressources insuffisantes. En outre, les efforts actuels en matière de protection de l'enfance se heurtent à l'absence de ministères dédiés aux enfants, ce qui perpétue la pénurie criarde de ressources humaines et financières pour les systèmes de protection de l'enfance.
- Les échecs systématiques des programmes de VCE se sont traduits par de mauvais résultats. Certains programmes ont été motivés par des mesures politiques peu judicieuses, tandis que d'autres sont tout simplement sous-financés. La faiblesse ou l'absence de dispositions relatives à la participation des enfants à la formulation des politiques et à l'adoption de la législation est un facteur clé.
- Les situations d'urgence complexes, politiques et économiques dans de nombreux pays, provoquées par des conflits armés ou des catastrophes environnementales, ont entraîné l'effondrement des systèmes de protection de l'enfance et des services sociaux, ainsi que la privation économique et la pauvreté des enfants, laissant ainsi un plus grand nombre d'enfants davantage exposés à la VCE et avec un accès minimal aux mesures de prévention et d'intervention face à la VCE.

Principales recommandations

Sur la base des résultats et de l'analyse de la présente étude, les recommandations

sont adressées aux principales parties prenantes à différents niveaux.

L'Union africaine et les institutions sous-régionales

- L'Union africaine (UA) doit continuer à faire preuve d'un leadership politique de haut niveau sur les droits de l'enfant. La CADBE et son institution de surveillance, le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant, et le Rapporteur spécial sur le mariage des enfants doivent être soutenus pour promouvoir les efforts visant à mettre fin à la VCE.
- L'UA et les Communautés sous-régionales doivent élaborer des stratégies de protection de l'enfance pour aider à renforcer les stratégies nationales et/ou éviter les léthargies nationales. Les parlements et les tribunaux sous-régionaux peuvent jouer un rôle essentiel pour mettre fin à la VCE en luttant contre l'impunité au moyen d'instruments et de décisions de justice pertinents, comme *l'illustrent l'affaire APDF et IHRDA contre la République du Mali et l'affaire Dorothy Njemanze contre la République fédérale du Nigeria*, portées devant la Cour africaine.
- L'acte de naissance établit à la fois l'existence légale de l'enfant et le statut de celui-ci à des fins de protection. Pourtant, l'enregistrement des naissances dans les pays africains reste généralement faible. Il est nécessaire d'élaborer une stratégie panafricaine pour parvenir à un enregistrement gratuit et universel des naissances sur tout le continent. Les pays doivent de toute urgence mettre en place des services universels d'enregistrement des naissances et conférer à l'enregistrement des naissances la visibilité politique qu'il mérite.
- Les Communautés économiques régionales (CER) doivent agir avec solidarité contre la VCE. Un dialogue politique multilatéral de haut niveau sur la VCE, convoqué par ces CER, catalyserait l'adoption d'un plan d'action régional africain pour mettre fin à la VCE. La responsabilité des CER pourrait consister à assurer le respect

du plan et à suivre sa mise en œuvre par l'intermédiaire de leurs organes compétents, tels que les parlements sous-régionaux, et à envoyer un rapport à l'UA par l'intermédiaire du Comité d'experts. Une telle initiative donnera, à coup sûr, plus de poids aux rapports des États devant le Comité lui-même. Un plan global doit comporter des éléments de protection, de prévention et de responsabilité, avec des indicateurs clairs pour évaluer le respect des règles et la responsabilité.

Les gouvernements nationaux

- Tous les gouvernements africains doivent adopter et internaliser les normes internationales. Ils doivent veiller à ce que des lois interdisant toutes les formes de VCE soient en place et fassent l'objet d'une application adéquate, afin d'assurer une protection efficace des enfants.
- Les gouvernements doivent élaborer des Plans d'action nationaux assortis de stratégies multisectorielles claires et complètes, sous-tendus par des données nationales de prévalence avec des indicateurs quantitatifs de référence et de cible, ainsi que des budgets et ressources humaines suffisants.
- Les gouvernements doivent renforcer la collaboration avec les OSC, grâce à un mécanisme de coordination qui évite les contradictions et la duplication des efforts et des ressources. Cette stratégie de collaboration multipartite et multisectorielle favorisera l'efficacité et la responsabilité.
- Les gouvernements nationaux doivent veiller à ce que les services d'orientation des enfants soient conviviaux, rapides et efficaces dans le traitement des plaintes. Cela permettra d'accroître le nombre de signalements et d'améliorer l'accès des victimes à l'aide juridique, à la justice et au soutien psychosocial. Les unités de police doivent disposer d'un bureau de protection de l'enfance suffisamment doté en personnel dans chaque commissariat. Il est essentiel de renforcer l'unité médico-légale de la police pour soutenir les enquêtes et la gestion des preuves, en particulier

- dans les affaires de violence sexuelle.
- Les gouvernements doivent investir dans la production de données sur toutes les formes de VCE à travers le financement de la recherche, la diffusion des données et le partage d'informations à grande échelle, y compris avec les OSC.

Les Organisations de la société civile, les communautés locales et les familles

- Les OSC doivent accorder la même importance à la défense et au lobbying auprès des États d'une part, et à l'activisme d'autre part. L'activisme et le dynamisme des OSC renforcent la sensibilisation du public et créent une masse critique de citoyens plaidant pour une réforme politique, des institutions plus fortes et un financement accru, entre autres changements nécessaires. Les 16 jours d'activisme contre la violence sexiste des Nations unies (ONU) ont produit des résultats divers pour les victimes et les survivants de la violence, notamment les femmes et les enfants sur l'ensemble du continent.
- L'Organisation des Premières Dames Africaines pour le Développement devrait aider à initier un dialogue africain sur la VCE lors des sessions de l'UA et d'autres initiatives qui peuvent raviver la volonté politique. Des partenariats avec d'autres parties prenantes, les agences des Nations unies, les organismes donateurs et la société civile au sens large pourront permettre d'intensifier ces efforts.
- L'existence d'une synergie plus accrue entre les OSC et les communautés locales est nécessaire pour s'assurer que les mesures politiques proposées par les OSC sont comprises, prises en charge et soutenues par les communautés concernées, notamment en ce qui concerne le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines et la justice pour les victimes de violences sexuelles. Cette synergie renforcera la confiance et catalysera les changements dans les valeurs et les normes culturelles.

- Les OSC doivent rechercher la participation des enfants et du public en s'engageant de manière significative auprès des enfants, des familles et des communautés. Celles-ci doivent être des acteurs à part entière dans la proposition et la conception des politiques, des stratégies et des programmes de prévention et de réponse.
- Les familles doivent être à l'avant-garde de la prévention en matière de VCE. L'éducation positive des enfants doit constituer la pierre angulaire de la prévention en matière de VCE. À cet égard, il est important de promouvoir des approches non violentes de l'éducation des enfants, des alternatives aux soins en institution et à l'emprisonnement, et des rites de passage alternatifs pour remplacer les mutilations génitales féminines/excisions, ainsi que de soutenir l'éducation et de s'opposer au travail des enfants et aux autres formes d'exploitation.

Les agences onusiennes

- Il est nécessaire de renforcer la synergie entre les différentes agences des Nations unies et avec les OSC locales. Une telle action permettra, entre autres, d'identifier à temps les priorités et les interventions de chaque acteur afin d'éviter la duplication des efforts.
- Les agences des Nations unies doivent accroître leurs efforts dans le domaine des nouvelles formes de VCE. Il peut s'agir notamment du renforcement des connaissances et des preuves, des capacités et des systèmes, afin de doter les gouvernements nationaux et les OSC de connaissances, d'outils et de stratégies nécessaires à l'éradication de la VCE.

Trente ans après l'adoption de la Charte africaine des enfants, il est de notre devoir individuel et collectif de protéger les enfants africains contre la violence et de créer pour ces derniers une Afrique sûre, où leur dignité et leur liberté sont protégées et promues.

CHAPITRE UN : INTRODUCTION

1.1. Contexte

Les enfants du monde entier sont vulnérables à la violence, aux abus et à la négligence. Entre 500 millions et 1,5 milliard d'enfants dans le monde subissent chaque année une forme de violence.¹ À travers le monde, cent soixante-huit millions d'enfants travaillent, tandis que 100 millions vivent ou travaillent dans la rue.² En Afrique, selon les estimations, 50 % de la population enfantine ont été victimes ou témoins d'une forme de violence (physique, sexuelle ou émotionnelle).³ La situation est encore pire dans les contextes de conflit, où les enfants subissent plusieurs formes de violations des droits de l'homme, en particulier des violences sexuelles et sexistes telles que le viol, l'esclavage sexuel et les mutilations sexuelles.⁴ Les questions de genre et de handicap ne sont pas en reste. Les filles sont plus exposées à la violence sexuelle, tandis que les garçons subissent des châtiments corporels plus sévères et sont plus exposés aux violences liées aux gangs. Très souvent, les enfants handicapés sont plus souvent victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles que leurs camarades non handicapés.

Un certain nombre d'instruments relatifs aux droits de l'enfant aux niveaux mondial, africain, sous-régional et national sont essentiels pour lutter contre la violence contre les enfants (VCE). Il s'agit notamment de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE), des Protocoles facultatifs à la CDE et des dispositions pertinentes d'autres instruments internationaux, régionaux et sous-régionaux relatifs aux droits de l'homme. En outre, des lignes directrices et des directives, telles que l'observation générale 13 et l'observation générale 8 du Comité des droits de l'enfant des Nations unies, ainsi que l'observation générale conjointe de la Commission africaine des droits de l'homme et des

peuples et du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (CAEDBE) sur l'abolition du mariage des enfants, énoncent les obligations des États concernant des formes spécifiques de VCE.⁵

Il existe également d'importants cadres politiques comportant une disposition pertinente sur la VCE, tels que les Objectifs de développement durable (ODD), l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, et L'Agenda 2040 pour une Afrique digne des enfants : Favoriser une Afrique digne des enfants. La cible 16.2 des ODD qui vise à mettre fin aux violences, à l'exploitation, au trafic et à toutes les formes de VCE d'ici 2030. L'Agenda 2063, en vertu des Aspirations 4 et 6, prévoit la protection des enfants contre la violence sexuelle. L'Agenda 2040 pour une Afrique digne des enfants (Aspiration 7) s'engage à protéger chaque enfant contre la violence, l'exploitation, la négligence et les abus. Les autres documents politiques pertinents sont, entre autres, les Lignes directrices pour la protection de remplacement des enfants, approuvées par l'Assemblée générale des Nations unies en 2009, la Stratégie de l'Union africaine pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes 2018-2028, le Plan d'action de l'Union africaine (UA) pour la famille en Afrique, le Cadre de politique sociale de l'UA pour l'Afrique et la Déclaration d'Addis-Abeba sur le renforcement de la famille africaine pour un développement inclusif, ainsi que les cadres politiques nationaux. Ces documents politiques, ainsi que les cadres politiques régionaux, confient aux acteurs étatiques et non étatiques la responsabilité de veiller à ce que des services accessibles de prévention, de protection, de promotion, de suivi et de soutien aux familles soient disponibles pour réduire les phénomènes tels que l'exclusion, la discrimination, la séparation, l'exploitation et la négligence, qui conduisent à diverses formes de VCE.

Le principal défi consiste pour les États à agir de toute urgence pour assurer la

protection efficace des enfants contre toutes les formes de violence, en s'appuyant sur leurs cadres juridiques, politiques et institutionnels nationaux et les stratégies de mise en œuvre correspondantes.⁶ Malgré des efforts louables déployés dans plusieurs pays, les enfants africains demeurent confrontés à de multiples menaces pour leur survie et leur bien-être. Les systèmes statutaires et de protection sont faibles, et les stratégies de mise en œuvre manquent de ressources, ce qui renforce les barrières sociales, culturelles, politiques et économiques et leur permet de s'enraciner davantage.⁷ En outre, le déficit d'informations et de connaissances sur les formes nouvelles et émergentes de violence décourage le développement de nouvelles approches et de cadres stratégiques.

Les données pertinentes, qui semblent rares, constituent un défi supplémentaire. Selon l'UNICEF, la plupart des pays ne disposent pas de données suffisantes pour évaluer s'ils sont sur la bonne voie pour atteindre les objectifs des ODD en faveur des enfants.⁸ L'appel des ODD à ne laisser personne de côté exige des pays qu'ils génèrent, analysent et utilisent des données pour tous les indicateurs,

notamment à travers l'élaboration des normes internationales et la mise en place des mécanismes de compilation et de vérification des données nationales. Il importe donc de générer des données indispensables pour enrichir le plaidoyer, la prévention et la protection, et pour faciliter la poursuite des délinquants.

À cette fin, en 2014, suite à une demande conjointe du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies sur la violence contre les enfants et du CAEDBE pour obtenir des preuves plus spécifiques sur la VCE en Afrique, le Forum africain sur la politique de l'enfance a publié le *Rapport africain sur la violence contre les enfants*. Ce rapport a non seulement brossé un tableau sur l'ampleur de la VCE et des réponses correspondantes dans toute l'Afrique, mais a également révélé le niveau caché mais alarmant de la violence contre certains groupes d'enfants, en particulier les enfants handicapés et les enfants vivant et travaillant dans la rue.⁹

Six ans après la publication du rapport, les gouvernements africains ont fait des progrès significatifs pour améliorer la protection des enfants.¹⁰ Le coût humain

Encadré 1 Principales conclusions du Rapport africain sur la violence contre les enfants

- L'insuffisance des investissements dans la prévention de la violence ;
- le coût social élevé de l'inaction ;
- des stratégies nationales fragmentées ou inexistantes pour la lutte contre la violence à l'égard des enfants ;
- des interventions politiques non coordonnées, avec une communication et une articulation faibles entre les ministères d'une part et entre les autorités centrales et locales d'autre part ;
- une législation non consolidée et mal appliquée, avec des lacunes notables dans la protection juridique des enfants ;
- le manque d'information sur les lois, les politiques ou la sensibilisation sur la dimension de genre de la violence ou à la violence sexiste dans 40 % des gouvernements nationaux ;
- une attention insuffisante accordée à la situation des enfants particulièrement vulnérables restés cachés et négligés ;
- une attention insuffisante à l'impact cumulé de la violence sur la vie des enfants et un investissement insuffisant dans les soins et le développement de la petite enfance ou dans des programmes de parentalité positive ;
- un investissement insuffisant dans des mécanismes adaptés aux enfants pour les conseils, les rapports et les plaintes concernant la VCE ;
- le manque de données et de recherches sur l'étendue et l'impact de la violence contre les enfants, les facteurs de risque, les attitudes sous-jacentes et les normes sociales qui la perpétuent.

Source : Forum africain sur la politique de l'enfance, *Rapport africain sur la violence contre les enfants*, Addis-Abeba : APCF, 2014.

et social de la violence, ainsi que le rendement social élevé que peut apporter l'investissement dans la prévention, font progressivement l'objet de reconnaissance. Les efforts de sensibilisation ont un impact croissant sur l'amélioration du respect des normes internationales en matière de protection des enfants contre la violence.

Cependant, des défis restent à relever. Les formes « nouvelles et émergentes » de VCE deviennent de plus en plus apparentes et d'actualité. Il s'agit là d'une indication que la VCE continue de s'étendre, voire de s'aggraver, ce qui pose un défi aux stratégies actuelles de prévention et d'intervention contre la VCE. Phénomène nouveau, les formes « nouvelles et émergentes » n'ont pas encore fait l'objet d'une bonne maîtrise, d'une conceptualisation idoine et d'une définition claire. La réalisation de cet objectif permettrait à son tour de mieux comprendre comment assurer le confinement efficace de ces formes de VCE, grâce à des stratégies nouvelles et/ou adaptées appropriées.

1.2. Objectifs

Violence contre les enfants en Afrique : rapport sur les progrès réalisés et les difficultés rencontrées dans la lutte contre la violence envers les enfants fournit une analyse complète des efforts déployés par les gouvernements nationaux en Afrique pour mettre fin aux VCE depuis 2014. En outre, il vise précisément ce qui suit :

- générer et consolider les connaissances sur l'ampleur et les tendances des formes persistantes, nouvelles et émergentes de VCE sur le continent, ainsi qu'évaluer les implications pour la protection des enfants contre cette violence ;
- identifier et évaluer les mesures juridiques, politiques, institutionnelles, etc. pour prévenir et répondre à la VCE ; proposer des domaines d'action prioritaires et redynamiser les engagements aux niveaux régional et national pour mettre fin à la VCE.

1.3 Méthodologie

L'étude a utilisé des outils quantitatifs et qualitatifs provenant de sources primaires

et secondaires pour analyser l'ampleur, les caractéristiques et les facteurs de la VCE, ainsi que les défis à relever et les progrès réalisés à ce jour.

Un examen secondaire des documents pertinents a été réalisé, notamment :

- les enquêtes nationales sur la VCE et autres rapports gouvernementaux pertinents ;
- les lois, politiques et stratégies nationales ;
- les rapports de suivi des ODD ;
- les rapports sur la mise en œuvre de l'Agenda 2040 pour les enfants ;
- des rapports annuels et thématiques, et d'autres publications du Partenariat mondial pour mettre fin à la violence contre les enfants ;
- les rapports annuels et thématiques des représentants spéciaux et des Rapporteurs du Secrétaire général des Nations unies sur la violence contre les enfants et la violence contre les femmes ;
- les apports de l'examen périodique universel ;
- les rapport des États parties à la CDE et à la CADBE ainsi que les observations finales ;
- des livres, des revues d'évaluation par les pairs, des articles et des rapports d'ONG.

La collecte de données primaires a été effectuée par le biais d'entretiens virtuels avec des fonctionnaires du gouvernement, du personnel des agences des Nations unies, des Organisations de la société civile, des experts des droits de l'enfant, ainsi qu'avec les responsables de la lutte contre la VCE au niveau national. À des fins de comparaison, l'accent a également été mis sur les pays pionniers. Les représentants des agences multilatérales mondiales, régionales et sous-régionales, de groupes de réflexion et d'universités ont constitué d'autres sources de données importantes.

Limitation des données : l'examen a été limité par le manque d'informations accessibles au public, notamment sur les progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre des priorités nationales en matière de violence contre les enfants.



CHAPITRE DEUX : COMPRENDRE LA VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS EN AFRIQUE

2.1. La violence contre les enfants dans le contexte africain

La violence contre les enfants (VCE) dans le contexte africain est complexe et liée à des normes, valeurs, pratiques, relations de pouvoir et structures socioculturelles à multiples facettes, qui sont sous-tendues par des croyances et des principes traditionnels solides et de longue date, parallèlement à des lois formelles écrites. Boyden et al. Affirment que les approches fondées sur les droits de l'homme mettent l'accent sur le droit d'être protégé contre le danger et d'avoir son mot à dire dans les décisions qui affectent sa vie, alors que les approches traditionnelles mettent l'accent sur le bien-être collectif et l'acceptation sociale, une forme différente de protection.¹¹

Les avis sur ce qui constitue un traitement positif ou acceptable et un acte d'abus ou de violence divergent même au sein de certains pays africains.¹² Selon Marcus, « les définitions internationales du traitement abusif des enfants, basées sur les droits de l'homme, sont souvent en contradiction avec les perspectives locales » et que « dans n'importe quel contexte, les idées dominantes sur la manière dont les enfants devraient être élevés et sur ce qui constitue des pratiques acceptables, souhaitables ou abusives définissent le cadre de référence dans lequel les personnes - pauvres ou aisées - prennent des décisions sur leurs propres vies, leurs enfants ou d'autres enfants dont elles ont la charge ».

La violence dans le contexte africain est fortement sous-tendue par des normes culturelles qui, pour une raison ou une

autre, tolèrent largement la violence. Même lorsqu'il existe des lois pertinentes assorties de sanctions, les communautés traditionnelles s'en tiennent souvent à leurs normes culturelles. Par conséquent, les systèmes judiciaires traditionnels, qui auraient dû être des mécanismes de protection, ont tendance à favoriser ces normes, même lorsqu'elles soutiennent la violence.

La question clé est la suivante : qu'est-ce que la violence et qu'est-ce qui n'est pas considéré comme violence dans le contexte africain ? En général, en Afrique, la violence n'est pas perçue comme un acte abusif à moins qu'elle n'excède un niveau de gravité généralement accepté. Le seuil pourrait dépendre, dans chaque situation, soit de la perception de l'auteur de l'acte de violence, soit de celle de la société, qui serait fondée sur des considérations personnelles ou sociétales, les normes socioculturelles existantes, les pratiques et les relations de pouvoir en vigueur. Les châtiments corporels, par exemple, sont acceptés depuis longtemps dans la plupart, voire toutes les communautés africaines, comme une mesure appropriée dans l'éducation des enfants. Cependant, il n'existe pas deux perceptions identiques de la personne qui inflige la punition dans des circonstances similaires. En effet, la discipline est considérée comme acceptable, son ampleur n'est guère soumise à un examen minutieux - surtout si la raison qui la sous-tend est « justifiée ». Il s'agirait là de l'une des raisons pour lesquelles plusieurs États africains tolèrent encore les châtiments corporels dans différents contextes. Cela se reflète dans certaines lois qui autorisent les parents et d'autres à imposer une correction « modérée » ou une punition « raisonnable

» aux enfants. Pourtant, le Comité des droits de l'enfant des Nations unies (ONU) a rappelé que « les définitions [de la VCE] ne doivent en aucun cas éroder le droit absolu de l'enfant à la dignité humaine et à l'intégrité physique et psychologique en décrivant certaines formes de violence comme légalement et/ou socialement acceptables ». ¹³

Dès leur plus jeune âge, les enfants africains sont censés accomplir certaines tâches et se comporter selon les directives de leurs parents et de leurs aînés. Cette pratique est approuvée par l'article 31 de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE), selon lequel l'enfant est investi de responsabilités envers la famille, la société, l'État et les autres communautés légalement reconnues, ainsi que la communauté internationale, sous réserve de paramètres d'âge et de capacité. Ainsi, entre autres, l'enfant est tenu d'œuvrer pour la cohésion de la famille, de « respecter ses parents et de préserver et renforcer les valeurs culturelles africaines ». Néanmoins, ce type de responsabilités semble exposer l'enfant africain à certaines normes et pratiques culturelles qui compromettent sa sécurité. L'enfant africain n'est jamais censé remettre en question l'autorité, les instructions ou les décisions des adultes. Le plus souvent, la remise en question est perçue comme une désobéissance et est sévèrement sanctionnée par des châtiments corporels.

Il convient de noter que les considérations ci-dessus sont contraires à l'esprit de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) et de la CADBE, qui rejettent clairement et sans ambiguïté toute forme de violence comme étant inacceptable pour tous les enfants, à tout moment. Par conséquent, la dissociation des méthodes traditionnelles d'éducation des enfants et des actes préjudiciables, et le développement de méthodes alternatives non violentes pour atteindre les mêmes objectifs d'éducation, sont essentiels à l'élimination de toutes les formes de VCE en Afrique. ¹⁴ Cette disposition doit être réalisée par le biais d'une législation nationale comportant une interdiction claire et complète de toutes les manifestations de violence, renforcée par une mobilisation

sociale soutenue, l'éducation et des efforts de sensibilisation efficaces. Ces mesures contribueraient grandement à soutenir une transformation des idées culturelles et des normes de genre.

Selon le Comité des droits de l'enfant des Nations unies, « on entend par violence toutes les formes de préjudice aux enfants » – « toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle », telles qu'elles sont énumérées à l'article 19 », paragraphe 1, de la Convention ». Cette définition « englobe tous les types de violence et couvre le large éventail des actes de commission et d'omission qui constituent des violences et des résultats au-delà des décès et des blessures ». ¹⁵

Les normes et les stéréotypes sexistes ancrés dans les constructions culturelles ont soutenu ou entretenu la violence contre les filles en Afrique. Ces normes et constructions ont contribué à la création d'une culture largement « dominée par les hommes », qui soutient la forte prévalence et l'acceptation de la violence sexiste au sein des communautés, des familles et des écoles, ainsi que dans les institutions politiques et religieuses. ¹⁶ Ces normes restent des principes clés, socle de l'identité culturelle et des systèmes de valeurs africains, certes ; cependant, elles constituent de sérieux obstacles aux efforts visant à protéger les filles contre toutes les formes de violence, y compris le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines.

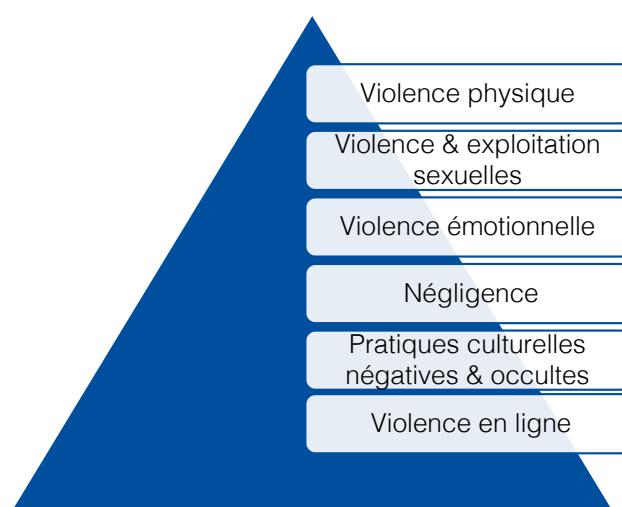
Les constructions traditionnelles fondées sur le genre sont en contradiction avec les lois formelles et les normes des droits de l'homme, ainsi qu'avec les stratégies de prévention de la violence contre les filles. Par exemple, il est prouvé que l'autonomisation financière des femmes peut attirer davantage de violence parce que l'homme perçoit son rôle dans l'accomplissement de sa responsabilité de subvenir aux besoins de la famille - la marque de son pouvoir, de son autorité et de sa discrétion - comme étant diminué. En Ouganda, il a été constaté que les tentatives de reconfiguration des relations

de pouvoir entre les sexes, notamment à travers l'octroi d'un pouvoir économique/financier aux femmes, la révision des lois sur le mariage ou la répartition des tâches ménagères, étaient considérées comme excessives par les hommes.¹⁷ Cela montre que le chemin qui mène à la modification des normes profondément ancrées reste long.

2.2. Les types de violence contre les enfants

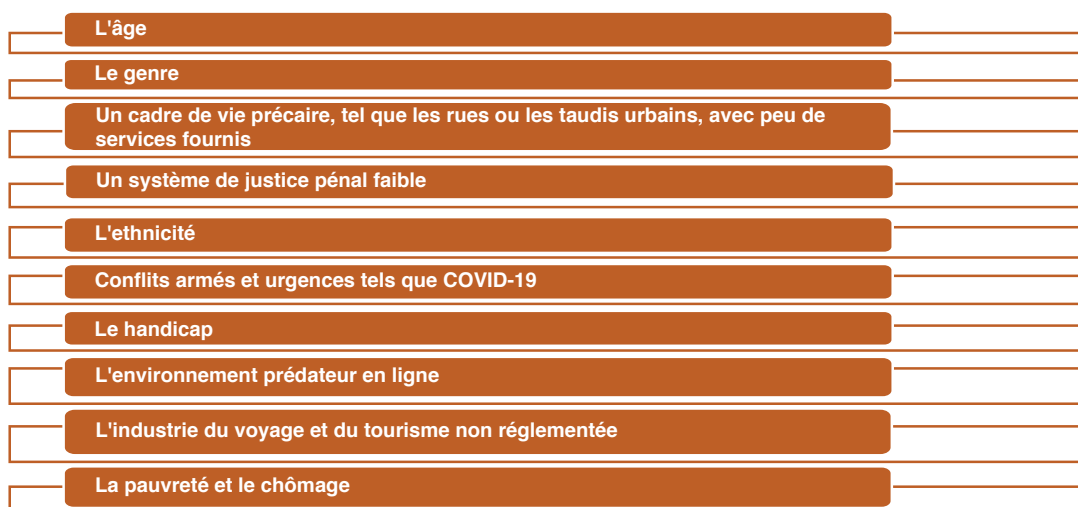
Les principaux types de violence perpétrés contre les enfants africains sont la violence physique, la violence et l'exploitation sexuelles, la violence psychologique, la négligence, les pratiques occultes et culturelles négatives, comme le montre la figure 1 ci-dessous.

FIGURE 1: Types de violence contre les enfants



Certaines circonstances contribuent à la VCE et certains enfants sont plus à risque que d'autres. La figure 2 illustre les facteurs de risque et les moteurs de la VCE.

FIGURE 2: Les moteurs et les facteurs de risque de la VCE



2.3. L'impact de la violence contre les enfants

L'impact dévastateur de la VCE a déjà été présenté dans le rapport mondial 2006 sur la VCE.¹⁸ Un informateur clé d'un réseau d'organisations de la société civile (OSC) déclare que « le bien-être des enfants est très important pour leur développement. La violence détruit le bien-être des enfants, pourtant il est plus facile de prévenir la violence que de fournir des soins psychosociaux aux victimes ». ¹⁹ La VCE a un impact immédiat et peut avoir des conséquences à long terme. Le Comité des droits de l'enfant les décrit comme suit, dans son Observation générale 13 :²⁰

- les blessures mortelles ou non mortelles (pouvant entraîner une invalidité) ;
- les problèmes de santé (y compris l'incapacité de se développer, les maladies pulmonaires, cardiaques et hépatiques, et les infections sexuellement transmissibles à un âge plus avancé) ;
- les troubles cognitifs (y compris les performances scolaires et professionnelles) ;
- les conséquences psychologiques et émotionnelles (sentiment de rejet, altération de l'attachement, traumatisme, peur, anxiété, insécurité et perte d'estime de soi) ;
- les problèmes de santé mentale (anxiété

et dépression, hallucinations, troubles de la mémoire et tentatives de suicide) ;

- les comportements à risque tels que l'abus de substances et l'initiation précoce à l'activité sexuelle ;
- les conséquences sur le développement et le comportement, telles que l'absentéisme scolaire et les comportements antisociaux et destructeurs, qui entraînent de mauvaises relations, l'exclusion scolaire et des conflits avec la loi²¹ ;
- la transmission intergénérationnelle de comportements agressifs, violents ou abusifs, généralement appris dans les foyers où la violence entre partenaires est courante ou dans les écoles où la violence entre pairs ou entre enseignants et élèves est courante ;
- les coûts sociaux et économiques immédiats et à long terme, tels que la perte de capital humain, la baisse de productivité et les coûts de traitement des blessures physiques et mentales.

Il est évident que les coûts de la violence ponctionnent les budgets nationaux et limitent les dépenses sociales, ralentissent le développement économique et érodent le capital humain et social des nations. La violence et ses conséquences ont des coûts directs pour les pays en termes de soins de santé, de protection de l'enfance, de justice pénale, et de valeur de la productivité et des gains futurs perdus.²²

Encadré 2 Coût économique de la violence contre les enfants

À l'échelle mondiale, 7 000 milliards de dollars sont perdus chaque année en raison de la VCE, y compris l'exploitation sexuelle. Cela équivaut à 8 % du PIB mondial. Le Nigeria a perdu des revenus cumulés allant jusqu'à 967 milliards de nairas (6,1 milliards de dollars US), soit 1,07 % du PIB du pays, en raison de l'ACC.

En Afrique du Sud, la valeur économique estimée des années de vie corrigées de l'incapacité résultant de la VCE en 2015 s'élevait à 173 milliards de rands sud-africains (ZAR) (13,5 milliards USD) - soit 4,3 % du PIB du pays. En outre, la baisse des revenus imputable à la violence physique et émotionnelle dans l'enfance dans le pays en 2015 était de 25,2 milliards ZAR (2 milliards USD) et 9,6 milliards ZAR (750 millions USD), respectivement. Si ce coût par rapport au PIB était reproduit dans toute l'Afrique subsaharienne, il représenterait plus que la totalité de l'aide publique à l'Afrique subsaharienne des pays de l'OCDE (l'aide publique au développement s'élève à 47 milliards de dollars, y compris l'aide bilatérale et multilatérale).

Source : ACPF and OAK Foundation, Sexual exploitation of children in Africa a silent emergency, 2019 (L'exploitation sexuelle des enfants en Afrique : une urgence silencieuse, 2019); Xiangming Fang et al, The economic burden of violence against children in South Africa, International Journal of Environmental Research and Public Health, 2017, 14 (1):1431

CHAPTER TROIS : LA PRÉVALENCE DE LA VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS EN AFRIQUE

De nombreuses études et rapports sur l'ampleur et la nature de la violence contre les enfants (VCE) ont été réalisés. Des rapports marquants de l'UNICEF ont présenté les dernières statistiques et analyses sur la discipline violente des enfants, l'exposition aux abus dans la petite enfance, la violence à l'école, les morts violentes chez les adolescents et la violence sexuelle dans l'enfance et l'adolescence. La reconnaissance de la prévalence mondiale de la VCE et de son impact attire l'attention sur la gravité et l'urgence du problème, qui nécessite une action mondiale immédiate.

L'Afrique a une longue histoire de conflits armés, de catastrophes naturelles, de déplacements et de pratiques néfastes. Bien qu'ils ne soient pas les causes profondes de la VCE, ils ont contribué à la forte prévalence de la violence physique en Afrique et 60 % des garçons et 51 % des filles en sont victimes. La négligence généralisée des enfants en Afrique, avec des taux médians de négligence les plus élevés au monde (41,8 % pour les filles et 39,1 % pour les garçons) a contribué à la VCE.²³

Dans certains pays d'Afrique, 30 à 40 % des adolescentes sont victimes de violences sexuelles avant l'âge de 15 ans.²⁴ Le rapport de l'ACPF intitulé « L'exploitation sexuelle des enfants en Afrique : Une urgence silencieuse », publié en 2019, a révélé qu'au Kenya, au Malawi, en Tanzanie, au Swaziland et au Zimbabwe, la prévalence des expériences de violence sexuelle pendant l'enfance varie entre 22

et 38 % pour les filles, et entre 9 et 17 % pour les garçons. Au Malawi, environ 22 % des femmes ont déclaré avoir subi des violences sexuelles pendant leur enfance, sous de multiples formes. Au Ghana, 39,4 % des enfants interrogés ont déclaré avoir été victimes d'atteintes à la pudeur et 18 % ont déclaré avoir été victimes de déshonneur. Des données recueillies en Afrique du Sud en 2016 ont révélé qu'une personne sur trois, homme ou femme, risquait de subir des violences sexuelles avant d'avoir atteint l'âge de 17 ans. Le pourcentage de filles âgées de 18 à 24 ans ayant subi des violences sexuelles avant l'âge de 18 ans s'élevait à 15,6 % au Kenya²⁵ à 33 pourcents au Zimbabwe²⁶ et 35 pourcents en Uganda. En Afrique du Sud, un pays au passé douloureux et violent, le taux de VCE est élevé. Une fille sur trois est agressée sexuellement avant l'âge de 18 ans, principalement à la maison, par son beau-père ou ses oncles, mais aussi à l'école.

Les résultats des enquêtes VCE dans plusieurs pays ont permis d'établir le pourcentage d'enfants qui ont été témoins de violence dans leur foyer avant l'âge de 18 ans. Dans le monde, un enfant de moins de 5 ans sur quatre (176 millions) vit avec une mère victime de violence de la part d'un partenaire intime.²⁷ Alors que 66 % des enfants de sexe féminin au Nigeria et 67 % des enfants de sexe féminin en Ouganda ont été témoins de violence au foyer, 58 % et 65 % des enfants de sexe masculin au Nigeria et en Ouganda respectivement ont été témoins de violence au foyer avant l'âge de 18 ans.²⁸

Selon l'Enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS) de 2018, 50,6 % des filles âgées de 0 à 14 ans et 27,3 % des filles âgées de 0 à 4 ans ont subi une forme de mutilation génitale féminine/excision. De même, environ un tiers (34,2 %) des femmes âgées de 20 à 49 ans se sont mariées avant l'âge de 18 ans.²⁹ Par exemple, Madagascar a l'un des taux de mariage d'enfants les plus élevés au monde ; à Madagascar, 41,2 % des filles de 20 à 24 ans déclarent avoir été mariées avant l'âge de 18 ans, et 12 % avant l'âge de 15 ans. Près d'un enfant sur quatre âgé de 5 à 17 ans est impliqué dans une activité économique, y compris la prostitution.

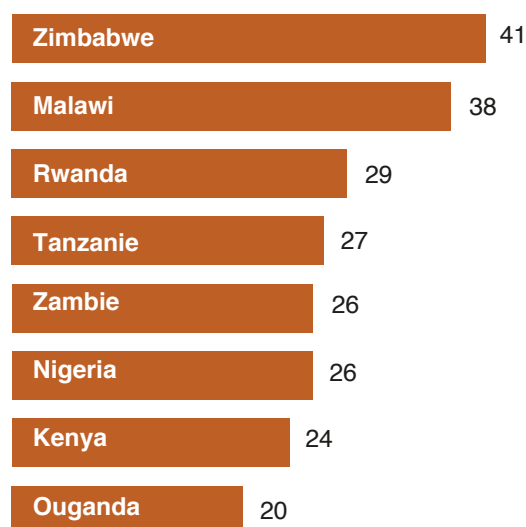
Près de neuf adolescents sur dix déclarent avoir été victimes de châtiments corporels à la maison.³⁰ L'utilisation de la violence pour discipliner les enfants est très répandue en Afrique. Le rapport mondial 2017 sur l'élimination de la violence dans l'enfance³¹ a montré qu'en Afrique de l'Ouest et du Centre, de l'Est et du Sud, plus de huit enfants sur dix âgés de 1 à 14 ans avaient subi une discipline violente sous forme d'agression psychologique ou de punition physique à la maison au cours du dernier mois. Le rapport a également révélé que le recours à la discipline violente à la maison était presque universel au Burundi, au Ghana et au Mozambique, où plus de neuf enfants sur dix ont subi une forme de châtiment corporel à la maison. Le taux de châtiment corporel en Afrique du Sud atteint 56 %.

Les brimades à l'école sont un problème croissant en Afrique. Environ la moitié des enfants âgés de 13 à 15 ans ont déclaré avoir été victimes de brimades dans les écoles en Afrique occidentale et centrale (51 %) et en Afrique orientale et australe (47 %).³² Le taux d'intimidation dans les écoles atteint 70 % au Burundi et en Égypte, 65 % en Zambie, 62 % au Ghana et 58 % au Rwanda.³³

Selon une étude de 2019, plus d'une fille sur trois est mariée avant l'âge de 18 ans. Le Cameroun est classé 20e parmi les pays où la prévalence des mariages des enfants est la plus élevée. La tendance est restée la même dans les données recueillies pour cette étude. Les avocats et les

associations qui luttent contre le mariage des enfants signalent que les violences sexuelles affectant les enfants des deux sexes sont en augmentation au Cameroun. Près de 90 % des cas de violence sexuelle dans le pays ont été commis au sein de la famille ou du cercle d'amis, ou par des personnes proches de la victime.³⁴ Au centre de services aux enfants géré par l'Association de lutte contre les violences faites aux femmes, plus de 40 cas de violence sexuelle ont été enregistrés entre mars et juin 2020.³⁵ Les rapports d'autres associations font état de violences sexuelles sur des enfants de 6 mois. Les huit premiers pays africains où les filles au milieu de l'adolescence ont déclaré avoir subi des rapports sexuels forcés sont présentés dans la figure 3.

FIGURE 3: Pourcentage de filles âgées de 15 à 19 ans qui déclarent avoir déjà eu des rapports sexuels forcés (dans huit pays africains)



Source : Together for Girls (2019)

Les formes graves de violence sexuelle sont plus fréquentes dans les lieux ouverts. Il s'agit notamment des rues, des marchés, des magasins, des écoles, des bords de lacs ou de rivières et des champs. Au Kenya, par exemple, parmi les jeunes filles de 13 à 17 ans qui ont subi des violences sexuelles au cours des 12 derniers mois, le lieu le plus fréquent était en plein air (75,5 %).³⁶ De même, pour la même catégorie d'âge et de sexe au Rwanda,

Encadré 3 Exemple de violence sexuelle perpétrée par les parents sur les enfants

NIGERIA

Au Nigeria, Martha (nom d'emprunt), une jeune fille âgée de 15 ans a été violée à plusieurs reprises par son père biologique depuis l'âge de huit ans. Il l'a menacée de la « jeter dans les toilettes » et de ne pas payer ses frais de scolarité si jamais elle dénonçait le viol. La crainte de ces menaces l'a empêchée d'en parler à sa mère. Elle vivait dans la peur, la colère et la douleur. Pour soulager sa douleur, elle a écrit son calvaire dans un journal intime. Mais un jour, elle a pris son courage à deux mains et a signalé les agressions aux voisins, qui l'ont aidée à s'échapper et ont porté plainte à la police. Elle a été reniée par sa mère et ses frères et sœurs pour avoir fait de telles allégations, et les textes de son journal intime constituaient les seules preuves tangibles en sa possession. Le rêve de Martha est d'étudier le droit et de devenir avocate, afin de rendre justice aux victimes de viol. L'État de Lagos condamnerait de plus en plus les coupables dans les affaires de viol, ce qui donnerait aux victimes et à leurs familles l'espoir d'obtenir justice car le système judiciaire est moins tolérant à l'égard du viol.

Source : Child Rape: "how my papa rape me" disponible sur <https://www.bbc.com/pidgin/world-53921308>

les incidents de violence sexuelle se sont avérés être plus fréquents sur le bord de la route (40 %).³⁷ Parmi les femmes de âgées de 18 à 24 ans, victimes de rapports sexuels forcés dans leur enfance, près de trois sur dix ont vécu le premier incident entre 14 et 15 ans au Rwanda, et entre 16 et 17 ans au Kenya. Parmi les personnes âgées de 18 à 24 ans qui ont déclaré avoir subi des violences sexuelles, 76 % des femmes et 69 % des hommes ont été victimes d'au moins deux incidents avant l'âge de 18 ans au Rwanda. En Ouganda, parmi les personnes âgées entre 13 et 17 ans, une fille sur quatre et un garçon sur dix ont déclaré avoir été victimes de violences sexuelles au cours de l'année précédant l'enquête.³⁸

Comme le souligne le rapport de 2016 du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies sur la violence contre les enfants, intitulé « *Protéger les enfants touchés par les conflits armés dans la communauté* », malgré l'ampleur et la gravité des problèmes liés à la violence des gangs, l'on constate une absence totale de données et de preuves. Les enfants touchés par la violence des gangs et de la communauté pourraient être plus susceptibles de se sentir obligés de quitter leur foyer.³⁹

3.1. La négligence de la violence sexuelle croissante à l'égard des garçons

Bien que limitées, les données disponibles nous indiquent que l'exploitation sexuelle des garçons constitue un problème bien plus important qu'on ne le pensait. Il est désormais de notoriété que les garçons peuvent être tout aussi touchés que les filles et, dans certains contextes, peut-être même plus. Malgré des signes de sensibilisation croissante, le problème fait encore l'objet de peu de recherches, n'est pas reconnu dans la législation et les politiques pertinentes et n'est pas abordé dans les programmes. Des données montrent que les garçons subissent des niveaux élevés de violence sexuelle, souvent avec de graves conséquences. Toutes les formes de violence à l'égard des garçons sont associées à une santé mentale négative. Les garçons qui subissent des violences sexuelles dans leur enfance sont nettement plus susceptibles de commettre eux-mêmes des actes de violence. La figure 4 montre la prévalence de ce phénomène dans six pays africains.

3.2. La violence contre les enfants dans des circonstances particulièrement vulnérables

Certains enfants subissent la violence de manière plus soutenue et plus préjudiciable que d'autres en raison des circonstances dans lesquelles ils se trouvent (conflit, déplacement ou pauvreté) ou de leur situation (âge, sexe ou handicap). La vulnérabilité est un facteur clé de la violence. Le rapport 2014 de l'ACPF sur la VCE⁴⁰ identifie une série de facteurs de vulnérabilité comme déclencheurs de VCE, notamment le stress socio-économique, le manque de soins parentaux adéquats ou l'abandon complet par les parents, le handicap, la stigmatisation et l'absence de services de protection spéciaux.

Les enfants vulnérables sont, entre autres, les filles, les enfants handicapés, les enfants qui grandissent dans la pauvreté, les enfants qui vivent et/ou travaillent dans la rue, les enfants autochtones et les enfants appartenant à des minorités,

et les enfants albinos. Lorsque les enfants sont particulièrement jeunes et/ou de sexe féminin ou présentent deux ou plusieurs facteurs de vulnérabilité, le risque de préjudice est amplifié. Les enfants particulièrement vulnérables sont confrontés à de multiples risques d'exposition à la violence.⁴¹ Pour sa part, le rapport 2014 sur la VCE présente la situation de quatre groupes d'enfants particulièrement vulnérables : les enfants vivant ou travaillant dans la rue, les enfants (principalement des orphelins et des enfants abandonnés) placés en institution, les enfants vivant chez d'autres personnes pour effectuer des travaux domestiques et les enfants handicapés.

Quelle que soit la classification, ces enfants sont tous victimes de discrimination en Afrique, et cette discrimination est plus profonde lorsque les enfants proviennent de populations moins éduquées et économiquement plus pauvres.⁴² De nombreux enfants de ces groupes sont contraints d'intérioriser la violence comme partie intégrante de leur vie et peuvent émerger comme des auteurs potentiels de violence eux-mêmes.

Selon les recherches de l'ACPF, le nombre de violences sexuelles infligées aux enfants handicapés est élevé dans de nombreux pays ; il va de deux incidents de violence sexuelle par enfant au Sénégal à environ quatre au Cameroun. Ces cas comprennent le viol (52 %), la participation forcée à des « relations sexuelles transactionnelles » (30 %) et les attouchements indécentes (43 %). Une autre étude montre que les enfants souffrant de troubles de la parole et du langage sont jusqu'à trois fois plus exposés aux violences sexuelles que les autres enfants. Pour les enfants souffrant de troubles du comportement, le risque est entre cinq et sept fois plus élevé que pour les enfants non

Selon les estimations, 2 000 à 5 000 personnes sont atteintes d'albinisme en Afrique subsaharienne.⁴³ Les enfants atteints d'albinisme sont parfois soumis à des formes de violence sous forme de rituels. En Afrique de l'Est, où les mythes sur l'albinisme abondent, des enfants albinos ont été tués pour les parties de leur corps. En Tanzanie, 35 enfants albinos ont été assassinés en un peu plus d'un an, notamment dans les régions proches du lac Victoria, comme Mwanza, Shinyanga et Mara.⁴⁴ En 2008, le gouvernement de Tanzanie a déclaré la peine de mort pour le meurtre d'une personne atteinte d'albinisme, mais une poignée de poursuites ont été enregistrées.⁴⁵

La violence contre les enfants albinos va des meurtres, mutilations et amputations de doigts et de membres au rasage forcé des cheveux. Under the Same Sun, une ONG qui soutient les personnes atteintes d'albinisme, a documenté la violence contre les personnes atteintes d'albinisme en Afrique et a rapporté 204 meurtres et 354 attaques dans 29 pays africains entre 2008 et 2018. Les enlèvements et les vols de tombes sont également fréquents.⁴⁶ Les enfants albinos, tout comme les adultes, sont victimes d'intimidation, de discrimination, de rejet, d'isolement, d'ostracisme et d'exclusion de l'éducation et des soins de santé.⁴⁷

L'Afrique a établi un plan d'action régional sur l'albinisme en Afrique pour la période 2017-2021,⁴⁸ adopté en 2017, et approuvé par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, le Parlement panafricain et l'Union africaine.⁴⁹ Il s'agit d'un plan quinquennal visant à lutter contre les attaques et les violations connexes à l'encontre des personnes atteintes d'albinisme en Afrique subsaharienne. Ce plan est la toute première stratégie continentale visant à lutter contre les violations des droits des personnes atteintes d'albinisme. Il contient des mesures de prévention, de protection, de responsabilité, d'égalité et de non-discrimination.

3.3. Les enfants vivant et/ou travaillant dans la rue

La vulnérabilité des enfants à la violence est exacerbée par les circonstances qui entourent la vie dans la rue. Les enfants qui vivent et/ou travaillent dans la rue sont victimes de violence physique et sexuelle de la part des agents de sécurité et de la police, et des chefs de gangs de rue, entre autres. Ils sont souvent victimes de rafles policières aléatoires ; dans ces cas, entrent en conflit avec le système judiciaire, et leurs droits à la protection et à la représentation juridique sont souvent bafoués.

Selon les recherches effectuées par l'ACPF, la prévalence de la violence sexuelle contre les enfants dans les rues, en particulier les filles, est extrêmement élevée. Plus de 74 % des filles interrogées vivant et/ou travaillant dans la rue en Ouganda ont été soumises à au moins une forme de harcèlement ou de violence sexuelle ; le chiffre pour le Kenya est de 70 % et pour le Malawi de 62 %. Parmi les filles vivant dans la rue au Kenya, 25 % ont déclaré avoir été violées.



Crédit photo : dreamstime.com

CHAPITRE QUATRE : LES FORMES NOUVELLES ET ÉMERGENTES DE VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS

4.1. Introduction

La catégorie des « formes nouvelles et émergentes » de VCE fait référence à la violence qui a évolué à partir des formes classiques de VCE ou de celles autour desquelles il existe un niveau de sensibilisation relativement élevé. L'évolution des contextes et des cadres politiques, économiques et sociaux, les crises émergentes, la mondialisation, les développements urbains et technologiques, la pauvreté et la faiblesse des systèmes de protection sociale peuvent directement ou indirectement accroître le risque de VCE, modifier ses formes, aggraver son ampleur ou en créer de nouvelles.

Les formes de violence en ligne peuvent être considérées comme nouvelles dans le sens où elles n'existaient pas avant l'ère des technologies de l'information et de la communication (TIC) ou de l'internet. Toutefois, leur ampleur en termes de nombre d'enfants victimes, d'accès au public cible, d'échelle, d'ampleur et de spontanéité s'est élargie en raison de l'adoption de la technologie sur le continent. La Zambie, seule, a enregistré 8 000 cas de violences contre les enfants en ligne en 2007. Les faits suggèrent que la tendance s'accroît à mesure que les enfants accèdent à l'internet.⁵⁰

La croissance rapide de l'urbanisation et des transports routiers et aériens a également facilité les déplacements entre

les continents et les pays. Le secteur des voyages et du tourisme a donné l'occasion aux « délinquants sexuels en mouvement » de profiter des piètres cadres réglementaires nationaux de nombreux pays africains pour exploiter sexuellement les enfants.

La pandémie de COVID-19 a obligé des millions d'enfants à passer plus de temps à la maison en raison des fermetures d'écoles, ce qui les a exposés à des niveaux de violence émotionnelle et physique bien plus élevés, souvent dus à un stress économique accru et à la discorde domestique. Les filles ont subi davantage de violences sexuelles et émotionnelles à la maison, de la part des membres de leur famille. Les enfants qui ont accès à l'apprentissage en ligne sont encore plus exposés à la violence en ligne.

Il convient toutefois de noter que la catégorisation des « nouveaux et émergents » est subjective et que les types de violence classés dans cette catégorie peuvent varier considérablement, en fonction de la manière dont ils sont perçus dans les différents contextes nationaux. Le tableau 1 montre comment les différents acteurs des droits de l'enfant dans les différents pays considèrent les différentes formes de VCE. Parmi les informateurs clés interrogés dans le cadre de la présente étude, il n'y a pas eu de consensus pour déterminer si, de prime à bord, l'expression « nouvelle et émergente » était appropriée.

TABLEAU 1 : Résumé des formes nouvelles et émergentes de violence contre les enfants propres à chaque pays

Pays	Formes nouvelles et émergentes de VCE
Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> • Enfants accompagnant leurs parents en prison • Crimes rituels • Enlèvements • Mutilations • Vente de bébés à naître • Attaques contre des écoles et des hôpitaux • Violence sexuelle en ligne • Exploitation économique des enfants
République Centrafricaine	<ul style="list-style-type: none"> • Recrutement et utilisation d'enfants par des groupes armés • Restriction de l'accès à l'aide humanitaire • Attaques contre des écoles et des hôpitaux • Exploitation économique des enfants • Enlèvements • Travail forcé et dangereux
Cape Verde	<ul style="list-style-type: none"> • Cyber violence • Violence sexuelle
Gambie	<ul style="list-style-type: none"> • Violence sexuelle à l'égard des garçons • Violence sexuelle ou viol de très jeunes filles • MGF/E des jeunes bébés • Tourisme sexuel
Mali	<ul style="list-style-type: none"> • Violence liée aux pratiques religieuses et culturelles • Recrutement forcé dans les forces régulières et les groupes armés • Enlèvements • Attaques contre des écoles et des hôpitaux • Fermeture forcée des écoles • Meurtres et mutilations d'enfants • Drogues
Mauritanie	<ul style="list-style-type: none"> • Violence sexuelle en ligne • Pornographie enfantine • Esclavage des enfants noirs • Violence sexuelle en milieu familial • Suicide des enfants • MGF/E
Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> • Pédophilie • Pornographie à travers les réseaux sociaux • Violence induite par la pandémie de COVID-19
Tunisie	<ul style="list-style-type: none"> • Violence induite la pandémie de COVID-19 • Violence en ligne • Confinement en tant que travailleurs domestiques

Source : Entretiens avec des informateurs clés.

4.2. La violence en ligne contre les enfants

L'ère des TIC offre aux utilisateurs un éventail d'outils et des possibilités presque illimitées de communiquer avec les autres et de partager des informations. Les espaces en ligne n'offrent pas toujours les protections traditionnelles dont bénéficient les enfants. En plus des moyens habituels par lesquels les enfants sont victimes d'abus sexuels, les enfants sont maintenant

confrontés à des risques d'abus sexuels par le biais des médias et des plateformes technologiques. Une étude réalisée en 2015 par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime montre que les nouvelles technologies peuvent améliorer l'accès aux victimes et aux documents relatifs aux abus sexuels sur les enfants, accroître les profits des entreprises criminelles, réduire le risque d'identification et de poursuite des auteurs, fournir une affirmation sociale aux délinquants et augmenter le niveau de préjudice pour les victimes.⁵¹

La technologie numérique et les plateformes internet peuvent produire des photos et des vidéos à grande échelle et les diffuser rapidement dans le monde entier, touchant ainsi un plus large public d'agresseurs des enfants. Des images en direct d'abus peuvent également être enregistrées pour une distribution ultérieure afin de générer un profit maximum. La satisfaction personnelle peut également coïncider avec l'obtention d'un avantage économique, comme lorsqu'un trafiquant abuse d'un enfant qu'il a l'intention d'exploiter.⁵²

Il convient de noter d'emblée que la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), dans son article 37(a), prévoit que « aucun enfant ne doit être soumis à la torture ou à d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants ». La CADBE reprend la même disposition dans l'article 16 de sa charte mais ajoute « et notamment les atteintes ou les brutalités physiques ou mentales, la négligence ou les mauvais traitements, y compris la violence sexuelle ».⁵³ Le Comité des droits de l'enfant des Nations unies a estimé que « les formes non physiques de châtimement sont [considérées] comme cruelles et dégradantes et donc incompatibles avec la Convention. Il s'agit notamment des châtimements qui rabaissent, humilient, dénigrent, font de l'enfant un bouc émissaire, le menacent, l'effraient ou le ridiculisent.⁵⁴ » Ainsi, la cyberintimidation enfreint à la fois la CDE et la CADBE.

Les recherches menées par ECPAT (connu autrefois sous le nom de End Child Prostitution and Trafficking) sur l'utilisation des TIC par les enfants au Cameroun, en Gambie, au Kenya, au Togo et en Ouganda donnent un aperçu de leurs vulnérabilités. La recherche a montré que les enfants africains accèdent de plus en plus au web à la maison, dans les écoles et dans les espaces publics, mais que leur sécurité en ligne n'est pas assurée. Les parents, les enseignants et les exploitants de cybercafés n'ont pas suffisamment conscience des risques, ce qui est exacerbé par le grand écart qui existe entre la surveillance et le contrôle de l'accès des enfants aux sites web pour adultes.⁵⁵

Les preuves de la violence contre les enfants en ligne sont alarmantes. Selon les

rapports de l'Internet Watch Foundation (IWF), ses services évaluent une page web toutes les quatre minutes, et toutes les sept minutes, ils trouvent une page web qui montre des images d'un enfant en train d'être abusé sexuellement.⁵⁶ Les images sont regroupées par type de conduite/activité abusive - catégories A, B et C.⁵⁷

- 1. Catégorie A :** Images montrant l'activité sexuelle entre adultes et enfants, y compris le viol, ou la torture sexuelle, y compris l'auto-pénétration
- 2. Catégorie B :** Images montrant une activité sexuelle non pénétrante
- 3. Catégorie C :** Images indécentes d'enfants ne relevant pas de la catégorie A ou B

Le rapport annuel 2020 de l'IWF montre que les chiffres de 2019 concernant la gravité de ces violences (c'est-à-dire le pourcentage d'images relevant de chaque catégorie) étaient de 20 % pour la catégorie A, 20 % pour la catégorie B et 58 % pour la catégorie C.⁵⁸ Ces chiffres indiquent une tendance à la baisse de 33 % pour la catégorie A, une légère diminution à 21 % pour la catégorie B et une augmentation inquiétante à 44 % pour la catégorie C en 2017.⁵⁹

S'agissant du sexe, les filles sont de loin les victimes les plus fréquentes en matière de VCE en ligne. En 2017, les filles ont enregistré un taux d'apparition de 86 % contre seulement 7 % pour les garçons. Les données de 2019 montrent que 92 % des victimes en ligne étaient des filles contre 3 % pour les garçons.⁶⁰ En ce qui concerne l'âge, environ 48 % des victimes étaient âgées de 11 à 13 ans, suivies par 34 % des 7 à 10 ans. Il est inquiétant de constater que la tranche d'âge des 0-2 ans représentait 11 % des victimes.⁶¹

L'IWF souligne qu'il est très difficile d'évaluer les images de violences sexuelles sur des enfants en ligne mettant en scène des adolescents (en particulier des filles), car il faut déterminer avec certitude l'âge de la victime. Cela est encore plus difficile dans les cas de plus en plus nombreux d'images générées par les enfants eux-mêmes, car ceux-ci tentent souvent de paraître plus âgés qu'ils ne le sont, en se maquillant, par exemple.⁶² Lorsque l'âge de la victime ne peut être déterminé, les

efforts de protection de l'enfance s'en trouvent contrariés.

L'une des principales conclusions d'un rapport ECPAT/INTERPOL 2018 est que certaines images ou vidéos d'abus sexuels sur des enfants représentent des garçons et de très jeunes enfants et que ces abus sont susceptibles d'être plus violents et plus graves. La recherche a également constaté une baisse de l'âge des victimes.⁶³ Il est estimé que 72 % des enfants exploités en ligne ont moins de 10 ans, dont 7 % sont des enfants en bas âge.⁶⁴

Les enfants peuvent être victimes de diverses formes de violence sexiste en ligne, les recherches montrant que les filles sont plus facilement contraintes ou poussées vers la « pornographie enfantine autoproduite » que les garçons. Cette pornographie comprend le cyberflash, où la victime reçoit des images sexuelles non sollicitées pour la harceler ou la contrarier, ou le sexting, où il y a un échange d'images ou de messages sexuels qui sont pris de manière consensuelle (bien que parfois non consensuelle) mais qui sont partagés ou transmis de manière non consensuelle via les téléphones mobiles ou l'internet.⁶⁵

4.3. La violence dans le contexte des conflits armés et autres situations d'urgence

La vague d'attaques contre les civils, y compris les enfants, dans certaines parties du continent par des groupes désignés comme terroristes, est devenue un grave problème pour les droits de l'enfant. Des groupes armés non étatiques, tels que Boko Haram au Nigeria, Al-Shabaab en Somalie et Amba au Cameroun, continuent de commettre de graves violations contre les enfants, notamment des meurtres, des mutilations, le recrutement et l'utilisation, l'enlèvement, le viol et d'autres formes de violence sexuelle. L'armée nigériane a détenu des milliers d'enfants, dont certains n'ont pas plus de 5 ans, pour leur implication présumée dans le projet Boko Haram, souvent sans aucune preuve ou presque, et peu d'entre eux sont accusés de quelque crime que ce soit.⁶⁶

Au moins 240 millions d'enfants africains vivent dans des pays touchés par les conflits et la fragilité.⁶⁷ En temps de conflit armé et dans d'autres situations d'urgence, les enfants déplacés, réfugiés et rapatriés souffrent de l'insécurité, peuvent être pris dans la ligne de mire ou tomber sur des mines terrestres. Une étude réalisée par le Forum africain sur la politique de l'enfance et le Mouvement africain pour l'enfance (Africa Wide Movement for Children) décrit de façon graphique les types de violence auxquels les enfants sont exposés dans les conflits armés, en se référant à des données provenant de situations de conflit spécifiques sur le continent.⁶⁸ Ils peuvent être blessés ou tués, enlevés par des trafiquants ou recrutés comme enfants soldats.⁶⁹ Ils risquent la détention, le travail forcé, la violence sexuelle et la prostitution forcée, les traumatismes émotionnels et psychologiques, le refus d'accès à l'aide humanitaire et aux services de santé de base, la toxicomanie et la perte d'éducation. Rien qu'au Sud-Soudan, plus de 4 millions d'enfants vivant sous la menace constante de la violence sont également confrontés à la famine, à la maladie, au recrutement forcé dans des groupes armés et au manque d'accès à la scolarité.⁷⁰ L'absence de réponse organisée efficace a encore aggravé la situation des enfants dans les zones de crise.⁷¹

Le Comité africain pour l'enfance a déclaré que les enfants en situation de conflit armé ne devraient pas être empêchés de jouir ou d'exercer leurs droits selon les circonstances.⁷² On entend par là le droit à la protection contre toute forme de VCE.

4.4. La violence contre les enfants dans le contexte de la COVID-19

La COVID-19 a apporté un défi supplémentaire aux efforts de prévention et d'intervention en matière de VCE. Les efforts déployés pour contenir le coronavirus ont exposé les enfants à un risque accru de violence. Des niveaux de stress élevés augmentent la probabilité de violence et d'abus domestiques dont les enfants sont témoins ou qu'ils subissent,

en particulier la violence sexuelle et les châtiments corporels.

La violence sexuelle et sexiste a augmenté au cours de la pandémie de COVID-19, car les gens passent plus de temps à la maison et dans leur communauté. Les femmes et les filles sont devenues des proies plus faciles pour les délinquants sexuels. Au Nigeria, dans l'État d'Enugu, entre avril et mai 2020, pendant la période de confinement, Women's Aid Collective, une ONG de défense des droits des femmes, a reçu et traité environ 156 cas de violence sexuelle et sexiste, dont 25 cas de viol, de déshonneur et d'agression sexuelle sur des filles. Les plaintes reçues comprenaient six cas de déshonneur et de viol collectif de jeunes filles. Parmi ces cas de violence sexuelle sur des enfants, deux ont abouti à une grossesse, exposant les filles au risque d'un mariage forcé avec l'auteur.

L'accès accru et non réglementé aux espaces en ligne a exposé les enfants à toutes les formes d'abus en ligne, y compris le recrutement en ligne pour le travail des enfants, les abus sexuels, la traite des enfants ou le recrutement d'enfants soldats. La pression exercée sur les services sociaux et les familles a entraîné une dégradation de la protection et de la prise en charge des enfants, même au niveau familial, aggravée par la perte de revenus et la maladie ou le décès des parents et des soignants. Les mesures de confinement de la pandémie ont perturbé l'accès aux services sociaux et de protection, exacerbant ainsi la vulnérabilité des enfants aux différentes formes de VCE. L'ampleur et l'impact de la pandémie sur la VCE, et en particulier sur les filles, n'ont pas fait l'objet d'une documentation entière.

4.5. L'exploitation sexuelle des enfants dans les voyages et le tourisme

Le secteur des voyages et du tourisme devient aujourd'hui un facteur d'exploitation sexuelle des enfants. Cela est dû en partie à l'absence de lois et à leur faible application lorsqu'elles existent, et en partie à des facteurs contextuels locaux tels que la corruption et la pauvreté. Le

tourisme en lui-même n'est pas la cause de l'exploitation des enfants, mais la situation dans les destinations touristiques, associée à une augmentation de la demande de services sexuels, peut créer un environnement dangereux pour les enfants vulnérables.⁷³ Le tourisme sexuel impliquant des enfants est souvent pratiqué par des délinquants sexuels qui cherchent à échapper aux lois strictes de leur propre pays en se rendant dans des endroits où les lois sont moins strictes ou ne sont pas appliquées.⁷⁴

L'ECPAT considère le Kenya, le Sénégal, le Maroc et l'Afrique du Sud comme des points chauds africains émergents pour le tourisme sexuel impliquant des enfants. L'Éthiopie est en train de devenir une destination populaire. Au Kenya, par exemple, 10 000 à 15 000 filles sont impliquées dans le commerce du sexe lié à l'industrie du tourisme, plus de 45 % d'entre elles n'ayant que 12 ou 13 ans.⁷⁵ Il est signalé au Nigeria, le recrutement et le transport d'adolescentes âgées de 15 à 18 ans d'une région du pays à une autre, ou dans la même ville, pour le divertissement sexuel d'hommes riches ou de fonctionnaires en visite, tant du secteur public que du secteur privé.⁷⁶

4.6. La violence dans les crises humanitaires et les institutions de garde d'enfants

Les enfants vivant en situation de crises humanitaires ou dans des institutions de soins sont sensés se sentir en sécurité entre les mains de personnes qui ont pour mandat de les soigner et de les protéger, mais ce n'est pas toujours le cas. Des violences sexuelles commises par les forces de maintien de la paix impliquant des casques bleus de l'ONU en RDC et en République centrafricaine ont été signalées.⁷⁷

En RDC, les forces de maintien de la paix de l'ONU ont été impliquées dans la pratique des « rapports sexuels contre la nourriture » ou du paiement d'un dollar contre des services sexuels (le phénomène "One-Dollar UN Girls"). Ce phénomène est plus répandu dans des contextes de

crises humanitaires. Des adolescentes sont exploitées sexuellement pour une tasse de lait, un soda froid ou, au mieux, un seul dollar.⁷⁸ L'ONU a enquêté sur des rapports de viols et d'agressions sexuelles en RDC, dont un cas où un employé français de la logistique a été retrouvé avec des centaines de cassettes vidéo le montrant en train de torturer et d'abuser sexuellement des filles.⁷⁹ Malheureusement, les missions de maintien de la paix de l'ONU et de l'UA ainsi que l'incident d'Oxfam en Haïti⁸⁰ ne sont certainement pas les seuls rapports des acteurs humanitaires dans les scandales de violence sexuelle très médiatisés.

Les Nations unies ont interdit toute relation sexuelle incluant « l'abus d'une situation de vulnérabilité », ce qui couvre essentiellement la population locale partout où les soldats de la paix des Nations unies sont déployés. La pauvreté et les conflits rendent les femmes et les jeunes filles profondément vulnérables aux abus des soldats de l'ONU. En 2015, l'ONU a commencé à publier les nationalités des soldats présumés avoir exploité et abusé sexuellement des femmes et des filles. Elle a également créé un fonds d'affectation spéciale et des programmes de prise en charge psychologique, de formation professionnelle et d'autres services destinés aux victimes, y compris les enfants nés de soldats de la paix. En 2017, les Nations unies ont créé un « défenseur des droits des victimes » au niveau mondial et ont intégré les défenseurs des victimes dans les missions de maintien de la paix.⁸¹

4.7. La violence contre les enfants au sein des institutions religieuses

Jusqu'à une date récente, la question de la VCE dans les institutions religieuses, en particulier dans les églises chrétiennes, n'avait pas suscité beaucoup d'attention en Afrique. La prise de conscience des violations commises par le clergé, désormais croissante, est une préoccupation majeure pour l'Église chrétienne africaine. Les

formes de VCE les plus courantes sont les violences sexuelles sur les filles et les garçons, les accusations de sorcellerie, les pratiques d'exorcisme et les périodes prolongées de jeûne forcé.

La plupart des cas de VCE au sein des institutions religieuses ne sont pas signalés pour les mêmes raisons que les pratiques néfastes, mais plus encore par peur de l'institution,⁸² le respect de la divinité, le risque de stigmatisation ou la peur d'être ostracisé pour avoir dénoncé « un homme de Dieu ». La faible couverture médiatique des abus au sein des institutions religieuses aggrave la perception accommodante de la société. Un prêtre kenyan aurait déclaré que « la dissimulation est très forte » dans l'église et qu'à son avis, « une certaine sanction doit être infligée aux personnes impliquées dans la dissimulation ».⁸³ En octobre 2019, l'église catholique d'Afrique du Sud a pris une mesure audacieuse et a excommunié trois prêtres pour violence sexuelle sur des enfants dans leurs paroisses. Depuis 2003, 35 cas d'abus impliquant des prêtres ont été signalés à l'église en Afrique du Sud, dont sept seulement ont fait l'objet d'une enquête de police, l'un d'entre eux ayant abouti à un procès pénal et à une condamnation à vie.⁸⁴

Les allégations de violence sexuelle impliquant des membres du clergé dans les églises pentecôtistes connaissent une augmentation alarmante. Certaines églises pentecôtistes encouragent les accusations de sorcellerie et posent des actes de violence extrême pouvant entraîner la mort, sous couvert de l'exorcisme.⁸⁵

L'UNICEF a noté avec inquiétude que les « aveux » de sorcellerie et le nombre d'enfants accusés de « sorcellerie » dans certaines régions d'Afrique augmente, de même que le nombre d'enfants subissant des violences physiques ou psychologiques extrêmes comme conséquences de ces accusations.⁸⁶ En outre, les personnes accusées de sorcellerie sont souvent confrontées à des défis juridiques et à des sanctions sociétales.

CHAPITRE CINQ : CADRES NORMATIFS ET POLITIQUES

5.1. Les progrès réalisés en matière de ratification des instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'enfant

The obligation of states to protect
L'obligation des États de protéger les enfants contre toutes les formes de violence est tirée d'un ensemble d'instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme et au droit humanitaire. La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE) et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE) sont les deux principaux instruments relatifs aux droits de l'enfant. La CDE bénéficie de son caractère universel mais plus encore parce qu'elle représente une approche nouvelle et multidisciplinaire de la protection des enfants. En ce qui concerne l'enfant africain, la CADBE va au-delà de la CDE, car elle reflète les besoins et les circonstances de l'enfant africain.

Les progrès réalisés dans la formulation de cadres juridiques peuvent être mesurés à l'aide de deux critères : la ratification par les gouvernements des instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'enfant (voir le tableau 2 sur l'état des ratifications), et la promulgation de lois et de politiques nationales destinées à fournir une protection adéquate.

La ratification est donc une première étape importante pour prévenir et répondre à la violence contre les enfants (VCE). Elle oblige les gouvernements à harmoniser leurs lois nationales avec les normes et principes des traités. Il est indéniable que les États africains ont fait des progrès significatifs dans la ratification des principaux instruments juridiques, même si beaucoup reste à faire. Le tableau 2 présente les principaux instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'enfant et indique le nombre de pays africains qui les ont ratifiés et ceux qui ne l'ont pas fait.

TABLEAU 2 : Ratification des principaux instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'enfant

Nom de l'instrument	Nombre de pays ayant ratifié	Pays restants
Convention relative aux droits de l'enfant, 1989	54	République arabe sahraouie démocratique (non membre de l'ONU)
Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, 1990	50	Maroc, République arabe sahraouie démocratique, Somalie, Sud-Soudan et Tunisie.
Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des personnes handicapées, 2018 (état au 18 juin 2020)	0	

Nom de l'instrument	Nombre de pays ayant ratifié	Pays restants
Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique (Protocole de Maputo), 2003	42	Botswana, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Égypte, Érythrée, Madagascar, Maroc, Niger, République arabe sahraouie démocratique, Somalie, Sud-Soudan et Soudan.
Charte africaine de la jeunesse, 2000	39	Algérie, Botswana, Burundi, République centrafricaine, Comores, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Érythrée, Liberia, Madagascar, Maroc, République arabe sahraouie démocratique, Sierra Leone, Somalie, Soudan et Soudan.
Convention pour la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala), 2009	32	Algérie, Botswana, Burundi, Cap-Vert, Comores, RDC, Égypte, Érythrée, Ghana, Guinée, Kenya, Libye, Madagascar, Maroc, Maurice, Namibie, Afrique du Sud, Sénégal, Seychelles, São Tomé et Príncipe, Soudan, Tanzanie et Tunisie.
Convention sur la cybersécurité et la protection des données personnelles, adoptée par l'Union africaine en 2014	8 (Angola, Ghana, Guinée, Mozambique, Maurice, Namibie, Rwanda, Sénégal.)	
Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, 2000	48	Comores, Guinée équatoriale, Liberia, Mauritanie, São Tomé et Príncipe, Somalie et Zambie.
Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, 2000	48	Cameroun, Ghana, Kenya, Liberia, São Tomé et Príncipe, Somalie et Zambie.
Protocole facultatif à la CDE relatif à une procédure de communication	3 (Benin, Gabon, and Tunisia)	52 pays n'ont pas ratifié cet instrument
Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 1979	52	Somalie et Soudan et République arabe sahraouie démocratique
Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 1999	30	Algérie, Burundi, Tchad, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Mauritanie, Maroc, Sierra Leone, Somalie, Soudan, eSwatini, Togo, Ouganda et Zambie.
Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, 1984	51	Soudan, Tanzanie, Zimbabwe et République arabe sahraouie démocratique.
Convention relative aux droits des personnes handicapées, 2006	49	Botswana, Cameroun, Guinée équatoriale, Érythrée, Sud-Soudan et République arabe sahraouie démocratique.

Nom de l'instrument	Nombre de pays ayant ratifié	Pays restants
Convention de l'OIT concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi (n° 138), 1973	52	Libéria, Somalie et République arabe sahraouie démocratique
Convention de l'OIT concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination (n° 182), 1999	54	République arabe sahraouie démocratique
Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, 1993	19	Algérie, Angola, Botswana, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Égypte, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Guinée-Bissau, Libéria, Libye, Malawi, Mozambique, Maroc, Mauritanie, Nigeria, Niger, Afrique du Sud, République arabe sahraouie démocratique, Sierra Leone, Somalie, São Tomé et Príncipe, Sud-Soudan, Soudan, Tanzanie, Tunisie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.
Convention de La Haye sur l'enlèvement international d'enfants, 1980	11 (Afrique du Sud, Burkina Faso, Gabon, Ghana, Lesotho, Maroc, Maurice, Seychelles, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.)	
Convention de La Haye sur l'appui aux enfants, 2007	0	
Convention de La Haye sur la responsabilité parentale et la protection des enfants, 1996	2 (Lesotho et Maroc)	

Cet engagement apparent en faveur des droits de l'homme - y compris les droits de l'enfant - ne s'est pas encore pleinement traduit par des lois nationales et des systèmes et structures de mise en œuvre et d'application correspondants.

5.2. Les cadres politiques continentaux et régionaux

Les questions relatives aux enfants au sein de l'Union africaine (UA) relèvent du Département des affaires sociales, qui cherche à promouvoir les programmes de l'UA en matière de santé, de travail, d'emploi, de migration, de développement social, de lutte contre la drogue, de prévention du crime, de sport et de culture.

Au fil des ans, le Département a tiré parti d'importants cadres politiques - par exemple, le Cadre de politique sociale pour l'Afrique de l'UA et le Plan d'action de l'Union africaine sur la famille, qui ont promu le rôle central des familles dans la protection et le bien-être des enfants.

L'année 2014 a vu la création du mandat du Rapporteur spécial de l'UA sur le mariage des enfants, et le lancement de la campagne de l'UA pour mettre fin au mariage des enfants (pour 2014-16, maintenant renouvelée pour 2019-23). Des campagnes sont également menées pour lutter contre les pratiques néfastes telles que les mutilations génitales féminines/excisions (MGF/E) et la VCE, ainsi que contre les maux sociaux tels que la dénutrition des enfants.⁸⁷ Le département

est également l'hôte du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (CAEDBE).

En 2015, la nomination de l'Expert indépendant sur la jouissance des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme et l'adoption du Plan d'action régional pour mettre fin aux attaques et aux violations connexes contre les personnes atteintes d'albinisme en Afrique (2017-21) ont contribué à sensibiliser à ces préoccupations importantes et à ouvrir la voie à des preuves plus concrètes.⁸⁸

5.2.1. Le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant

Le CAEDBE, l'organe des droits de l'enfant chargé de surveiller la mise en œuvre de la Charte africaine des droits de l'enfant, a quatre fonctions : la promotion, la protection, le suivi et l'interprétation de la Charte africaine des droits de l'enfant.⁸⁹ Outre ce mandat, le CAEDBE peut recevoir et examiner des communications (article 44) et recourir à toute méthode d'enquête appropriée pour traiter toute question placée sous ses auspices.⁹⁰ Outre son mandat d'appui et de suivi de la mise en œuvre de la CADBE, le Comité s'est également efforcé de suivre le cadre des

droits de l'enfant, l'Agenda pour l'Afrique, lancé en 2016.

Le CAEDBE est composé de dix experts, dont chacun d'entre eux se concentre sur un domaine thématique particulier tout en représentant également les pays du continent.⁹¹ Ces domaines thématiques comprennent les enfants en situation de vulnérabilité, le mariage des enfants et autres pratiques néfastes, les enfants et les conflits armés, la participation des enfants, l'éducation des enfants, les responsabilités des parents et des enfants, les enfants en mouvement, les enfants en conflit avec la loi, la VCE, et la santé, le bien-être et le développement. Les membres servent de rapporteurs spéciaux sur ces domaines thématiques, avec des termes de référence spécifiques leur demandant de surveiller et de rendre compte des droits des enfants autour de ces thèmes.

5.2.2. Les Communautés économiques régionales

Il existe huit communautés économiques régionales (CER) en Afrique. En général, l'objectif des CER est de faciliter l'intégration économique régionale entre les membres des différentes régions et par l'intermédiaire de la Communauté économique africaine au sens large, qui a été établie par le traité d'Abuja (1991).

Encadré 4 L'Agenda pour les enfants d'Afrique : favoriser une Afrique digne des enfants

L'Agenda présente une vision sur 25 ans, d'un continent où les droits des enfants africains sont l'objet d'une protection rigoureuse, en tenant pleinement compte des priorités de cet agenda. L'aspiration 7 de l'Agenda voudrait que « chaque enfant soit protégé contre la violence, l'exploitation, la négligence et les abus ».

L'Agenda prévoit que d'ici 2040 :

- Aucun enfant n'est exposé à aucune forme de violence, incluant la violence fondée sur le sexe dans les sphères publiques et privées.
- Les enfants sont exempts de la violence physique et psychologique, des violences sexuelles, de l'exploitation, et du trafic sexuel. Les pratiques néfastes (telles que le repassage des seins, les mutilations génitales féminines / l'excision, les mariages précoces et forcés) ont cessé.
- Aucun enfant n'est exposé à l'exploitation sexuelle et utilisé aux fins de pornographie juvénile.
- Le travail des enfants et la traite des enfants en vue de travail forcé sont éliminés.
- Aucun enfant n'est soumis aux châtiments corporels.

Source : www.acerwc.africa/agenda-2040/

Le plan d'action de Lagos de 1980 pour le développement de l'Afrique et le traité d'Abuja ont proposé la création de CER comme base d'une intégration africaine plus large, en vue d'une intégration régionale et éventuellement continentale (sous la forme de l'Union africaine). Le Traité d'Abuja, ainsi que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, ont incité les CER à revoir leurs documents fondateurs et à inclure, pour la première fois, la promotion et la protection des droits de l'homme dans leurs principes, objectifs et mandats fondamentaux. L'encadré 5 énumère les huit CER reconnues par l'UA.

Au cours des deux dernières années, les CER ont pris des mesures importantes pour renforcer leur architecture de protection et de droits de l'enfant, à travers la promotion de l'harmonisation des cadres juridiques et politiques vis-à-vis des instruments internationaux et régionaux, l'introduction

des mécanismes de coordination et de suivi des politiques, l'utilisation des lignes directrices pour catalyser et soutenir les capacités de la main-d'œuvre sociale, l'amélioration de la collaboration des secteurs et des parties prenantes dans le cadre du renforcement des systèmes nationaux de protection de l'enfant, et l'établissement des normes, des standards et des pratiques pour la mise en œuvre et la dotation des lois et des politiques en ressources.

La CEDEAO est la première CER à travailler sur une politique de protection de l'enfance, pour laquelle un plan d'action a été élaboré pour 2007-2011. En 2017, la CEDEAO a également adopté un Cadre stratégique pour le renforcement des systèmes nationaux de protection de l'enfance, qui guide l'intégration de la protection de l'enfance dans tous les programmes pertinents menés dans les États membres. Le cadre juridique, politique et institutionnel de la CER pour la lutte contre la VCE est complété par son tribunal, qui semblait avoir compétence sur les questions relatives à la VCE.

L'exemple le plus significatif de bonne pratique concernant les mesures de protection en temps de conflit est le Code de conduite de la CEDEAO. En juin 2000, un code de conduite pour la protection des enfants a été élaboré par des soldats de 13 pays d'Afrique de l'Ouest et a été adopté par la CEDEAO pour servir de guide sur le terrain. Les mesures associées comprennent des cours de formation, avec un cours sur les droits de l'enfant et la protection de l'enfant dans leur programme, à la fois pour leurs unités militaires et pour les contingents spéciaux de maintien de la paix. Le programme de protection militaire de la CEDEAO est complété par la Déclaration d'Accra sur les enfants touchés par la guerre en Afrique de l'Ouest. Cette déclaration reconnaît l'ampleur de la VCE dans la région et la nécessité de renforcer les initiatives régionales pour la sécurité et le bien-être des enfants. Plus précisément, la Déclaration appelle à la libération par les groupes armés de la sous-région de tous les enfants enlevés et retenus contre leur gré.

Encadré 5 Communautés économiques régionales

L'UA en reconnaît huit :

1. **CEN-SAD** : Communauté des États sahélo-sahariens
2. **COMESA** : Marché commun de l'Afrique orientale et australe
3. **CAE** : Communauté d'Afrique de l'Est
4. **CEEAC** : Communauté économique des États de l'Afrique centrale
5. **CEDEAO** : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
6. **IGAD** : Autorité intergouvernementale pour le développement
7. **SADC** : Communauté de développement de l'Afrique australe
8. **UMA** : Union du Maghreb Arabe

Quarante-trois pays sont membres de plus d'une Communauté économique régionale. Les exceptions à cette règle sont l'Algérie, le Botswana, le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Soudan du Sud et l'eSwatini.

Sources : <http://www.au.int/en/organs/recs> and Africa Regional Integration Index- Report 2016, UN Economic Commission for Africa

La CAE, quant à elle, a franchi des étapes importantes dans ses efforts pour défendre les droits et le bien-être des enfants, en adoptant une politique globale de l'enfance en 2016, des normes minimales sur les services complets pour les enfants et les jeunes dans la Communauté d'Afrique de l'Est en 2017 et un cadre pour le renforcement des systèmes de protection de l'enfance de la Communauté d'Afrique de l'Est en 2018. La CAE a également finalisé un Cadre de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports sur les droits de l'enfant dans la Communauté d'Afrique de l'Est, qui vise principalement à suivre et à évaluer le respect et l'application de la Politique de l'enfance et à renforcer davantage la responsabilité en matière de droits de l'enfant. Dans le cadre de la promotion de la participation des enfants aux processus décisionnels, la CAE a également produit une version de la politique adaptée aux enfants. En 2020, la CAE, en collaboration avec l'ACPF et Save the Children International, a entrepris une étude évaluant les progrès de la mise en œuvre de sa politique de l'enfance dans les six États partenaires.

De même, au cours des dernières années, la SADC a entrepris plusieurs initiatives pour promouvoir les droits des enfants. La loi type de la SADC sur l'éradication du mariage des enfants et la protection des enfants déjà mariés constitue une étape importante dans les efforts visant à mettre fin au mariage des enfants en Afrique australe. Parmi d'autres instruments, la SADC dispose également d'un cadre et d'un plan d'action pour la prise en charge globale des orphelins et des enfants vulnérables, ainsi que d'un cadre de suivi, d'évaluation et de rapport pour les orphelins, les enfants vulnérables et les jeunes. Actuellement, la SADC est en train de rédiger un protocole pour les enfants, qui sera le premier document politique complet, et un cadre de mise en œuvre pour la réalisation des droits des enfants dans la communauté.

L'IGAD, qui favorise la coopération et l'intégration régionales entre huit pays d'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique, a adopté des politiques visant à assurer la protection des enfants en déplacement. Parmi les récents jalons

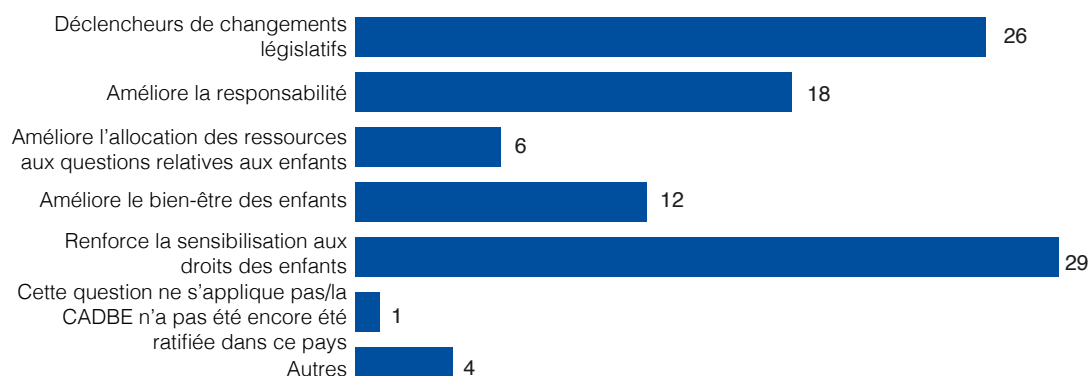
politiques de l'IGAD figurent la déclaration de Djibouti sur l'éducation des réfugiés et le cadre politique régional sur les migrations.

Outre ces étapes clés, les CER, en raison de leur pouvoir de rassemblement, de leur mandat intersectoriel et de leur expérience dans la mobilisation d'un consensus régional, préconisent également, bien que dans une mesure limitée, une mise en œuvre et un suivi intégrés de l'Agenda 2063 de l'UA (sous-titré L'Afrique que nous voulons, les ODD et l'Agenda 2040 de l'Afrique pour les enfants).⁹²

5.3. Les réformes constitutionnelle et juridique

La ratification des instruments internationaux, qui a une incidence sur les mécanismes structurels de lutte contre les pratiques abusives ou d'exploitation, est le principal mécanisme utilisé par les États africains pour lutter contre la VCE. Les instruments internationaux et régionaux servent de cadre aux lois et politiques nationales concernant les enfants. La ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme est l'expression de l'engagement général d'une société en faveur de la non-violence et de l'adoption d'une approche de la lutte contre la maltraitance des enfants fondée sur les droits de l'homme. Mais ces intentions ne peuvent avoir un impact positif sur la vie des enfants que si elles se traduisent par des lois et des politiques visant à réduire toutes les formes de VCE et à promouvoir des normes sociales et des valeurs qui soutiennent les droits des enfants.⁹³

Par conséquent, lorsque les pays approuvent des traités en les ratifiant, ces traités remplacent leurs lois nationales mais restent soumis à la constitution. Dans le cadre juridique de la Charte africaine des droits de l'homme et des femmes, les engagements de référence sont les suivants : tous les États membres de l'UA doivent l'avoir ratifié et l'avoir intégré dans leur législation nationale d'ici 2010, et doivent harmoniser les lois au niveau national, les mettre en conformité avec les

FIGURE 4: Contributions déclarées à la CADBE par les bureaux de pays de l'UNICEF en Afrique

Source : UNICEF, *Review of progress in the advancement of child rights in Africa: Reflecting on the past and future challenges and opportunities*, Report submitted to the UNICEF Office to the African Union & United Nations Economic Commission for Africa and UNICEF Evaluation Office, 2020, p.16.

normes de la Charte africaine des droits de l'homme et des femmes, et mener des réformes globales qui couvrent le champ d'application de la Charte. Cependant, des divergences subsistent dans les processus qui guident les processus de réforme constitutionnelle.

Comme le montre la figure 5, la contribution de la CADBE aux droits de l'enfant, telle qu'elle est perçue par les bureaux nationaux de l'UNICEF, concerne principalement l'amélioration de la sensibilisation aux droits de l'enfant (29 pays) et la réforme juridique (26 pays), suivie de l'amélioration de la responsabilité.

Ainsi, l'un des impacts les plus notables de la Charte africaine des droits de l'enfant est la manière dont elle a façonné les lois et politiques nationales sur la protection des droits de l'enfant en Afrique. Dans certains cas, il est fait référence à la Charte africaine des enfants comme base de la nouvelle législation, comme dans le cas du Lesotho, du Liberia, du Rwanda, de la Sierra Leone et de l'Afrique du Sud. Dans la plupart des cas, les lois intègrent spécifiquement des dispositions liées aux valeurs déclarées de la CADBE.⁹⁴ Les pays qui n'ont pas ratifié la CADBE ont toujours des lois non coordonnées sur les enfants et sont en retard en matière de législation.

5.4. La législation contre les infractions liées à la violence contre les enfants

La législation visant à combattre la VCE sous ses diverses formes se présente sous différentes formes et tailles. Certains pays utilisent une législation générale pour lutter contre la VCE, tandis que d'autres ont une législation thématique, par exemple sur la violence sexuelle ou la traite des enfants. Par exemple, le Cameroun a révisé son code pénal en 2016 pour criminaliser les infractions liées à la VCE.⁹⁵ Le nouvel article 277-1 punit les mutilations génitales ; l'article 277-2 punit l'empêchement de la croissance d'un organe (en particulier le repassage des seins) ; l'article 277-3 réprime la torture, qui comprend la VCE physique, psychologique et émotionnelle, y compris la négligence ; l'article 302-1 punit le harcèlement sexuel ; l'article 342-1 punit la traite et l'esclavage des personnes ; et l'article 347-1 punit l'homosexualité. Malheureusement, l'article 277-3 contient une clause de retrait, selon laquelle la torture ne s'applique pas à la douleur ou à la souffrance résultant d'une punition légitime.⁹⁶ Le sens que l'on peut donner à cette disposition est que le châtiment corporel est encore acceptable dans le système judiciaire camerounais. Malgré

ses progrès dans la criminalisation des infractions liées à la VCE, le Cameroun n'a pas encore adopté de code de protection de l'enfant et de code de la famille, bien que ces deux textes soient en préparation. Les décideurs politiques estiment que les longs délais de ces projets sont dus à la nature bi-juridique du pays. En effet, les codes en préparation doivent prendre en considération les spécificités des deux systèmes juridiques existant au Cameroun.

La législation capverdienne - tant les politiques institutionnelles que la législation constitutionnelle - attribue la pleine responsabilité des droits des enfants et des adolescents (article 74 - Constitution de la République du Cap-Vert) à l'État, à la société et aux familles. La réforme juridique et institutionnelle de l'enfance et de l'adolescence, initiée en 2005, a abouti à l'adoption du Statut de l'Enfant et de l'Adolescent le 26 décembre 2013 comme l'un des textes législatifs les plus importants pour les droits des enfants et des adolescents au Cap-Vert. Le Statut de l'Enfant et de l'Adolescent est une loi phare dans la consolidation de l'ensemble du système des droits de l'enfant et de l'adolescent au Cap-Vert, car il inscrit dans la loi les droits et libertés fondamentales des enfants et établit un système de protection des droits de l'enfant et de l'adolescent. Ce système confirme la responsabilité de l'État et de la société dans l'ensemble du processus de développement de l'enfant et de l'adolescent. Le code pénal est également important, car il définit les infractions relatives à toutes les formes de VCE.⁹⁷

La République centrafricaine a fait des progrès remarquables, avec l'adoption d'un Code de protection de l'enfant le 28 février 2020 et sa promulgation en loi par le chef de l'État le 15 juin 2020. Il s'agit d'une avancée significative dans la prévention et la réponse à la VCE dans le pays, notamment parce qu'il prend en compte la situation de conflit armé en criminalisant le recrutement d'enfants dans les groupes armés et l'exploitation sexuelle en ligne.⁹⁸

La Gambie a adopté la loi de 2005 sur les enfants, la loi de 2013 sur la violence domestique, la loi de 2013 sur la violence sexuelle, la loi de 2011 sur la traite

des personnes, la loi de 2015 portant modification de la loi sur les femmes et la loi de 2003 sur les infractions liées au tourisme. Le principal problème est l'inefficacité de l'application de ces lois. L'avancée majeure depuis 2014 est la loi d'amendement des femmes de 2015, qui s'attaque particulièrement aux problèmes émergents de la violence sexuelle et des MGF/E.⁹⁹ D'autres avancées notables concernent le relèvement de l'âge minimum de la responsabilité pénale à 12 ans et de l'âge du mariage à 18 ans, pour les garçons comme pour les filles.

Au niveau politique, il convient de souligner que le gouvernement de la Gambie, avec l'appui des partenaires de l'ONU, a finalisé sa toute première politique nationale de protection sociale (2015-25). Le Comité directeur national de la protection sociale a été créé en 2012 pour faire avancer le programme de protection sociale du pays et diriger la préparation et la mise en œuvre de la politique. Le comité est présidé par le directeur de l'unité d'analyse des politiques du bureau du président de la Gambie et le directeur de la protection sociale en est le secrétaire.¹⁰⁰

Le gouvernement du Malawi a montré son engagement à lutter contre la VCE en adoptant la loi sur la justice, les soins et la protection de 2010, la loi sur le handicap de 2012, la loi sur la traite des personnes de 2015, l'autorité réglementaire du Malawi de 2018 sur le suivi des violences sexuelles et la politique sur les enfants des rues de 2019. Il convient de noter que la mise en œuvre de la loi de 2010 sur la justice, les soins et la protection prévoit la création de groupes de justice pour les enfants au sein des tribunaux, mais cette mesure n'est pas encore opérationnelle aux niveaux local et des districts.¹⁰¹ La politique de l'enfance et du bien-être (adoptée en novembre 2014) et le plan d'action national pour les enfants vulnérables pour la période 2015-19 constituent les documents politiques pertinents au Malawi.

En Mauritanie, le préambule de la Constitution du 20 juillet 1991 reconnaît la nécessité de faire de la Mauritanie un État de droit et affirme l'importance des instruments des droits de l'homme, notamment ceux relatifs à la protection

des enfants. À cet égard, le pays a adopté une définition de la VCE qui est conforme à la CDE et à la CADBE. En effet, en vertu de l'article 80 de la Constitution, les instruments internationaux dûment ratifiés ont un rang supérieur aux instruments nationaux.¹⁰² Outre les châtiments corporels, il existe en Mauritanie des lois qui interdisent l'exploitation des enfants, les violences sexuelles perpétrées contre ces derniers, ainsi que l'exploitation économique des enfants et protègent les enfants vulnérables. Le véritable problème réside dans la mise en œuvre.

Maurice a obtenu des résultats relativement satisfaisants ces dernières années. Le pays a réduit la pauvreté, augmenté l'accès à des environnements adaptés aux enfants et fixé l'âge minimum d'admission à l'emploi à 16 ans - un âge encore plus élevé que la recommandation de l'OIT. Il a ratifié la quasi-totalité des traités internationaux et régionaux pertinents relatifs aux droits de l'enfant et les a intégrés dans les lois et politiques nationales. L'âge minimum de la responsabilité pénale et du mariage est également conforme aux directives internationales.¹⁰³

Le Sénégal a ratifié tous les principaux instruments internationaux relatifs aux enfants, à l'exception du Protocole facultatif à la CDE relatif à une procédure de communication (OP3). Les dispositions de ces instruments internationaux sont reflétées dans le corpus national, où, par exemple, la Constitution du Sénégal garantit une protection spéciale pour les enfants et les femmes, en se référant à certains instruments internationaux et régionaux, en vertu de l'article 98. En outre, le Code pénal et le Code de la famille criminalisent certains types de VCE, dans les termes suivants : harcèlement sexuel (article 319bis) ; viol (article 320) ; pédophilie (article 320bis) ; pornographie et corruption de mineurs (article 320ter) ; VCE et femmes (article 297bis) ; enlèvement de mineurs (article 346) ; séquestration (article 334-337bis) ; et mendicité (article 245-247).¹⁰⁴

Le Soudan a ratifié certains des principaux instruments relatifs aux droits de l'enfant, notamment les protocoles facultatifs concernant les droits des enfants pendant

les conflits armés et la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Le Soudan a également adopté la Charte arabe des droits de l'enfant.¹⁰⁵ Le secteur de la protection de l'enfance au Soudan est régi par la Constitution nationale provisoire de la République du Soudan de 2005 et la loi sur l'enfance de 2010. Ces deux lois sont conformes aux principes consacrés par la CDE. Le Soudan a également établi de nombreuses procédures et mécanismes pour mettre en œuvre la loi sur l'enfance de 2010 et pour adopter des politiques, des stratégies et des plans visant à faire respecter les droits de l'enfant.¹⁰⁶ Malgré les progrès réalisés en matière de législation sur l'enfance, des incohérences sont apparues entre la loi sur l'enfance et d'autres lois existantes, à l'instar du code pénal de 1991 (sur la responsabilité pénale et la peine de mort). L'incorporation des droits de l'enfant dans la nouvelle constitution du pays garantira l'inclusion des normes de protection de l'enfant dans toutes les lois nationales. Les ressources financières et humaines et l'engagement doivent être renforcés pour assurer l'application des lois existantes et le développement de mécanismes et de la jurisprudence pertinente.¹⁰⁷

La Tunisie a fait des progrès importants en termes de mise en place de cadres législatifs et de garantie de leur application. Le pays a réduit le travail et le mariage des enfants à des niveaux qui sont parmi les plus bas d'Afrique (2,1 % et 2 %, respectivement), tandis que la couverture de l'enregistrement des naissances est également la troisième plus élevée (99,2 %). En 2018, la Tunisie était le troisième pays le plus dépensier en matière de programmes de protection sociale, après l'Égypte et le Lesotho, et affiche un niveau de pauvreté d'à peine 2 pour cent, légèrement supérieur à celui des meilleurs élèves, l'Algérie et Maurice (0,5 pour cent).¹⁰⁸

Enfin, la Zambie dispose d'un impressionnant cadre juridique, institutionnel et procédural, qui, s'il est utilisé de manière appropriée, peut traiter de manière satisfaisante les cas de VCE. Les principaux progrès réalisés à ce jour concernent la stratégie mise en place par

Encadré 6 Exemples de régression

La Somalie a élaboré en 2012 deux importants plans d'action nationaux visant à protéger les enfants des situations d'extrême violence : le plan d'action pour mettre fin aux meurtres et aux mutilations d'enfants, et le plan d'action pour éliminer le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats. Toutefois, le pays tente de contrebalancer ces réalisations par l'introduction d'un projet de loi sur les crimes liés aux rapports sexuels, qui encourage le mariage des enfants.

Au Soudan, plusieurs tentatives ont été entreprises pour criminaliser toutes les formes d'E/MGF, mais aucune n'a abouti. Le recul le plus important a eu lieu en 2009, lorsque le Conseil des ministres a décidé de supprimer l'article 13 de la loi sur l'enfance de 2010, qui aurait interdit l'E/MGF en tant que pratique et tradition néfastes pour la santé des enfants. Les faits montrent que l'E/MGF est restée établie au Soudan. Au cours de la période 2004-15, 87 pour cent de l'ensemble des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi des MGF/E ; pour les filles âgées de 0 à 14 ans, le chiffre était de 32 pour cent, entre 2010-2015.

le Ministère zambien des Transports et de la Communication, qui supervise la Zambia ICT Authority. Le 27 août 2020, cette institution a lancé la stratégie nationale de protection des enfants en ligne, qui fournit des directives claires sur la manière de traiter des questions de VCE en ligne. À l'heure actuelle, la validation du document est toujours en attente. Il s'agit là de la preuve qu'il existe une certaine volonté politique de s'attaquer à cette nouvelle forme émergente de VCE.¹⁰⁹

5.4.1. La législation contre la violence sexuelle

Des progrès significatifs ont été réalisés en matière de protection juridique des enfants contre les violences sexuelles, puisque près de 100 % des pays déclarent avoir mis en place des lois contre ces violences. Sur les 37 pays africains¹¹⁰ inclus dans le Rapport de situation mondial 2020 sur la prévention de la violence à l'égard des enfants, la plupart ont des lois interdisant la violence sexuelle, et l'application perçue de ces lois est jugée élevée par 33 pays pour le viol statutoire, par 29 pays pour la violence sexuelle avec contact et par 30 pays pour la violence sexuelle sans contact.¹¹¹

Le Soudan du Sud reste le seul pays qui ne criminalise pas les différentes formes de comportement sexuel impliquant des enfants, y compris l'exploitation sexuelle et la pornographie infantile. Sur une

note positive, la loi sud-africaine de 2007 portant modification du droit pénal a élargi la définition du viol pour y inclure un large éventail de crimes commis contre des enfants, comme la manipulation sexuelle, l'exploitation sexuelle, l'utilisation et l'exposition à la pornographie,¹¹² et l'une des lois les plus strictes en matière d'exploitation sexuelle est la loi sud-africaine sur les délits sexuels, qui compte parmi les textes législatifs les plus complets du continent en la matière, couvrant des questions telles que le grooming sexuel et l'extradition des délinquants sexuels.

Selon l'UNICEF, le Nigeria est confronté depuis longtemps à la violence sexuelle, une femme sur quatre étant victime de violence sexuelle avant l'âge de 18 ans. Certaines régions du pays s'attaquent désormais à ce phénomène avec une fermeté plus accrue.

5.4.2. La législation visant à interdire le châtiment corporel dans tous les contextes

Des études menées dans le cadre du programme de l'UNICEF d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) ont révélé des taux élevés de « discipline violente » (agression psychologique et/ou châtiment physique) chez les enfants âgés de 1 à 14 ans en République démocratique du Congo (92 %), à Djibouti (72 %), au

Malawi (72 %), à Madagascar (84 %), en Somalie (75 % dans la zone nord-est, 78 % au Somaliland), au Swaziland (89 %) et au Zimbabwe (63 %). Les lois qui interdisent les châtiments violents à l'encontre des enfants ont le potentiel de réduire à la fois les châtiments violents infligés aux enfants par les adultes et la probabilité de violence entre enfants. Ces lois sont d'autant plus efficaces qu'elles couvrent tous les contextes, y compris les foyers familiaux, les écoles, les garderies, les établissements de soins alternatifs, les institutions pénales et les punitions pour crime en vertu du droit étatique, coutumier et religieux. Le tableau 3 résume le statut juridique du châtiment corporel en Afrique.

5.4.3. La législation sur l'âge minimum d'admission à l'emploi et de responsabilité pénale

La convention n° 138 de l'OIT fixe l'âge minimum général d'admission à l'emploi à 15 ans, mais autorise les pays en développement à le fixer à 14 ans (13 ans pour les travaux légers). Tous les pays africains, à l'exception du Kenya, de la Sierra Leone et de l'Ouganda, disposent de lois nationales conformes à la convention, et 29 d'entre eux fixent l'âge minimum d'admission à l'emploi à plus de 14 ans. Dans la pratique, cependant, la mauvaise

TABLEAU 3: Âge minimum d'admission à l'emploi dans les pays africains

Statut juridique des châtiments corporels	Nombre de pays	Liste des pays
Interdit dans tous les milieux	9	Afrique du Sud, Bénin, Cap-Vert, Congo (République du), Kenya, Seychelles, Soudan du Sud, Togo, Tunisie. ^a
Interdit à la maison	9	Bénin, Cap-Vert, Congo (République du), Kenya, Seychelles, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Togo, Tunisie
Interdit dans les institutions de soins alternatifs	16	Afrique du Sud, Bénin, Cap-Vert, Congo (République du), Éthiopie, Kenya, Liberia, Malawi, Namibie, Seychelles, Somalie, Soudan du Sud, Tchad, Togo, Tunisie, Tanzanie.
Interdit dans les crèches	22	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Tchad, Congo (République du), Éthiopie, Gabon, Kenya, Liberia, Libye, Malawi, Mali, Maurice, Namibie, Seychelles, Somalie, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Togo, Tunisie, Zambie.
Non interdit en tant que peine pour un crime	3	Botswana, Libye, Mauritanie
Interdit dans le système de justice pénale	21	Algérie, Angola, Botswana, Burundi, République centrafricaine, Comores, RDC, Djibouti, Guinée équatoriale, Égypte, Érythrée, Eswatini, Gambie, Guinée, Lesotho, Libye, Madagascar, Niger, Soudan, Sahara occidental et Zimbabwe.
Non interdit dans les écoles	21	Angola, Botswana, République centrafricaine, Comores, Côte d'Ivoire, Égypte, Guinée équatoriale, Érythrée, eSwatini, Gambie, Ghana, Guinée, Liberia, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Niger, Nigeria, Sierra Leone, Tanzanie et Zimbabwe.
Autorisé comme mesure disciplinaire	2	Éthiopie et Sierra Leone

^a Parmi les pays de cette liste, le Kenya et le Sud-Soudan ont inscrit l'interdiction dans leur constitution..

Source : African Child Policy Forum, *The African Report on Child Wellbeing 2020: How friendly are African governments towards girls?* Addis Ababa: ACPF, 2020.

application de la législation signifie que de nombreux enfants commencent à travailler à un très jeune âge et que le travail des enfants reste un phénomène répandu sur le continent.¹¹³ Il est estimé qu'un enfant africain sur quatre est engagé dans le travail des enfants, bien que les taux varient considérablement selon les pays. Au Mali, au Bénin, au Cameroun, au Tchad et en Guinée-Bissau, par exemple, plus de la moitié des enfants travaillent.¹¹⁴ Les enfants issus de familles pauvres sont trois fois plus susceptibles d'être impliqués dans le travail des enfants que ceux issus de milieux plus aisés. Le tableau 4 présente l'âge minimum d'admission à l'emploi dans les pays africains.

En ce qui concerne la responsabilité pénale, les principes et directives de l'UA sur le droit à un procès équitable fixent l'âge minimum de la responsabilité pénale à 15 ans.¹¹⁵ Le Comité des droits de l'enfant recommande un âge minimum absolu de la responsabilité pénale de 14 ans.¹¹⁶ Auparavant, cet âge était de 12 ans¹¹⁷ mais celui-ci a été révisé en 2019 lorsque le Comité a adopté une nouvelle observation générale sur les droits des enfants dans le système de justice pour enfants. La révision à la hausse de l'âge minimum recommandé de la responsabilité pénale à 14 ans met de nombreux pays en désaccord avec les

normes internationales. Contrairement à ce qui se passait dans le passé, où seuls 13 pays ne respectaient pas la norme internationale, il y a maintenant 38 pays qui doivent réviser leurs lois en conséquence.

Aucune personne âgée de moins de 18 ans ne devrait être soumise à la peine de mort, ni à une peine d'emprisonnement à vie sans possibilité de libération. Dans certains pays, la loi peut exposer les enfants à ce type de violence s'ils sont reconnus coupables d'un crime. Plus de 60 % des gouvernements ont confirmé l'interdiction de l'emprisonnement à vie et de la peine capitale pour les enfants et les jeunes, et beaucoup d'autres ont instauré un moratoire sur ces peines.¹¹⁸

L'âge minimum de la responsabilité pénale, du mariage et de l'admission à l'emploi au Togo est également conforme aux recommandations internationales, et le pays a réalisé d'importants progrès dans la réduction du travail et du mariage des enfants. En 2016, par exemple, le gouvernement du Togo a considérablement augmenté le nombre d'inspecteurs du travail et a créé le syndicat national des travailleurs domestiques pour aider à lutter contre le travail des enfants et protéger les travailleurs domestiques en âge légal de travailler.¹¹⁹

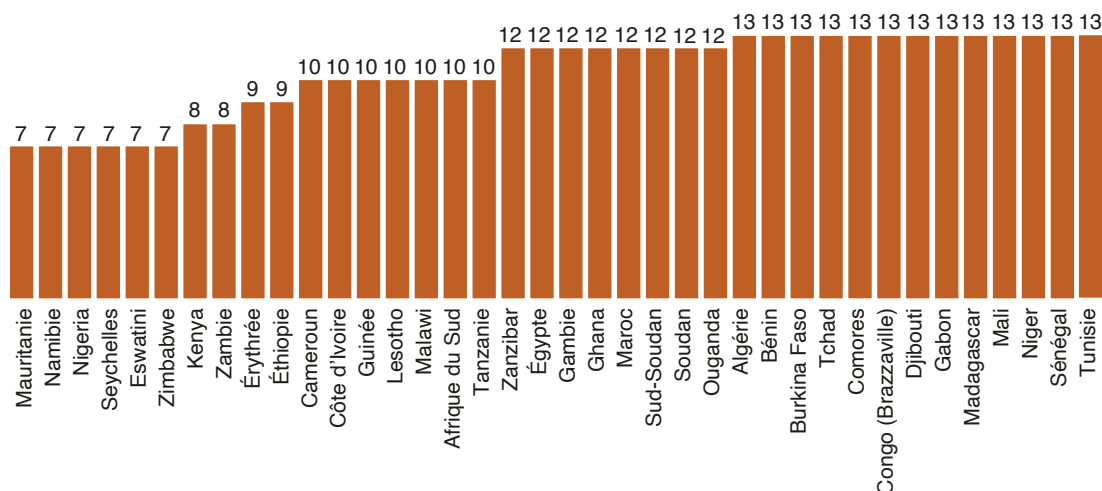
TABLEAU 4: ge minimum d'admission à l'emploi dans les pays africains

14 ans	Plus de 14 ans	Moins de 14 ans pour les travaux légers
Angola, Bénin, Botswana, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Guinée-Bissau, Malawi, Mauritanie, Namibie, Niger, Nigeria, São Tomé-et-Principe, Soudan et Tanzanie.	Algérie, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Comores, République du Congo, République démocratique du Congo, Djibouti, Égypte, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Lesotho, Liberia, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mozambique, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Somalie, Afrique du Sud, eSwatini, Togo, Tunisie, Zambie, Zanzibar et Zimbabwe.	Burundi, Égypte, Kenya, Lesotho, Mauritanie, Somalie, Sud-Soudan, Ouganda, Zambie **Le Liberia autorise l'emploi d'enfants en dessous de l'âge minimum spécifié, mais la limite d'âge la plus basse n'est pas indiquée.

Source : compilé par l'ACPF, 2013, disponible sur <http://www.africanchildforum.org>

FIGURE 5: Pays d'Afrique où l'âge minimum de la responsabilité pénale est inférieur à 14 ans

Âge minimum recommandé (14)



5.4.4. Les lois portant interdiction des pratiques sociales/traditionnelles néfastes

Les recherches montrent que des millions d'enfants sont soumis à des pratiques néfastes telles que l'E/MGF, le mariage précoce et forcé, le repassage des seins, la préférence pour les fils, l'infanticide féminin, les tests de virginité, les crimes d'honneur, le travail forcé, l'alimentation forcée, les tabous nutritionnels et les accusations de sorcellerie.¹²⁰ Ces pratiques peuvent être traditionnelles ou représenter des formes émergentes de VCE. Elles peuvent avoir des fondements culturels, sociaux ou religieux. Mais elles ont en commun d'être associées à la violence et à ses conséquences dévastatrices pour les enfants.¹²¹

Les pays africains ont assez bien réussi à interdire les pratiques sociales néfastes. À ce jour, 42 pays disposent de lois interdisant les pratiques sociales/traditionnelles néfastes, mais 12 pays - le Botswana, le Burundi, le Cap-Vert, les Comores, le Congo (République du), l'eSwatini, le Gabon, la Gambie, la Libye, Madagascar, le Mozambique et la Sierra Leone - n'ont pas encore adopté de loi criminalisant ces pratiques.

L'E/MGF reste une pratique néfaste courante dans certaines régions. Cependant, elle est illégale dans au moins 28 pays africains.¹²² Onze d'entre eux disposent de lois ou de politiques distinctes sur l'interdiction de l'E/MGF ou d'autres pratiques néfastes.¹²³ Les sanctions pour les MGF/E vont de l'amende à l'emprisonnement, et lorsque les MGF entraînent la mort de la victime, l'emprisonnement à vie (en Ouganda), ou la peine de mort (au Cameroun et au Kenya). Au Cameroun, lorsque le délinquant se livre habituellement à une telle pratique ou le fait à des fins commerciales, la peine de mort est applicable. Certains pays précisent que le consentement de la victime ne peut constituer une défense pour l'auteur de l'infraction, tandis qu'au Bénin, à Djibouti et en Érythrée, le fait de ne pas signaler l'E/MGF constitue une infraction pénale.¹²⁴

5.4.5. Les lois fixant un âge minimum pour le mariage et le consentement sexuel

Un autre moyen de lutter contre les pratiques culturelles néfastes, telles que le mariage des enfants, consiste à harmoniser l'âge minimum du mariage avec les normes internationales. En Afrique, 36 pays ont

TABLEAU 5: Statuts/politiques spécifiques aux pays sur l'E/MGF

Pays	Statut
Bénin	Loi n° 2003-03 portant répression des mutilations génitales des femmes en République du Bénin.
Cameroun	Loi n° 2016/007, du 12 juillet 2017, portant code pénal
Tchad	Loi n° 06/PR/2002 relative à la santé de la reproduction
République Centrafricaine	L'ordonnance n°. 66/16 du 22 février 1966 portant abolition de l'excision
Côte d'Ivoire	Loi sur les mutilations génitales féminines (1998)
Érythrée	Proclamation 158/2007 portant abolition de la circoncision féminine
Kenya	Loi sur l'interdiction des mutilations génitales féminines (2011)
Nigeria	- Loi de 2004 de l'État d'Enugu interdisant les mutilations génitales féminines (MGF) - Loi de 2000 de l'État d'Edo interdisant les mutilations génitales féminines (MGF) - Loi de 2004 de l'État de Bayelsa interdisant les mutilations génitales féminines (MGF)
Togo	Loi n° 98-016 du 17 novembre 1998 portant interdiction des mutilations génitales féminines au Togo
Ouganda	Loi n°5 de 2010 interdisant les mutilations génitales féminines
Mali	Programme national de lutte contre la pratique de l'excision (2010-14)

Source : Forum sur la politique de l'enfance en Afrique (African Child Policy Forum), *The African Report on Child Wellbeing 2020: How friendly are African governments towards girls?* Addis Ababa: ACPF, 2020

fixé l'âge minimum du mariage à 18 ans ou plus, aussi bien pour les filles que pour les garçons. L'Algérie, le Lesotho et le Rwanda ont un âge minimum plus élevé, sans discrimination de genre, tandis qu'au Burundi, en République du Congo, en Côte d'Ivoire et au Togo, il est de 18 ans ou plus pour les filles mais plus élevé pour les garçons.¹²⁵ Les autres pays ont soit un âge minimum au mariage inférieur à 18 ans pour les filles comme pour les garçons, soit un âge minimum au mariage discriminatoire, celui des filles étant inférieur à 18 ans.¹²⁶ Des progrès louables ont été réalisés dans certains pays - notamment au Zimbabwe et au Malawi - pour mettre la loi sur l'âge minimum au mariage en conformité avec les normes internationales. En janvier 2016, la Cour constitutionnelle du Zimbabwe a jugé à l'unanimité que l'article 22 de la loi sur les mariages, qui fixait l'âge minimum du mariage à 16 ans pour les filles et 18 ans pour les garçons, était inconstitutionnel et donc invalide, car aucune personne, quel que soit son sexe, ne devrait être mariée avant 18 ans.¹²⁷

En 2015, le Malawi a adopté la loi sur le mariage, le divorce et les relations familiales, qui a fixé l'âge minimum du mariage à 18 ans pour les garçons et les filles, ce qui met la loi en contradiction avec la constitution, qui autorise les enfants dès 15 ans à se marier. En vertu de l'article 44 de la CADBE, une communication sur la définition d'un enfant a été déposée auprès de la CADBE dans l'affaire de l'Institut pour le développement des droits de l'homme en Afrique (IHRDA) contre le Malawi, et le gouvernement malawite a fini par modifier la constitution en février 2017 pour porter l'âge de la majorité de 16 à 18 ans. L'amendement constitutionnel a également abrogé les dispositions qui autorisaient les enfants à se marier à 15 ans avec le consentement parental.¹²⁸

Ces exigences doivent correspondre à l'âge minimum du consentement sexuel. Au Soudan, par exemple, l'âge minimum du consentement sexuel pour une fille est de 18 ans, mais des filles âgées de 10

Encadré 7 Relation entre le mariage des enfants/forcé et le consentement sexuel

En août 2015 au Nigéria, une jeune fille nommée Ese Oruru a été enlevée par un homme appelé Yunusa Dahiru à son domicile à Bayelsa au Nigéria et donnée en mariage à un homme musulman. Elle a été forcée de se convertir à l'islam et son nom a été changé en Aisha. Après plusieurs mois de lamentations de ses parents sur la disparition de leur fille, d'efforts de militants des droits de l'homme pour la retrouver et d'enquêtes de police, elle a été rendue à ses parents en mars 2016 mais elle était déjà enceinte. En mai 2016, elle a donné naissance à une petite fille. Dahiru a été inculpée de traite d'enfants, de maltraitance, de viol, d'enlèvement, d'atteinte au droit à la religion et de détention d'une personne contre sa volonté. Le 21 mai 2020, la Haute Cour fédérale de Yanagooa a condamné Dahiru à 26 ans d'emprisonnement pour trafic d'enfants et autres charges.

Source : Nigeria : Enfin, le tribunal a condamné le ravisseur d'Ese Oruru à 26 ans de prison disponible sur <https://allafrica.com/stories/202005220470.html>

ans seulement sont légalement autorisées à se marier. En outre, la loi protège spécifiquement le mari de toute poursuite pour des relations sexuelles avec une fille âgée de moins de 18 ans (section 316(a), code pénal soudanais, 2003). Étant donné que de nombreuses cultures considèrent la consommation comme une condition préalable à un mariage valide, les gouvernements devraient agir pour garantir que l'âge minimum du mariage soit fixé à un niveau supérieur à celui du consentement sexuel ou au même niveau que celui-ci. Et lorsque ce consentement est autorisé pour les personnes de moins de 18 ans, il ne doit jamais être donné dans un contexte d'abus ou d'exploitation de l'enfant.¹²⁹ Voici un exemple de la manière dont la législation peut être appliquée pour traduire en justice ceux qui enlèvent des enfants et les forcent à se marier alors qu'ils n'ont pas donné leur consentement.

L'âge minimum du consentement sexuel n'est que de 13 ans au Tchad, au Niger et en République arabe sahraouie démocratique, alors qu'il est de 14 ans en Angola, au Cap-Vert, à Madagascar et à São Tomé & Príncipe.¹³⁰ Sur une note plus positive, de nombreux pays ont fixé l'âge minimum du consentement sexuel à 18 ans.¹³¹

5.5. Les stratégies et plans d'action nationaux

Comme indiqué précédemment, l'un des principaux moyens de prévenir et de répondre à la VCE est la formulation de lois, de politiques et de programmes qui respectent pleinement les accords internationaux sur les droits de l'homme et les connaissances scientifiques actuelles. Ces cadres devraient couvrir tous les domaines de la protection de l'enfance, y compris les programmes de protection sociale, la santé, l'éducation, l'autonomisation, etc. Ces lois, politiques et programmes doivent faire partie du cadre juridique et politique élargi, pour une réalisation holistique de la fin de la VCE.

Une façon pour les pays africains de concevoir de tels cadres est d'adopter des plans d'action nationaux. Ceux-ci peuvent se limiter à la question de la VCE, être liés à des efforts plus larges tels que la violence sexiste, la violence des jeunes et la vulnérabilité des enfants, ou viser à faire progresser la réalisation de plusieurs ODD. Un certain nombre de pays d'Afrique disposent désormais de plans d'action nationaux complets ou thématiques. Sur les 37 pays qui ont été inclus dans le

TABLEAU 6: Countries with comprehensive or thematic National Action Plans to end violence against children

Non.	Pays	Plan d'action national				
		Maltraitance des enfants	Violence chez les jeunes	Violence sexuelle	Violence en milieu scolaire	Violence sexiste
1.	Burkina Faso	Non	Non	Non	Non	Non
2.	Cameroun	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
3.	République Centrafricaine	Non	Non	Non	Non	Non
4.	Tchad	Non	Non	Non	Non	Non
5.	Comores	Non	Non	Non	Non	Non
6.	Congo (République du)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
7.	Côte d'Ivoire	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
8.	Eswatini	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
10.	Gabon	Non	Non	Non	Non	Non
11.	Ghana	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
12.	Guinée-Bissau	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
13.	Kenya	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
14.	Lesotho	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
15.	Libye	Non	Non	Non	Non	Non
16.	Madagascar	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui ¹⁴¹
18.	Mali	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
19.	Mauritanie	Non	Non	Non	Non	Non
20.	Maurice	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
21.	Maroc	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
22.	Mozambique	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
24.	Niger	Non	Non	Non	Non	Non
25.	Nigeria	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
27.	Sénégal	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
30.	Afrique du Sud	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
32.	Soudan	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
35.	Ouganda	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
37.	Zimbabwe	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Source : Organisation mondiale de la santé, *Global Status Report on Preventing Violence Against Children*, Genève : WHO, 2020.

Rapport de situation mondial 2020 sur la prévention de la violence à l'encontre des enfants, 24 ont au moins un plan complet sur la violence, comme indiqué dans le tableau 6.

Quelques pays ont également des plans d'action spécifiques supplémentaires (voir le tableau 7 ci-dessous).

Il existe des exemples encourageants de pays qui utilisent une approche intégrée pour traiter ensemble les problèmes des femmes et des enfants. Par exemple, le Plan d'action national de la Tanzanie pour mettre fin à la violence contre les femmes et les enfants (2016) envisage d'améliorer les efforts de coordination nationale, la prestation de services de

TABEAU 7: Pays disposant des plans d'action spécifiques

Pays	Plan d'action
Madagascar	Plan d'action national pour mettre fin à la violence de genre
Ghana	La politique de protection de l'enfance et de la famille (adoptée en novembre 2014)
Malawi	Plan d'action national pour les enfants vulnérables 2015-19
Nigeria	Programme national prioritaire pour les enfants vulnérables 2013-20
Afrique du Sud	Plan d'action national pour les enfants (2019-24)
Tanzanie	Plan d'action national pour mettre fin à la violence contre les femmes et les enfants, 2016.
Tunisie	<i>Politique Publique Intégrée de Protection de l'Enfance, 2016</i>

Source : OMS, *Rapport de situation mondial*.

haute qualité et l'application de solutions innovantes pour construire un système de protection unifié pour les femmes et les enfants, dans la poursuite du Plan national de développement quinquennal II du pays, de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.¹³² Le plan d'action national a été élaboré à l'issue d'un processus de consultation rigoureux, en regroupant huit plans d'action gouvernementaux traitant de la violence contre les femmes et les enfants en un seul plan global visant à éradiquer cette violence. Huit ministères du gouvernement, ainsi que des OSC, des partenaires de développement, des organisations confessionnelles, des enfants et des jeunes ont participé à la plateforme multipartite. La participation de toutes les parties prenantes à l'examen et aux consultations a renforcé l'appropriation du nouveau plan d'action national par les partenaires ministériels et de la société civile.

Il convient également de noter la manière dont les plans d'action nationaux peuvent être utilisés pour aborder les bases de référence et les objectifs quantifiés

pour les droits de l'enfant, les ODD et les questions de santé publique. Un exemple opportun de la façon dont les cibles de référence ont été employées pour aborder une situation spécifique de violence est celui de l'Afrique du Sud. En ce qui concerne les enfants réfugiés, le CAEDBE a recommandé à l'Afrique du Sud d'éliminer les obstacles (juridiques et non juridiques) à leur accès aux services sociaux. En réponse, le plan d'action national sud-africain pour les enfants (2019-24) contient un domaine d'action sur le développement et la mise en œuvre d'un protocole visant à rationaliser la prestation de services rapides aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux enfants migrants.¹³³

Au total, en 2006, 47 pays disposaient d'une forme d'agenda politique sur cette question - aujourd'hui, ils sont plus de 80. Certains pays africains n'ont pas de plans d'action, de stratégies ou de politiques pour s'attaquer à une ou plusieurs formes de VCE,¹³⁴ tandis que d'autres ont un ou plusieurs plans d'action, stratégies et politiques qui ne sont pas financés,¹³⁵ partiellement financés¹³⁶, ou entièrement financés.¹³⁷



CHAPTRE SIX : LES SERVICES ET PROGRAMMES DE PROTECTION DE L'ENFANCE

6.1. Introduction

Certains pays africains ont mis en place des services complets de protection de l'enfance et, ont ainsi apporté des changements positifs, en particulier pour les enfants marginalisés et laissés pour compte. Cependant, les avancées notables réalisées restent inégales et insatisfaisantes en termes de prévention et de réponse à la violence contre les enfants (VCE). Certains des principaux progrès liés à l'intégration des normes dans le corpus constitutionnel et à leur mise en œuvre dans les cadres juridiques et politiques nationaux sont examinés ci-dessous.

Les programmes et services de lutte contre la VCE doivent renforcer leur engagement envers les instruments internationaux tout en s'assurant qu'ils sont responsables devant les constitutions et lois nationales. L'une des recommandations fondamentales de l'étude mondiale sur la VCE de 2006¹³⁸ est la mise en place de mécanismes sûrs, bien connus, confidentiels et accessibles permettant aux enfants, à leurs représentants et à d'autres personnes de signaler les cas de VCE.

6.2. Disponibilité de mécanismes d'orientation et de plainte adaptés aux enfants

Le rapport préconise la nécessité de mettre en place des systèmes de plaintes et de rapports confidentiels et adaptés aux enfants, avec des conseils disponibles si nécessaire, en reliant les mécanismes informels et formels à la reconnaissance

des besoins des enfants, en particulier des plus vulnérables.

En d'autres termes, au cours des procédures juridiques, des plaintes, des procédures de recours et d'élaboration des politiques, les enfants peuvent fournir un retour d'information et aider à s'opposer aux violations et à faire respecter les droits. Aider les enfants à renforcer leur confiance et leur confiance en eux dès leur plus jeune âge les encourage à s'exprimer contre l'injustice et la corruption et, une fois adultes, à demander des comptes aux politiciens. Dans de nombreuses sociétés, les abuseurs opèrent en toute impunité, car les enfants ne peuvent pas signaler les violences de peur de ne pas être crus ou d'être punis davantage.

Certains pays africains ont mis en place des mécanismes d'identification et d'orientation des victimes et des auteurs de ces actes.¹³⁹ D'autres ont développé des mécanismes d'identification et d'orientation uniquement pour les victimes,¹⁴⁰ tandis que d'autres n'en ont pas développé et dépendent des processus juridiques habituels.¹⁴¹ Ceux qui intègrent des stratégies de mise en œuvre adaptées aux enfants favorisent la justice à la fois pour et avec les enfants. En Tanzanie, par exemple, ces efforts sont menés par un réseau de prestataires de services de première ligne (principalement des agents de protection sociale, des membres du bureau de la police chargé des questions de genre et des enfants, ou des représentants d'organisations communautaires) ; en Gambie, il existe une unité de protection de l'enfance au sein de la police et une unité chargée des enfants au sein du ministère de la justice ; au Soudan, il existe une unité de

protection de la famille et de l'enfance au sein de la police, avec des procédures opérationnelles standard pour la protection de l'enfance. Les pays qui accusent un retard s'engagent dans des processus visant à faciliter la justice pour les enfants, notamment les procédures opérationnelles standard du Cameroun pour la prévention, le signalement et la prise en charge des enfants victimes de violence sexiste, y compris en milieu scolaire,¹⁴² et à créer une atmosphère de sécurité psychologique, intellectuelle, physique et spirituelle pour les enfants.

En Gambie, le Réseau contre la violence sexiste, créé en 2013, dans le cadre du programme national de lutte contre la violence sexiste, a mis en place une équipe de soins, composée de personnel du ministère de la Justice, du département de la protection sociale, de la police, de deux grands hôpitaux généraux et de l'association des avocates. L'équipe de soins obtient des données sur la violence sexiste auprès des institutions concernées dans tout le pays (auprès de prestataires de services tels que l'unité de la police chargée de la protection des enfants et des femmes, le département de la protection sociale, le ministère de la Justice et neuf établissements de santé), puis harmonise et transmet les données à l'agence gouvernementale concernée (le ministère des Affaires sociales et le Bureau des femmes) sur une base trimestrielle, afin d'informer la politique sur l'état de la violence sexiste dans le pays.¹⁴³ Les programmes menés par le réseau contre la violence sexiste explorent également les facteurs à l'origine des normes sociales. Conscient du fait que la mutilation génitale féminine/excision (MGF/E) ne peut être traitée comme une question isolée, le réseau renforce le système de protection de l'enfance aux niveaux national et régional. Ces efforts ont conduit à une baisse drastique du soutien aux MGF/E, 49 % des femmes dénonçant cette pratique, selon l'enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS) 2018 de l'UNICEF. Il s'agit d'un progrès remarquable dans un pays où, il y a moins de dix ans, la prévalence des MGF/E dans certaines régions atteignait 96 % (selon l'enquête démographique et de santé de 2013), et

le sujet des MGF/E était tabou dans les familles et les communautés.

6.3. La prévention à travers la formation professionnelle

La prévention est un domaine dans lequel le gouvernement tanzanien a jugé utile d'investir. Sa stratégie consiste à communiquer avec le public et à l'informer sur des aspects particuliers de la loi liés aux questions de protection de l'enfance.¹⁴⁴ L'UNICEF Tanzanie a adopté une approche différente, en fournissant une formation aux travailleurs de première ligne sur la prévention des VCE, par le biais de manuels de formation par exemple, bien que la formation n'ait pas encore atteint tous les travailleurs de première ligne. L'organisation fournit également des formations et des manuels à la police et aux systèmes judiciaires sur la manière de traiter les cas d'enfants.¹⁴⁵

En Tunisie, le gouvernement a récemment adopté une stratégie nationale de lutte contre la violence dans le cadre familial. Grâce à cette stratégie, les parents, les tuteurs et les gardiens sont censés bénéficier de programmes spéciaux leur apprenant à utiliser des méthodes de discipline non violentes sur leurs enfants et adolescents.

6.4. Programmes et services de protection sociale pour lutter contre la violence à l'égard des enfants

La Convention relative aux droits de l'enfant oblige les États parties à aider les parents à assurer à leurs enfants un niveau de vie décent, conformément aux conditions nationales et dans la mesure de leurs moyens.¹⁴⁶ La protection sociale est l'un des principaux outils permettant aux familles de mieux s'occuper de leurs enfants. Les pays africains dépensent en moyenne moins de 0,7 % du PIB pour la protection sociale, ce qui signifie qu'un très faible pourcentage de la population en bénéficie : seulement 18

% de la population totale a reçu au moins une prestation de protection sociale en espèces.¹⁴⁷ Le chiffre est encore plus bas pour les enfants. En Afrique, seuls 16 % des enfants bénéficient de prestations de protection sociale. En outre, pour assurer une protection sociale adéquate, il faut allouer des ressources suffisantes aux enfants et aux familles. Il est tout aussi important de noter que les liens entre la protection sociale et la protection des enfants sont limités ou faibles.

Néanmoins, de nombreux pays ont investi dans ce secteur, principalement en finançant la fourniture de prestations en espèces ou en nature. Par exemple, les types courants de transferts en espèces aux parents pauvres comprennent ceux qui contribuent à améliorer la nutrition des enfants, à réduire la négligence à l'égard des enfants, à promouvoir la fréquentation scolaire, à prévenir le travail des enfants mineurs et les mariages précoces, et à affecter la protection des enfants.

Une façon d'améliorer les programmes de protection sociale est d'intégrer plusieurs programmes d'assistance et de subventions non monétaires dans des programmes de transferts monétaires. Dans les pays africains où cette approche est utilisée, les programmes sont financés ou non,¹⁴⁸ et la portée perçue est considérée comme élevée,¹⁴⁹ au-dessus de la moyenne,¹⁵⁰ ou en deçà de la moyenne,¹⁵¹ ou les chiffres ne sont pas disponibles dans certains pays.¹⁵² À titre d'illustration, le Programme alimentaire mondial et d'autres organismes d'aide ont recours à des transferts d'argent et à des programmes de subvention alimentaire pour améliorer les moyens de subsistance des familles vulnérables dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, touchées par le conflit. En Afrique de l'Est, par exemple, des programmes de protection sociale bien conçus et sensibles aux chocs ont aidé les communautés vulnérables à faire face aux impacts du changement climatique et de la dégradation de l'environnement.¹⁵³

Des efforts sont déployés pour utiliser les programmes de développement social en vue de la protection des enfants en réduisant les comportements antisociaux et agressifs chez les enfants et la violence

chez les adolescents. Il s'agit notamment d'améliorer leurs compétences sociales avec leurs pairs et de promouvoir un comportement positif, amical et coopératif.¹⁵⁴ Toutefois, dans la plupart des pays, de tels programmes font défaut, faute de ressources humaines et financières. Cependant, le ministère de la protection sociale de la Gambie, par le biais de ses activités de proximité, cible les enfants vivant dans la pauvreté et les rues autour de la zone de développement touristique, des marchés et des parkings. Ces enfants sont emmenés au centre d'accueil pour enfants, conseillés et reçoivent un soutien éducatif. Leurs parents bénéficient également d'un soutien dans le cadre du programme de renforcement de la famille afin de répondre à leurs besoins fondamentaux.¹⁵⁵ Quelques-unes de ces questions ont été traitées juridiquement au sein des institutions camerounaises.¹⁵⁶

6.5. Les services d'enregistrement des naissances

L'enregistrement gratuit des naissances, en permettant de déterminer l'âge d'un enfant, a des implications considérables pour la protection des enfants contre le mariage forcé, l'exploitation sexuelle, le recrutement pour l'emploi et le recrutement dans des groupes armés, entre autres. En termes de couverture, il existe de grandes disparités dans l'enregistrement des naissances - certains pays (Algérie, Égypte et Tunisie) ont un enregistrement universel des naissances, tandis que la couverture dans de nombreux autres pays est extrêmement faible - seulement 3 % en Éthiopie, par exemple.¹⁵⁷ La population et la taille géographique semblent être un facteur critique - les petits pays comme le Cap-Vert, Djibouti et le Gabon ont une couverture d'enregistrement des naissances plus élevée que les grands pays à forte population. Moins d'un tiers des naissances sont enregistrées au Nigeria et en Ouganda, et un quart en Tanzanie, en RDC et en Angola.¹⁵⁸ En Gambie, on constate une augmentation de 52,5 pour cent dans la MICS 2010 à 57,9 pour cent dans la MICS 2018 des enfants enregistrés, mais seulement 32,3 pour cent avaient des certificats de naissance

réels en 2018, selon la MICS. Il convient de noter que l'Algérie affiche le taux d'enregistrement des naissances le plus élevé d'Afrique (99,6 %).¹⁵⁹

6.6. Les services de lutte contre la violence à l'école

Les établissements scolaires jouent un rôle essentiel dans la prévention de la violence et la protection des enfants, et l'éducation elle-même est cruciale pour la sauvegarde des droits de l'enfant.¹⁶⁰ En effet, l'ODD 4 sur l'éducation de qualité pour tous prévoit que les écoles soient sûres et solidaires, et qu'elles aident à construire des sociétés pacifiques. Selon l'UNESCO,¹⁶¹ un élève sur trois (32 %) a subi des brimades chaque mois en 2019, tandis qu'un nombre similaire a été confronté à des violences physiques. L'intimidation physique est le type d'intimidation le plus fréquent dans de nombreuses régions, tandis que l'intimidation sexuelle arrive souvent en deuxième position. L'intimidation physique est plus fréquente chez les garçons, tandis que l'intimidation psychologique est plus répandue chez les filles. Les intimidations en ligne et par téléphone portable sont également en augmentation.¹⁶² La violence sexiste en milieu scolaire est un phénomène qui touche des millions d'enfants, garçons et filles.¹⁶³

S'attaquer à ces problèmes en Afrique est encore très difficile, qu'il s'agisse de réduire la violence du personnel scolaire, d'aider les enfants à se protéger de la violence ou d'encourager les écoles à adopter des stratégies de lutte contre les brimades. Certains pays disposent de lois contre les brimades et ont développé des procédures opérationnelles standard et/ou des formations de compétences pour y faire face.¹⁶⁴ Certains pays qui ne traitent pas de la violence exercée par les enfants ont élaboré des stratégies pour faire face à la violence exercée par le personnel scolaire.¹⁶⁵ D'autres n'ont pas de législation spécifique sur le sujet, mais dépendent plutôt d'une législation généralisée. L'application perçue dans ces pays est soit élevée, soit moyenne, soit inférieure à la moyenne, tandis que certains pays ne traitent pas du tout de la violence à l'école.¹⁶⁶

Se pose également le problème de la détermination du contenu exact de l'éducation sexuelle qui sera axée sur la prévention de la violence. Au Cameroun, par exemple, en 2018, le gouvernement a tenté d'introduire l'éducation sexuelle dans son programme d'enseignement primaire, mais il a dû faire face à une réaction négative du public, l'approche, le langage et les descriptions graphiques étant jugés trop vulgaires. L'indignation et le rejet de l'opinion publique ont par la suite contraint le programme à être mis au rebut.

6.7. Les programmes de parentalité positive

Divers programmes de parentalité positive ont été testés en Afrique, dont la plupart passent par le système de santé, en capitalisant sur les liens réguliers entre les agents de santé et, en particulier, les nouveaux parents. Ces programmes parentaux visent à renforcer les relations positives entre les parents et leurs enfants par le biais du jeu et de l'éloge, et à instaurer une discipline positive, avec le potentiel évident de réduire ou de prévenir la violence.¹⁶⁷ Parmi les exemples de programmes parentaux en Afrique, on peut citer les programmes nationaux de planification familiale, les programmes de mentorat, la médiation ou le conseil par



les pairs, les programmes de placement temporaire pour les délinquants graves et chroniques, la thérapie familiale et les programmes visant à renforcer les liens avec la famille et l'emploi et à réduire la participation à des comportements violents. Les programmes de formation aux compétences parentales visent à améliorer les relations familiales et les techniques d'éducation des enfants et à réduire ainsi la violence chez les jeunes.¹⁶⁸ Leurs objectifs consistent notamment à améliorer les liens affectifs entre les parents et leurs enfants, à encourager les parents à utiliser des méthodes d'éducation cohérentes et à les aider à développer la maîtrise de soi dans l'éducation de leurs enfants.

Deux programmes de soutien aux parents en Afrique du Sud - le programme Isibindi Child and Youth Care et le programme Sinovuyo - ont montré un potentiel encourageant pour réduire la violence à la maison. L'initiative Isibindi a touché 352 000 enfants en 2017, grâce à des visites à domicile ainsi qu'à l'accès à 400 « parcs sécurisés » dans l'ensemble du pays. Le programme Sinovuyo de prévention de la maltraitance et de la violence à l'égard des adolescents a formé 1 200 soignants dans quatre provinces.¹⁶⁹ Parmi les résultats obtenus, citons l'augmentation des taux d'inscription et de réussite aux examens chez les adolescents, la diminution de la violence et l'amélioration des relations au sein du foyer.

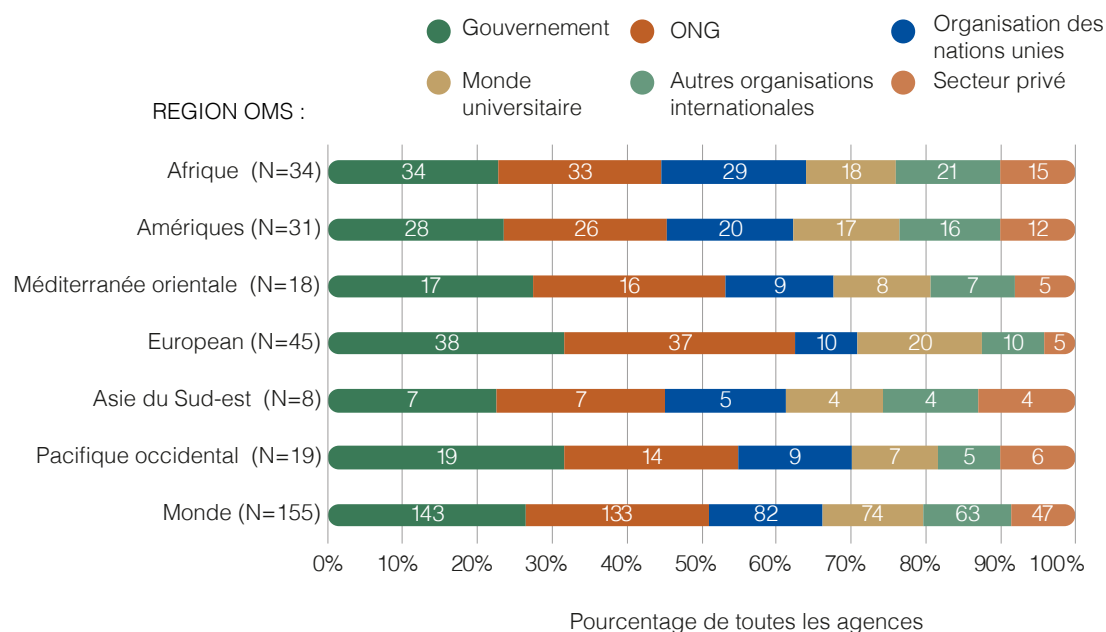
6.8. La coordination et la collaboration multisectorielles

Il convient de rappeler que la meilleure façon de mettre fin de manière significative à la VCE est de mettre en œuvre des lois, des politiques et des programmes qui renforcent et soutiennent les familles et s'attaquent aux facteurs communautaires et sociétaux sous-jacents qui permettent à la violence de se développer. Ainsi, des politiques efficaces nécessitent une coordination et une collaboration efficaces entre de multiples secteurs et parties prenantes, notamment par le biais de partenariats aux niveaux mondial, national et local.¹⁷⁰

Le suivi de la mise en œuvre des lois et des politiques relatives à la VCE devrait être dirigé par un organe de coordination de haut niveau, dont les rôles et les responsabilités seraient clairement attribués aux départements et institutions concernés afin d'éviter les chevauchements et de promouvoir les synergies. Dans cette optique, il existe plusieurs secteurs ayant des fonctions liées à la VCE, qui pourraient assumer une fonction de coordination. Dans certains pays, comme le Cameroun, plus de dix ministères s'occupent de la VCE, et plus de quatre secteurs ont des fonctions de coordination. Dans d'autres pays, moins de cinq secteurs s'occupent de la VCE, et tous ou certains jouent un rôle de coordination. Dans certains pays, toutes les agences gouvernementales s'occupant de la VCE ont des fonctions de coordination. D'autres pays n'ont qu'un seul secteur de coordination pour toutes les agences gouvernementales s'occupant de la VCE, tandis que d'autres, comme le Niger et São Tomé et Príncipe, n'ont aucun secteur s'occupant de la VCE. Ce qui est intéressant, cependant, c'est le nombre de secteurs qui s'occupent de la VCE dans un pays donné, et plus particulièrement, le nombre de ceux qui ont une fonction de coordination. Si la fonction de coordination est assurée par plus d'une agence gouvernementale dans un pays où la collaboration multisectorielle et multipartite est difficile, une coordination efficace peut être difficile. Il est indéniable que le secteur public en Afrique est marqué par la concurrence inter-agences ; le secret en termes de performance et de responsabilité, et une lourde bureaucratie.

Alors qu'un degré élevé de collaboration intersectorielle est crucial pour prévenir les VCE, la grande proportion de pays faisant état de secteurs de coordination multiples suggère que les réponses nationales dans de nombreux pays peuvent être fragmentées selon des lignes sectorielles.¹⁷¹ La figure 7 illustre les secteurs inclus dans les mécanismes utilisés pour traiter des VCE dans une sélection de pays du monde entier et compare le degré de participation des différents secteurs.

FIGURE 6: Secteurs inclus dans les mécanismes de coordination multisectorielle pour lutter contre la violence à l'égard des enfants, par région de l'OMS (2018)



Source : Organisation mondiale de la santé, *Global Status Report on Preventing Violence Against Children*, Geneva: WHO, 2020, p. 23

De ce qui précède, il est évident que la plupart des pays font état de plusieurs secteurs gouvernementaux ayant des fonctions liées à la VCE. Les résultats montrent que 89 % des pays attribuent la responsabilité de la lutte contre les VCE à de multiples secteurs, les secteurs de l'éducation, de la santé, de la justice et des affaires sociales étant les plus souvent mentionnés ; et 80 % des pays ont déclaré avoir au moins un plan d'action national pour prévenir la VCE.¹⁷² Pour éviter la fragmentation, les chevauchements de ressources et les lacunes graves dans la prestation, l'établissement d'une stratégie ou d'un programme national est également crucial pour engager la société civile dans la prévention et la réponse à toutes les formes de VCE.¹⁷³

La collaboration multisectorielle efficace pour mettre fin à la VCE doit impliquer les parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales, les agences des Nations unies et les institutions académiques.¹⁷⁴ Leurs interactions doivent bénéficier de rôles et de responsabilités clairement définis. Un organisme chef

de file doit être désigné pour coordonner les activités de prévention de la violence avec les autres secteurs, et disposer de l'autorité et des ressources nécessaires pour prendre des décisions, mettre en œuvre des mesures et tenir les secteurs participants responsables.

Il existe des exemples de réussite à cet égard. La collaboration entre le gouvernement du Cap-Vert et l'UNICEF a abouti à l'adoption du statut de l'enfant et de l'adolescent le 26 décembre 2013. D'autres initiatives de collaboration incluent l'élaboration et l'approbation d'un Plan d'action national pour la prévention et la lutte contre les violences sexuelles (2017-19). Ces collaborations s'étendent au renforcement des capacités des différents professionnels des secteurs de la protection de l'enfance.

Il convient de noter que la coordination dans certains pays est dirigée par une institution chargée de la protection de l'enfance, comme l'Institut cap-verdien des enfants et des adolescents, et le Conseil national soudanais pour la protection de l'enfance.

La fonction de coordination de l'Institut cap-verdien de l'enfance et de l'adolescence a été établie en 2019 lorsque le gouvernement a formulé le document de politique de protection de l'enfance et de l'adolescence et le plan d'action correspondant (2020-21).¹⁷⁵ Au Cameroun, au niveau national, la fonction de coordination est animée par des comités interministériels et des plateformes multisectorielles, en fonction de la thématique de la protection.¹⁷⁶ Il convient également de relever la collaboration avec des institutions spécialisées, notamment le Contrôle supérieur de l'État du Cameroun et les Conseils et les communes et villes unies du Cameroun.

Selon les autorités gouvernementales zambiennes, la collaboration multisectorielle et multipartite est effective grâce à la création d'un Comité national de coordination de la protection des enfants. Son secrétariat est hébergé par la direction de l'enfance du ministère de la jeunesse. Au-delà des agences gouvernementales, la collaboration intègre les agences des Nations unies, les OSC et les organisations confessionnelles. Cependant, le plan de réponse de la Zambie à la VCE, résultant du Rapport national sur la VCE, n'aurait pas encore fait l'objet de validation. Par conséquent, le Comité national de coordination de la protection des enfants ne dispose pas d'une feuille de route claire, et n'est donc pas visible.

Dans certains pays, à l'instar de la République centrafricaine, du Mali et du Sénégal, la coordination est assurée par l'UNICEF, par le biais de son Cluster Protection, qui fait office de plate-forme de consultation pour la protection de l'enfance et collabore avec les ministères responsables de la santé, de l'éducation, de la justice, de la police, des affaires sociales et de la société civile.¹⁷⁷ Les efforts de l'UNICEF pour encourager la collaboration multisectorielle et multipartite par le biais de l'approche par groupes, coordonnent les interventions humanitaires dans le domaine de la protection de l'enfance. Contrairement à certains pays africains, où une agence gouvernementale joue un rôle de premier plan dans la protection de l'enfance, le rôle de l'UNICEF en République centrafricaine est fondamental à cet égard.

En Tunisie, la situation s'est considérablement améliorée à la suite du printemps arabe. Le secteur privé s'engage davantage avec les OSC par le biais de leurs politiques de responsabilité sociale des entreprises et soutient les acteurs de la protection de l'enfance sur le terrain. Le secteur privé et les OSC collaborent principalement en matière de sensibilisation. Cependant, la collaboration multisectorielle et multipartite est absente. Par conséquent, encourager la synergie d'action demeure le défi majeur pour mettre fin à la VCE en Tunisie.

En termes de coordination, malgré les efforts de collaboration au Cameroun, il n'existe pas de véritable mécanisme de coordination ayant un statut légal. Les actions sont largement orientées vers la collaboration entre les ministères et les OSC de protection de l'enfance, afin de renforcer les capacités d'action. Cependant, les services de protection de l'enfance sont bien structurés au sein des institutions de l'État, du niveau national, régional, divisionnaire et du district au niveau du village. Il existe des centres sociaux dans les écoles, les tribunaux, les postes de police, les prisons, les hôpitaux, les centres de loisirs, les centres de rééducation et les centres de réinsertion, afin de donner aux enfants de nouvelles capacités et aptitudes pour s'intégrer dans leurs communautés. Il existe également des plateformes thématiques, notamment la justice juvénile, la violence sexiste, le mariage précoce et l'enregistrement des naissances, qui font partie des plateformes nationales, sous la coordination du ministère des Affaires sociales. Il est nécessaire de renforcer la coordination, qui est sérieusement entravée par des contraintes financières.

D'autres stratégies de collaboration prennent en compte le développement de stratégies nationales de protection, avec des mécanismes de coordination aux niveaux national, régional et du district, et même au niveau du village. Dans des pays comme le Cameroun et le Sénégal, ces collaborations se limitent à la consultation, à la collecte de données et à l'établissement de rapports, afin d'informer la politique au niveau national. Certaines initiatives de coordination sont régies par d'excellentes

Crédit photo : dreamstime.com



approches multisectorielles de la protection de l'enfance, comme en Tanzanie. Le plan d'action national de la Tanzanie a appelé à la création d'un mécanisme de coordination unique, unifié et multipartite pour la prévention de la VCE, avec une responsabilité au niveau le plus élevé, dans le bureau du Premier ministre, afin de garantir une collaboration réactive entre les ministères. Le comité national de protection est présidé par le Secrétaire permanent des Services du Premier ministre,¹⁷⁸ ce qui indique à quel point la question de la VCE est prise au sérieux au plus haut niveau politique.

En bref, la qualité des progrès réalisés jusqu'à présent est mitigée, car des pays comme le Cameroun, le Soudan, la

Somalie et la Tanzanie sont aux prises avec des progrès lents, une stagnation ou une régression. D'autres, comme le Sud-Soudan, la République centrafricaine, le Tchad, le Cameroun, la Zambie, le Liberia, la RDC, la Guinée, l'Égypte et l'Érythrée, affichent des résultats médiocres en raison de lois et de politiques inadéquates en matière de protection de l'enfance, mais doivent encore ratifier la plupart des instruments pertinents relatifs aux droits de l'enfant. Ces pays ont des taux élevés de mariage des enfants, de violence sexuelle, de travail des enfants et de violence physique, pour ne citer que quelques aspects de la VCE, et sont particulièrement frustrés par les difficultés de mise en œuvre.

CHAPITRE SEVEN : LES DÉFIS PERSISTANTS FACE À L'ERADICATION DE LA VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS EN AFRIQUE

7.1. Introduction

La qualité des lois et des politiques dépend de leur mise en œuvre et de leur application. Lorsqu'il existe un écart entre les lois et leur application, il est difficile de relier la théorie aux réalités pratiques. Cette étude a révélé qu'il existe des lacunes dans les options juridiques et politiques et des défaillances institutionnelles dans les États africains qui empêchent la réalisation effective des objectifs de prévention de la violence contre les enfants (VCE).

Malgré des progrès encourageants dans la lutte contre la VCE en Afrique, un certain nombre de défis subsistent et nécessitent un engagement renouvelé. L'investissement dans la prévention de la violence reste insuffisant, malgré les avantages évidents pour le développement humain et économique, et le coût social élevé de l'inaction ; les stratégies nationales de lutte contre la VCE restent largement fragmentées ou inexistantes. Les interventions politiques ne sont pas coordonnées, la communication et l'articulation entre les départements gouvernementaux et entre les autorités centrales et locales étant faibles. La législation reste non consolidée et mal appliquée, avec des lacunes notables dans la protection juridique des enfants et entre la loi et la pratique dans de nombreux pays. L'accent reste mis sur le genre, avec jusqu'à 40 % des gouvernements qui ne fournissent aucune information sur les lois, les politiques ou le plaidoyer sur la dimension sexospécifique de la violence.

L'attention accordée à la situation des enfants particulièrement vulnérables, qui restent cachés et négligés, est insuffisante. L'impact cumulatif de la violence sur la vie des enfants n'est pas suffisamment pris en compte et les investissements dans les soins à la petite enfance et le développement de programmes de parentalité positive sont insuffisants. L'investissement dans des mécanismes adaptés aux enfants pour le signalement et le dépôt de plaintes concernant la VCE reste inadéquat, tandis que les services d'aide au rétablissement et à la réintégration des enfants sont limités. Les services d'aide à la réadaptation et à la réintégration des enfants sont limités. Lorsque de tels services existent, ils ne prennent pas en compte toutes les formes de VCE et peu d'informations sont disponibles sur leur qualité ou leur impact. Il y a peu de données et de recherches sur l'étendue et l'impact des VCE, les facteurs de risque et les attitudes et normes sociales sous-jacentes qui perpétuent la violence.

7.2 L'absence d'un ministère dédié aux enfants

Idans plusieurs pays, les droits de l'enfant sont fragmentés et traités de manière thématique entre plusieurs ministères, avec des structures de coordination faibles ou inexistantes. Cela dilue les efforts de prévention et de réponse à la VCE. En Zambie, le Ministère du Développement communautaire et des Services sociaux

est mandaté pour s'occuper de la VCE ; le ministère de l'Éducation s'occupe de la violence à l'école ; le Ministère du Genre coordonne toutes les questions de violence sexiste, et le Ministère des Télécommunications s'occupe des stratégies de protection en ligne. Cette situation rend la coordination difficile et la protection éparse, empêchant une approche holistique.

7.3 La sous-déclaration ou non-déclaration de la violence

Le signalement est un élément crucial de la lutte contre la violence. Il permet de donner une image fidèle de la prévalence et de l'ampleur de la violence, ce qui facilite la prévention et la réponse à cette dernière. Mais il fournit également des preuves pour les procédures administratives, civiles, de protection de l'enfance et pénales.¹⁷⁹ Le Comité des droits des enfants rend obligatoire la déclaration des VCE,¹⁸⁰ bien que, généralement, le signalement volontaire soit encouragé. Comme nous l'avons vu dans cette étude, le fait de ne pas signaler des incidents de violence constitue une infraction pénale dans certains pays (Djibouti, Érythrée et Niger). Selon l'angle sous lequel on considère cette mesure, il s'agit soit d'une incitation à signaler la VCE, soit d'une dissuasion à ne pas les signaler. Des mécanismes efficaces de détection et de notification sont une condition préalable essentielle des systèmes de notification. Le signalement peut être effectué par une multitude de personnes, à commencer par les victimes elles-mêmes, leur famille ou les membres de la communauté, jusqu'aux professionnels qui travaillent avec les enfants, tels que les agents de la force publique, les travailleurs sociaux, les enseignants, les puériculteurs, les médecins et autres professionnels de la santé, les conseillers en toxicomanie et les agents de probation.¹⁸¹

Si le signalement obligatoire a ses inconvénients, le signalement par les professionnels qui travaillent avec de jeunes enfants est particulièrement important ; il est important de permettre aux enfants de signaler les violences

et de porter plainte, car la détection et l'intervention précoces permettent de réduire le risque d'abus répétés ainsi que les conséquences sanitaires et sociales à long terme.¹⁸² La déclaration obligatoire est pertinente dans des situations spécifiques, par exemple lorsque l'acte constitutif de violence est commis par un collègue. Le paragraphe 87(c) des Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté le prévoit : « Les membres du personnel qui ont des raisons de croire qu'une violation grave des présentes Règles s'est produite ou est sur le point de se produire doivent signaler la question à leurs autorités supérieures ou aux organes investis d'un pouvoir de contrôle ou de réparation. » En outre, il a été suggéré que la déclaration obligatoire est particulièrement importante pour les personnes qui fournissent une assistance médicale ou psychosociale dans les établissements résidentiels. Le fait que ces personnes ne signalent pas les preuves de traitements violents contribue à l'impunité.¹⁸³

Le signalement volontaire est encouragé, et cela fonctionne bien lorsqu'une législation est en place pour protéger ceux qui signalent des cas de maltraitance d'enfants ou lorsqu'il existe des canaux anonymes permettant aux enfants eux-mêmes de signaler une situation à risque, par le biais de lignes téléphoniques d'urgence, d'adresses électroniques ou de numéros gratuits, y compris pour les cas présumés d'exploitation sexuelle sur Internet.

Malgré la nécessité de signaler la violence, il existe des preuves accablantes de sous-déclaration ou de non-déclaration de la VCE, ce qui a des effets considérables - depuis les stratégies et mesures juridiques et politiques mal informées jusqu'à l'absence de soutien psychosocial aux victimes, en passant par l'encouragement de l'impunité. Les résultats obtenus dans 30 pays confirment la tendance à la faiblesse des signalements. Seul 1 % des adolescentes ayant subi des rapports sexuels forcés ont demandé une aide professionnelle.¹⁸⁴ Comme nous l'avons déjà mentionné dans cette section, la réticence des victimes à signaler les incidents aux autorités ou à d'autres professionnels empêche de révéler

l'étendue et la nature réelles de la VCE. Le silence perpétue davantage la situation.

La sous-déclaration de la violence et l'absence de demande d'aide sont des phénomènes mondiaux,¹⁸⁵ mais elles constituent un problème particulièrement grave en Afrique. Les obstacles à la dénonciation de la violence ou à la recherche de soins auprès de sources officielles comprennent la honte et la stigmatisation, les obstacles financiers, l'impression d'impunité des auteurs, la méconnaissance des services disponibles ou l'absence d'accès à ces services, les croyances culturelles, la menace de perdre les enfants, la peur d'attirer des ennuis à l'auteur de l'infraction, la peur des représailles, les attitudes discriminatoires et stéréotypées à l'égard des victimes dans les tribunaux et les services de police, et la méfiance à l'égard des agents de santé.¹⁸⁶ Au Nigeria, l'enquête nationale sur la criminalité et la sécurité menée par la Fondation CLEEN en 2012 dans les 36 États de la Fédération a révélé que seuls 23 % des incidents de viol au Nigeria étaient signalés à la police. Ainsi, environ 77 pour cent des cas de viols n'ont pas été signalés, tandis que ceux qui ont réussi à signaler leur cas n'ont pas reçu de traitement ou d'aide spéciale de la part de la police et d'autres acteurs, y compris les prestataires de soins de santé. Selon l'étude, les raisons pour lesquelles les cas de viol n'ont pas été signalés sont les suivantes : insensibilité de la police (32%), peur de la stigmatisation (21%), peur que l'accusé ne soit pas arrêté (21%) et corruption de la police (14%).¹⁸⁷

En outre, de nombreux enfants ne signalent tout simplement pas les violences ou ne cherchent pas à se faire soigner, notamment en cas de châtement corporel, parce qu'ils pensent que la violence est normale, tandis que les filles victimes de violences sexistes telles que l'exploitation et les abus sexuels se taisent par crainte d'attirer des ennuis à l'agresseur ou par peur des représailles de ce dernier. Les enfants, quant à eux, peuvent également se méfier de la police, souvent pour de bonnes raisons, notamment parce que les auteurs de violences parviennent souvent à sortir de prison ou de détention et se retrouvent à nouveau dans les rues, prêts à

faire de nouvelles victimes ou à exercer des représailles.

Le fait de ne pas signaler les VCE ou de ne pas les signaler du tout a un impact négatif sur les efforts déployés pour les combattre. Tout d'abord, la capacité du système de justice pénale à intervenir de manière proactive pour protéger les enfants contre la violence est généralement assez limitée, et il est tout à fait impuissant s'il n'existe pas de mécanismes de plainte et de signalement et s'il n'est pas alimenté par des données permettant d'identifier l'incidence de la violence. Deuxièmement, le fait de connaître la proportion de personnes qui signalent des actes de violence a des conséquences directes sur le financement, l'affectation des ressources et la politique, et la compréhension des caractéristiques des personnes les moins susceptibles de signaler les actes de violence a des conséquences directes sur la conception des programmes et l'évaluation des services de prévention et de traitement.¹⁸⁸ Troisièmement, la sous-déclaration ou l'absence de déclaration peut aggraver les biais dans les données déclarées et creuser l'écart entre les lois et les stratégies. Il est alors difficile, voire impossible, de comprendre les tendances sous-jacentes et de combler cet écart. Des réponses politiques appropriées et efficaces pour prévenir et traiter les effets de la violence sexiste dépendent d'une compréhension précise et complète de sa prévalence, de sa dynamique et de ses causes profondes. Enfin, le fait de ne pas signaler ou de ne pas signaler la VCE encourage un climat d'impunité, qui peut facilement conduire à un modèle de violence persistant, car les auteurs se considèrent comme intouchables et leur conduite comme acceptable.

7.4 Des valeurs et pratiques culturelles profondément enracinées

Dans de nombreux pays africains - par exemple en Gambie - les croyances et pratiques socioculturelles, telles que le patriarcat, continuent d'entraver la pleine acceptation des droits des femmes, et surtout des enfants, et leur participation au

développement national. Des phénomènes culturels ont créé le stéréotype selon lequel « les hommes sont supérieurs et les femmes inférieures » et un processus de socialisation qui a également conduit les hommes et les femmes à percevoir « les hommes comme des dirigeants et les femmes comme des partisans ». Ces perceptions sont censées « cantonner les femmes dans la sphère privée en tant qu'épouses, mères et filles et les hommes dans le domaine public de la prise de décision, ainsi que dans l'arène économique et politique ». D'autres stéréotypes discriminatoires prévalent, notamment en matière d'éducation, où la préférence est donnée aux hommes dans la famille car ils sont considérés comme les soutiens de famille. Au Mali, par exemple, on pense que les femmes et les filles qui n'ont pas subi d'E/MGF sont susceptibles d'être sexuellement hyperactives et incapables de contrôler leurs désirs sexuels. En Gambie, l'application des lois de 2013 sur la violence domestique et les délits sexuels est particulièrement difficile pour les organismes chargés de l'application de la loi, car elle protège les droits des femmes.

7.5 Le manque criard de ressources humaines et financières dans les systèmes de protection de l'enfance

Il s'agit d'une préoccupation commune, soulevée à la fois par les acteurs étatiques et non étatiques dans tous les pays de cette étude. La protection de l'enfance n'est cependant pas la seule responsabilité du gouvernement. La société civile et les groupes et individus concernés doivent la défendre et faire pression par le biais de mécanismes régionaux et de campagnes de communication pour faire progresser les droits des enfants. Les services de protection de l'enfance jouent un rôle essentiel dans le soutien aux enfants touchés par la violence et dans la prévention de la violence. Il existe cependant des écarts entre les meilleures intentions et les ressources - humaines et financières - nécessaires.

Les systèmes de protection de l'enfance restent faibles dans de nombreux pays, manquent de travailleurs sociaux qualifiés pour faire le travail et font souvent peser une charge trop lourde sur les épaules des travailleurs qu'ils ont déjà. Les faiblesses de ces systèmes ne font que contribuer à perpétuer la violence. Pour être efficaces, les systèmes de protection de l'enfance ont besoin de toute urgence d'investissements beaucoup plus importants et doivent être soutenus en tant que priorité de l'agenda politique.

7.6 Les acteurs de la protection de l'enfance : des contrevenants

Un défi sérieux pour la protection de l'enfance est que les mesures de protection peuvent être utilisées de manière abusive pour exploiter les enfants par les personnes en charge de ces mesures. Dans ce cas, les enfants et les femmes sont les plus touchés, surtout dans les situations d'urgence et de conflit, où les acteurs de la protection de l'enfance sont eux-mêmes les auteurs des violations. Cela signifie que les personnes impliquées dans la mise en œuvre des mesures/processus de protection, et pas nécessairement les parties belligérantes, peuvent être les véritables auteurs de violations des droits de l'enfant. Il a été rapporté que des enfants en déplacement et des enfants dans des camps de réfugiés ont été exposés par des travailleurs sociaux à la traite et à l'esclavage et à d'autres formes d'abus et d'exploitation économique, ainsi qu'à des traitements cruels et dégradants. Les exemples du Tchad et de la RDC décrits ci-dessous en sont des exemples parlants.

Au Tchad, des enfants ont été adoptés illégalement et emmenés en France. En 2007, six membres de l'organisation caritative française Arche de Zoé (dont l'objectif était de sensibiliser le public à la crise du Darfour et d'apporter une aide aux enfants touchés par celle-ci) ont été officiellement inculpés par le gouvernement tchadien d'enlèvement d'enfants et d'avoir agi illégalement en tant qu'agence d'adoption tout en prétendant

faire du travail humanitaire. Ils ont affirmé que les enfants étaient des orphelins du Darfour emmenés en France pour y être accueillis et que les familles d'accueil françaises et belges avaient payé environ 2 000 euros chacune pour accueillir les enfants. Mais il s'est avéré que les enfants étaient tchadiens et qu'ils avaient au moins un parent vivant. De nombreux parents ont déclaré avoir confié leurs enfants au groupe en pensant qu'ils seraient éduqués dans le cadre d'un projet. Les six membres de l'association ont été condamnés à huit ans de prison avec travaux forcés au Tchad, mais ont ensuite été graciés par le président tchadien Idriss Deby.¹⁸⁹

Les enfants soudanais dans les camps de réfugiés de l'est du Tchad ont été recrutés de force par des groupes rebelles soudanais, dont certains étaient soutenus par le gouvernement tchadien. Le Tchad est un pays d'origine et de destination pour les enfants qui fuient les zones de conflit dans le nord du Nigeria, au Soudan et en République centrafricaine. Ces enfants sont victimes de la traite, pour le recrutement d'enfants soldats, le travail forcé ou la prostitution.¹⁹⁰

En RDC, des enfants sont recrutés comme soldats et font l'objet d'un trafic à des fins sexuelles depuis les camps de réfugiés. Des articles de journaux ont rapporté en 2004/05 des cas de viols et de « sexe de survie », de torture, de paternité d'enfants et d'enregistrement vidéo pornographique de femmes et d'enfants congolais par des soldats de la paix de l'ONU, en RDC.¹⁹¹ L'ONU a enquêté sur le cas particulier d'un employé français de la logistique qui s'est filmé en train de torturer et d'abuser de filles nues. D'autres casques bleus auraient attiré des fillettes d'à peine 10 ans pour qu'elles aient des relations sexuelles avec eux dans des voitures ou des camps de casques bleus en échange d'une tasse de lait, de quelques œufs, de beurre de cacahuète ou d'un dollar.¹⁹² Les enfants des camps de réfugiés au Rwanda sont victimes d'un trafic à destination du Kenya, de l'Ouganda, de la RDC, de la Tanzanie, de la Zambie, de l'Afrique du Sud et de la Chine, et certains d'entre eux finissent comme combattants dans les factions belligérantes de ces pays. Des enfants de

Somalie sont contraints à la prostitution et au travail forcé après avoir été attirés au Rwanda.

7.7 La faible participation des enfants

La faible participation des enfants aux questions qui les concernent est monnaie courante en Afrique, malgré l'existence de parlements d'enfants dans certains pays. Il y a un manque de mécanismes pour faire participer les enfants. Par exemple, au Sud-Soudan, il n'existe pas de parlement des enfants malgré les recommandations internationales à cet égard, et aucune plateforme alternative de participation des enfants n'a été mise en place par le gouvernement. Des ONG disposeraient de telles plateformes, mais elles sont mal structurées. Cette situation explique pourquoi, à l'ère de la COVID-19, les enfants du Sud-Soudan ont pu signaler des cas de violence sexuelle ; malheureusement, peu de choses ont été faites en termes d'actions pertinentes ou de soutien psychosocial, ce qui a découragé les dénonciations ultérieures.¹⁹³

7.8 Des mesures plus axées sur la réponse que sur la prévention

La prévention est généralement moins coûteuse que la réponse. Pour répondre, vous avez besoin d'un ensemble de mesures, de stratégies, d'institutions et de ressources. La réponse nécessite, par exemple, des tribunaux spéciaux pour enfants, des bureaux de protection de l'enfance au sein de la police, des formations pour la police, des procédures de signalement, des services médico-légaux, le renforcement des capacités du personnel des services sociaux et d'autres acteurs de première ligne, des mesures de santé et de soutien psychosocial, ainsi que d'autres mesures de réinsertion sociale. Tous ces éléments engendrent des coûts énormes. Une approche préventive limiterait clairement les ressources humaines et financières nécessaires à la réponse.

7.9 Les préoccupations liées à l'économie et à la pauvreté

Comme le montre le rapport, il s'agit à la fois d'un facteur de risque et d'un défi. Aucun enfant - riche ou pauvre - n'est à l'abri de la violence et le stress causé par la pauvreté peut alimenter les tensions familiales et compromettre l'accès des enfants aux services qui pourraient ou devraient les protéger, notamment l'éducation et la santé. En outre, aucun pays - riche ou pauvre - n'est sorti de l'auberge ; en effet, la VCE sévit dans les pays les plus riches de notre planète. Toutefois, là où la pauvreté est omniprésente, le risque de négligence, d'abus et d'exploitation peut devenir particulièrement aigu.¹⁹⁴

Les preuves sont claires, tant pour les communautés que pour les pays. Le fait est que la pauvreté, l'exclusion sociale et la violence sont intimement liées et présentent des risques sérieux pour les enfants et leurs sociétés. En outre, les pays touchés par la violence ont tendance à être à la traîne sur le plan économique, avec des niveaux plus élevés de pauvreté et de malnutrition chez les enfants, une santé et des résultats scolaires moins bons, et des risques particuliers pour les enfants vulnérables, notamment ceux qui sont contraints de quitter leur foyer pour trouver refuge dans un endroit sûr.¹⁹⁵

Comme le veut la tendance générale, lorsque les économies sont performantes, des avancées en matière de protection sociale sont attendues. Malheureusement, ce n'est pas le cas des principales économies africaines comme le Nigeria et l'Afrique du Sud, qui sont en proie à des niveaux élevés de VCE. En raison d'un manque de bonne volonté politique quant à la priorisation des ressources, cette croissance ne se traduit pas par la prévention et la réponse à la VCE. Les ressources nationales et les recettes publiques n'ont pas circulé comme prévu, ce qui a entraîné une pauvreté, un chômage et des inégalités élevés.¹⁹⁶ Le sentiment est que la croissance globale n'est pas ressentie aux niveaux

inférieurs, ce que l'on peut déduire des indicateurs représentant les événements qui bouleversent la vie et qui marquent la rupture de l'enfance : mauvaise santé, malnutrition, exclusion de l'éducation, travail des enfants, mariage des enfants et grossesse précoce.

7.10 Les conflits armés

Les pays en proie à un conflit ou qui sortent d'une situation de conflit sont confrontés à des difficultés qui entravent l'ensemble du système de protection de l'enfance.¹⁹⁷ D'emblée, les services sont fragmentés et non coordonnés, et les systèmes en panne. Dans bon nombre de ces pays, les capacités sont faibles, l'État de droit peu développé et des territoires échappent au contrôle de l'État. Ainsi, l'investissement dans un service ne donne souvent pas les résultats escomptés car le reste du système (y compris la santé, l'éducation, l'état civil, la gouvernance, la police, la justice, les transports publics et la communication) ne fonctionne pas comme il le devrait. Dans cette situation, en raison des faiblesses des mécanismes de coordination nationaux, on assiste à un glissement des services de protection de l'enfance à l'échelle nationale vers des modèles appropriés au niveau des districts, comme au Niger. Deuxièmement, le système judiciaire est gravement appauvri dans les pays en conflit ou en situation de post-conflit. Par exemple, au Liberia, seule une poignée de magistrats ont suivi une formation juridique formelle, et il y aurait des policiers qui ne savent ni lire ni écrire. Les avocats ne se trouvent qu'à la capitale, et de nombreux travailleurs sociaux n'ont pas de moyens de transport et ne peuvent pas se rendre dans les communautés pour fournir des services. Troisièmement, de nombreux États ont abandonné leurs fonctions aux OSC (ONG et organisations confessionnelles), aux organisations et associations communautaires et au secteur privé, qui connaissent une diminution de la coopération et une fragmentation en ce qui concerne leurs actions, et sont localisés en raison des schémas de conflit.

7.11 Les technologies de l'information et de la communication (TIC)

Embrasser l'ère des TIC et ses outils sans les protections appropriées peut créer des problèmes pour les jeunes, mais la vitesse de son empiètement sur les normes et les habitudes sociales au cours de la dernière décennie a été phénoménale. Il est vrai que, comme le montre cette étude, l'Internet World Foundation aide plusieurs États à identifier les données abusives sur l'internet et à les supprimer. Mais ce n'est pas suffisant. Les États africains doivent adopter des réglementations strictes sur les TIC, en se concentrant sur les fournisseurs de services et en instituant des autorités de régulation habilitées à effectuer des contrôles efficaces. Ils doivent également donner aux ONG locales les moyens de gérer des services d'assistance téléphonique pour les communautés locales où la dénonciation de la VCE est faible en raison de problèmes de communication et d'un manque de services.

7.12 L'écart entre la Recherches et la connaissance

La recherche identifie les lacunes dans les lois et les politiques ainsi que dans les recherches antérieures

; elle ouvre également de nouveaux domaines de recherche sur la base des résultats. La recherche sur la VCE permettrait invariablement d'améliorer les connaissances sur l'ampleur de la VCE, les moteurs de la violence et les facteurs de risque et de protection sous-jacents. Ces connaissances constitueraient à leur tour un outil essentiel pour l'orientation juridique, politique et institutionnelle. Plusieurs facteurs peuvent être responsables de la faiblesse de la recherche. Ils vont du manque d'intérêt pour le domaine au manque de financement ou de données. En ce qui concerne la question de la VCE en Afrique, il existe un ensemble de documents qui se concentrent sur des aspects spécifiques de la violence, mais il n'y a pas eu de recherche complète traitant de la violence contre les enfants à travers le prisme des droits de l'enfant dans son ensemble. L'étude actuelle, tout comme le rapport de 2014, se concentre sur la VCE. Le manque de preuves et de connaissances est particulièrement marqué en ce qui concerne les nouvelles formes de VCE. Parce que celles-ci n'ont pas été correctement identifiées, les mécanismes de réglementation et de protection sont limités. Même pour celles qui ont été identifiées, comme la violence sur les plateformes TIC, les États africains manquent de capacités juridiques, institutionnelles et réglementaires pour y faire face efficacement.





CHAPITRE HUIT : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

8.1 Conclusions

Mettre fin à la violence contre les enfants (VCE) est une mission de longue haleine, qui implique de multiples stratégies de la part de multiples acteurs. Elle exige une mise à jour constante de notre compréhension du contexte et des nouvelles formes de VCE et d'exploitation. L'étude constate que les progrès sont généralement lents et que les reculs persistent, même si des étapes importantes ont été franchies. Il en résulte des avancées remarquables sur certains fronts et des reculs sur d'autres.

Malgré les progrès réalisés sur les fronts législatif, politique et institutionnel, de nombreux pays peinent encore à mettre en œuvre et à faire respecter ces lois et politiques. Dans certains pays, des lois qui ne répondent pas aux normes internationales ont été promulguées. Le code des personnes et de la famille du Mali (2011) et le projet de loi sur les crimes liés aux rapports sexuels en Somalie (en cours d'examen par le parlement au moment de la rédaction du présent rapport) en sont des exemples inquiétants.

Le défaut d'harmonisation des lois freine les réformes juridiques progressives. La Somalie a adopté en 2012 deux plans d'action importants visant à protéger les enfants des situations d'extrême violence : le Plan d'action pour mettre fin aux meurtres et aux mutilations d'enfants et le Plan d'action pour éliminer le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats. Mais le projet de loi sur les crimes liés aux rapports sexuels, s'il était adopté, autoriserait effectivement les violences sexuelles et les mariages d'enfants, réduisant à néant les efforts déployés par le passé pour lutter

contre les formes les plus répandues de VCE en Somalie.

L'interaction entre la faiblesse des capacités techniques, le manque de financement, la faiblesse des structures institutionnelles et le manque de coordination multisectorielle constitue un défi de taille pour tous les pays. Cela crée des lacunes dans la mise en œuvre et l'application des lois. Malheureusement, le progrès économique ne s'est pas traduit par un investissement économique proportionnel dans la lutte contre la VCE. Dans les pays dont le PIB est plus élevé, comme le Nigeria et l'Afrique du Sud, des millions d'enfants sont encore victimes de la VCE en raison de la faible allocation budgétaire à la protection de l'enfance et de la faible intégration des services à l'enfance dans le processus budgétaire national.

En outre, la majorité des pays sont à la traîne dans leur réponse aux formes émergentes de VCE. Ils sont mal préparés à faire face à l'exploitation sexuelle en ligne et à l'exploitation sexuelle des enfants résultant des voyages et du tourisme.

Des progrès remarquables ont été réalisés dans l'élaboration de programmes sur la VCE, certes ; toutefois, la plupart de ces programmes sont axés sur la réponse plutôt que sur la prévention, et très peu s'attaquent aux causes profondes de la violence. Une sensibilisation à grande échelle est nécessaire pour s'attaquer aux croyances et aux normes culturelles.

Les acteurs non étatiques, y compris les partenaires internationaux du développement et les organisations de la société civile (OSC) locales, ont contribué

à soutenir la mise en œuvre de réformes juridiques, politiques et institutionnelles et à assurer leur application. Ils ont également contribué à l'accroissement des connaissances par le financement d'enquêtes nationales et d'autres études sur le thème du VCE. Leur investissement financier et technique dans le renforcement et le transfert des capacités techniques a fait progresser les efforts nationaux pour mettre fin à la VCE. Cependant, malgré les efforts déployés pour collecter des données, on constate un manque persistant de données précises, fiables et ventilées.

En raison de l'interaction entre les facteurs ci-dessus et bien d'autres, la VCE reste très répandue en Afrique. Les châtiments corporels sont une pratique courante dans tous les contextes dans de nombreux pays et sont dans de nombreuses situations sanctionnés par la loi. La violence et l'exploitation sexuelles sont en hausse dans plusieurs pays, en partie à cause des croyances culturelles mais aussi à cause de la faiblesse des lois ou de leur application. Les formes émergentes d'exploitation sexuelle des enfants sont devenues le nouveau défi dans le paysage africain de la protection de l'enfance. Le secteur des voyages et du tourisme et un environnement en ligne non réglementé font que l'Afrique est devenue la nouvelle frontière de l'exploitation sexuelle des enfants dans ces contextes.

Les premiers rapports pendant la pandémie actuelle de COVID-19 indiquent que les fermetures d'écoles et l'apprentissage en ligne ont aggravé de nombreuses formes de VCE, y compris la violence en ligne, pendant les périodes de confinement. En d'autres termes, alors que l'Afrique s'efforce toujours de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies efficaces pour lutter contre les formes classiques de VCE, de nouvelles formes ont émergé, dépassant désormais les stratégies existantes et laissant la plupart des pays dans un état de réaction.

8.2 Recommandations

Les pays africains ont réalisé des progrès remarquables dans la lutte contre la VCE, malgré de nombreux revers. Désormais, des mesures concrètes doivent être prises

de toute urgence ; les efforts doivent être accélérés afin de protéger les enfants contre la VCE. Les recommandations suivantes s'adressent non seulement aux gouvernements qui sont les principaux responsables des droits de l'enfant, mais aussi à l'Union africaine, aux communautés économiques régionales, aux agences des Nations unies et à la société civile.

L'Union africaine et les institutions sous-régionales

- L'Union africaine (UA) doit continuer à faire preuve de leadership politique en matière de droits des enfants. La Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant et son institution de surveillance, le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant, ainsi que le Rapporteur spécial sur le mariage des enfants doivent être soutenus et facilités pour faire avancer les efforts visant à mettre fin à la VCE.
- Les parlements et les tribunaux sous-régionaux peuvent jouer un rôle essentiel pour mettre fin à la VCE en luttant contre l'impunité par le biais de procédures et de décisions administratives et judiciaires. La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples doit faire davantage pour produire une législation sur les droits de l'enfant. Les communautés sous-régionales doivent guider les États membres en adoptant des politiques sur la VCE, notamment les formes émergentes et transfrontalières.
- L'acte de naissance établit à la fois l'existence légale de l'enfant et son âge, établissant ainsi le statut d'enfant à des fins de protection. Pourtant, l'enregistrement des naissances dans les pays africains reste généralement faible. Il est nécessaire d'élaborer une stratégie panafricaine pour parvenir à un enregistrement universel et gratuit des naissances sur l'ensemble du continent. Les pays doivent mettre en place de toute urgence des services d'enregistrement universel des naissances et conférer à l'enregistrement des naissances la visibilité politique qu'il mérite.
- Les Communautés économiques régionales (CER) doivent agir de

manière solidaire sur les questions de VCE. Un dialogue politique multilatéral de haut niveau sur les VCE, convoqué par ces CER, permettra sans doute de catalyser l'adoption d'un plan d'action régional africain pour mettre fin à ce fléau. Il incombera aux CER de veiller au respect du plan et de surveiller sa mise en œuvre par le biais de leurs organes compétents, tels que les parlements sous-régionaux, et de faire rapport à l'UA par l'intermédiaire du comité d'experts. Un tel effort donnera à coup sûr plus de poids aux rapports des États devant le Comité lui-même. Un plan complet devra comporter des éléments de protection, de prévention et de responsabilité, ainsi que des indicateurs pratiques clairs de réussite et d'évaluation de la conformité et de la responsabilité.

Aux gouvernements nationaux

Les gouvernements nationaux doivent :

- incorporer dans leurs droits internes les dispositions des traités qu'ils ont ratifiés. Les pays qui ont exprimé des réserves à l'égard de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant devraient retirer ces réserves. Il est également important que les gouvernements rendent régulièrement compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre de ces deux instruments et qu'ils donnent suite aux observations finales respectives ;
- promulguer des lois qui criminalisent la VCE, sous toutes ses formes, abroger celles qui excusent la violence, et accélérer les efforts pour promulguer des lois qui protègent les enfants contre les formes nouvelles et émergentes de VCE, telles que l'exploitation sexuelle en ligne et l'exploitation sexuelle des enfants dans le secteur des voyages et du tourisme ;
- fournir une protection supplémentaire aux enfants les plus vulnérables, tels que les enfants handicapés, les enfants atteints d'albinisme, les enfants vivant et/ou travaillant dans la rue, les enfants travailleurs domestiques, et les enfants dans les situations de conflit et d'urgence humanitaire ;
- adopter des Plans d'action nationaux comportant des stratégies nationales multisectorielles complètes de protection de l'enfance et des cadres de suivi. Ces plans doivent être entièrement financés et dotés d'un personnel adéquat. Ils doivent améliorer la visibilité politique des ministères et des agences axés sur l'enfance en les plaçant à un niveau élevé de la hiérarchie gouvernementale et en leur allouant un budget suffisant ;
- établir des programmes de lutte contre la VCE qui mettent l'accent sur la prévention en s'attaquant aux causes profondes et aux moteurs du fléau, tout en s'assurant que des services et des mécanismes de réponse adaptés aux enfants sont accessibles et dotés de ressources suffisantes. Il s'agit notamment de services d'orientation, de lignes d'assistance téléphonique, de conseils et de soutien social adaptés aux enfants, ainsi que de procédures de plainte et de signalement adaptées aux enfants ;
- intensifier la collecte de données par le biais de recherches, d'enquêtes régulières et de systèmes de surveillance, et veiller à la diffusion et à l'intégration de ces données dans la conception des politiques et des programmes ;
- développer un cadre de collaboration intersectoriel et multipartite qui transcende les secteurs et les niveaux de gouvernement, y compris les gouvernements nationaux, régionaux et de district, les OSC et les partenaires du développement, et qui reflète l'expertise de chacun. Cela permettra d'éviter les contradictions et la duplication des efforts et des ressources, et favorisera la responsabilisation ;
- reconnaître l'interconnexion entre la VCE et la violence à l'égard des femmes. Cela permettra de s'attaquer aux causes communes et de briser les cycles intergénérationnels de la violence tout en résolvant le problème de la duplication et de la fragmentation des efforts ;
- établir des structures et des processus permettant une participation sûre et significative des enfants aux questions qui les concernent, par le biais de

parlements et de clubs d'enfants inclusifs et de réseaux dirigés par des enfants ;

- travailler en étroite collaboration avec les communautés et adopter des modèles communautaires pour s'assurer que les programmes et les services de protection de l'enfance sont pertinents au niveau local. Les communautés deviennent le premier port d'appel, en particulier dans le contexte des États fragiles et des situations d'urgence, lorsque les fonctions de l'État deviennent dysfonctionnelles. Les gouvernements doivent s'efforcer de renforcer la capacité et la résilience des communautés locales et des familles pour qu'elles puissent participer de manière significative aux efforts de protection de l'enfance.

Aux organisations de la société civile, aux communautés locales et aux familles

- Les OSC doivent jouer un rôle plus actif à travers le plaidoyer, le lobbying et l'activisme. Une stratégie de plaidoyer coordonnée, des campagnes visibles et des partenariats avec les défenseurs des droits de l'enfant ou de la lutte contre la VCE peuvent faire la différence à travers la mobilisation de la volonté politique, l'impulsion d'une prise de conscience, le déclenchement d'un changement dans les normes et pratiques culturelles et la rupture du silence autour de la VCE. L'Organisation des Premières Dames d'Afrique pour le Développement a la possibilité d'initier un dialogue africain sur la VCE afin de raviver la volonté politique ;
- les OSC doivent poursuivre leurs efforts visant à influencer les processus politiques panafricains et sous-régionaux. Elles doivent faire preuve de stratégie en plaidant auprès des parlements nationaux pour contraindre les États membres à respecter leurs obligations et leurs engagements en matière d'adoption de lois et de politiques favorables aux enfants.
- les OSC doivent travailler en étroite collaboration, de manière coordonnée,

avec les gouvernements, et appuyer les efforts de ces derniers, en s'engageant avec eux de manière constructive et en leur apportant un soutien technique. Leur rôle actif dans les plates-formes nationales multisectorielles est fondamental pour la conduite et la mise en œuvre des programmes ;

- les partenariats impliquant les organisations communautaires doivent être renforcés, afin d'assurer le succès des programmes communautaires, de la sensibilisation à la fourniture de services. Un partenariat fondé sur le respect mutuel renforcera la confiance et catalysera le changement des valeurs et des normes culturelles, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de programmes visant à mettre fin au mariage des enfants, à stopper les mutilations génitales féminines et à obtenir justice pour les victimes de violences sexuelles ;
- la participation des enfants à la prise de décision doit être encouragée à travers un dialogue significatif avec les enfants et l'appui à la mise en place de structures qui facilitent le droit des enfants à participer aux traitements des questions qui les concernent ;
- les familles doivent être aux avant-postes de la prévention de la VCE. La parentalité positive doit en constituer la pierre angulaire. Il s'agit de promouvoir des approches non violentes de la parentalité, des alternatives aux soins institutionnels et à l'emprisonnement, et des rites de passage alternatifs pour remplacer les mutilations génitales féminines, ainsi que de soutenir l'éducation et de s'opposer activement au travail des enfants et aux autres formes d'exploitation.

UN agences

Elles doivent :

- continuer à fournir une assistance technique, un renforcement des capacités et un appui financier aux gouvernements et aux OSC. Ces actions doivent être coordonnées et couvrir les nouvelles formes de VCE, qui nécessitent de nouvelles connaissances et stratégies ;

- soutenir les gouvernements nationaux dans l'élaboration et le déploiement de stratégies et de plans nationaux holistiques en matière de VCE ;
- compléter les efforts des gouvernements en matière de collecte de données, en soutenant la mise en place de systèmes de collecte de données et de surveillance de routine ;
- mettre en synergie leurs efforts pour assurer une collaboration coordonnée entre les diverses agences des Nations unies et les gouvernements nationaux, les OSC et les organisations communautaires, en utilisant une approche stratégique acceptable au niveau local ;
- donner la priorité aux enfants vivant dans des situations fragiles et d'urgence lorsqu'elles collaborent avec leurs gouvernements.

Trente ans après l'adoption de la Charte africaine des enfants, l'Afrique est toujours aux prises avec une violence généralisée qui prive les enfants de la jouissance de leurs droits. Mettre fin à la VCE est devenu l'une des priorités les plus importantes de notre époque. Il est de notre devoir individuel et collectif de protéger les enfants africains de la violence et de créer une Afrique sûre pour eux, où leur dignité et leur liberté sont protégées et promues.



Crédit photo : dreamstime.com



NOTES DE BAS DE PAGE

¹ Office of the Special Representative of the UN Secretary General on Violence Against Children, *Toward a World Free from Violence: Global survey on violence against children*, New York: United Nations, 2013, p. 1. Available at: https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/2461Towards_a_world_free_from_Violence.pdf (accessed 30 July 2020)

² African Child Policy Forum, *The African Report on Violence against Children*, Addis Ababa: ACPF, 2014, pp. 1–2.

³ S. Hills, J. Mercy, A. Amobi and H. Kress, 'Global Prevalence of Past Year Violence against Children: A systemic review and minimum estimates', *Paediatrics*, 137 (3), 2016.

⁴ African Committee of Experts on the Rights and Welfare of the Child, *Continental study on the impact of conflict and crises on children in Africa*, Addis Ababa: ACERWC, 2016.

⁵ Better Care Network, 'Violence Against Children and Care in Africa: A Discussion Paper', New York, 2017, p. 21.

⁶ P.S. Pinheiro, 'Report of the Independent Expert for the United Nations Study on Violence Against Children', Document A/61/299, 61st Session of the UN General Assembly, 29 August 2006, p. 6.

⁷ UNICEF, 'Accelerating the agenda for child rights in Africa: 30 years of the African Charter on the Rights and Welfare of the Child: Progress, challenges and opportunities', Summary Report, New York: UNICEF Liaison Office to the African Union & United Nations Economic Commission for Africa and UNICEF Evaluation Office, 2020, p. 8.

⁸ The 2030 Agenda includes 17 Global Goals addressing the social, economic and environmental dimensions of sustainable development; 35 of the 232 indicators relate to children.

⁹ African Child Policy Forum, *African Report on VAC*, pp. xvi–xvii.

¹⁰ Ibid.

¹¹ J. Boyden, A. Pankhurst and Y. Tafere, 'Child Protection and Harmful Traditional Practices: Female early marriage and genital modification in Ethiopia', *Development in Practice* 22(4), 2012, pp. 510–522.

¹² Rachel Marcus, Poverty and violations of children's rights to protection in low-and middle-income countries, a review of the evidence, ODI, 2014, p. 11

¹³ United Nations Committee on the Rights of the Child, General Comment No. 13.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ A. Zwi, 'The World Report on Violence and Health', *The Lancet*, 360, 2002, p. 1085.

¹⁶ See Padmini Murthy and Clyde Lanford Smith (eds) *Women's Global Health and Human Rights*, Sudbury, MA: Jones & Bartlett Publishers, 2010. Cited in African Child Policy Forum, *African Report on VAC*, p. 24

¹⁷ R. Wyrod, 'Between Women's Rights and Men's Authority: Masculinity and shifting discourses of gender difference in urban Uganda', *Gender & Society: Official publication of Sociologists for Women in Society*, 22(6), 2008, 799–823. Available at: <https://doi.org/10.1177/0891243208325888>

¹⁸ Pinheiro, 'Report on VAC', pp. 14–16.

¹⁹ Key informant interview held on 14 August 2020.

²⁰ Committee on the Rights of the Child, General Comment No 13 (2011), The right of the child to freedom from all forms of violence, CRC/C/GC/13, 18 April 2011, paragraph 15.

²¹ See especially African Child Policy Forum, *African Report on VAC*, p. 11.

²² Ibid.

²³ Ibid.

²⁴ Know Violence in Childhood, *Ending Violence in Childhood. Global Report 2017*, New Delhi: Know Violence in Childhood, 2017.

²⁵ Ministry of Labour and Social Protection of Kenya, Department of Children's Services, *Violence against Children in Kenya: Findings from a National Survey*, Nairobi, 2019.

²⁶ WHO, *Global Status Report*.

²⁷ UNICEF, 'A familiar face Violence in the lives of children and adolescents', 2017, Available at <https://data.unicef.org/resources/a-familiar-face/>

²⁸ World Health Organization, *Global Status Report on Preventing Violence Against Children*, Geneva: WHO, 2020 p. 16.

²⁹ UNICEF, Madagascar Multiple Indicator Cluster Survey, 2018.

- ³⁰ UNICEF, *Madagascar*, 'Child Protection', Available at <https://www.unicef.org/madagascar/en/programme/child-protection> (accessed 8 June 2020).
- ³¹ Know Violence in Childhood, *Global Report 2017*.
- ³² Ibid., p. 31
- ³³ Ibid., p. 32
- ³⁴ Rabeantoandro Haingo Manga Ada, Director of the *Centre vie et femmes* in the *Association de lutte contre les violences faites aux femmes*.
- ³⁵ WHO, *Global Status Report*, p. xi.
- ³⁶ Ministry of Labour and Social Protection of Kenya, *Violence against Children in Kenya*.
- ³⁷ Rwanda Ministry of Health, *Violence against Children and Youth: Findings from a National Survey, 2015–16*. Kigali, 2017.
- ³⁸ Ibid.
- ³⁹ Office of the Special Representative of the UN Secretary General on Violence Against Children, *Keeping the Promise: Ending Violence against Children by 2030*, 2019, p. 67.
- ⁴⁰ African Child Policy Forum, *African Report on VAC*.
- ⁴¹ Ibid., p. 23.
- ⁴² Ibid., p. 38.
- ⁴³ Ibid., p. 14
- ⁴⁴ J. Schnoebelen, 'Witchcraft allegations, refugee protection and human rights: a review of evidence', New issues in refugee research, Research paper no. 169, UNHCR policy development and evaluation service, 2009, pp. 4 & 17.
- ⁴⁵ Julie Taylor, Witchcraft-related Abuse and Murder of Children with Albinism in Sub-Saharan Africa: A Conceptual Review, 2019, p. 16 available at <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1002/car.2549>
- ⁴⁶ Ibid., p. 15.
- ⁴⁷ Ibid., pp. 19–20.
- ⁴⁸ Available at: https://www.hrfn.org/wpcontent/uploads/2017/10/RegionalAction_Plan_on_albinism_EN.pdf.
- ⁴⁹ See ACHPR/Res. 373 (LX) 2017 adopted at the 60th Ordinary Session held from 8 to 22 May 2017 in Niamey, Niger, to endorse the Plan. Available at: <https://www.acdhrs.org/wp-content/uploads/2017/07/Resolution-on-the-Regional-Action-Plan-on-Albinism-in-Africa.pdf> (accessed 12 October 2020). It was adopted in July 2019 by the Executive Council of the African Union during its thirty-fifth ordinary session held in Niamey, Niger, from 4 to 5 July 2019 (Decision Doc EX.CL/Dec.1063 [XXXV]).
- ⁵⁰ Interview with Sylvi Hill, UNICEF, Zambia.
- ⁵¹ United Nations Office on Drugs and Crime, *Study on the Effects of New Information Technologies on the Abuse and Exploitation of Children*, New York: UNODC, 2015, p. 16.
- ⁵² Ibid., p. ix.
- ⁵³ Article 16, The African Charter on the Rights and Welfare of the Child, available at https://www.un.org/en/africa/osaa/pdf/au/afr_charter_rights_welfare_child_africa_1990.pdf
- ⁵⁴ UN Committee on the Rights of the Child, General comment No. 8 (2006): The Right of the Child to Protection from Corporal Punishment and Other Cruel or Degrading Forms of Punishment (Arts. 19; 28, Para. 2 and 37, inter alia), 2 March 2007, at para 11. CRC/C/GC/8. Available at: <https://www.refworld.org/docid/460bc7772.html> (accessed 18 August 2020).
- ⁵⁵ African Child Policy Forum, *African Report on VAC*, p. 30
- ⁵⁶ Internet Watch Foundation, *Annual Report 2017*. Available at: https://annualreport.iwf.org.uk/#statistics_and_trends_2017 (accessed 12 July 2020).
- ⁵⁷ Internet Watch Foundation, Annual Report 2020, p. 48. Available at: https://www.iwf.org.uk/sites/default/files/reports/2020-04/IWF_Annual_Report_2020_Low-res-Digital_AW_6mb.pdf (accessed 15 October 2020)
- ⁵⁸ Ibid.
- ⁵⁹ Ibid.
- ⁶⁰ Ibid., p. 48.
- ⁶¹ Ibid., p. 22
- ⁶² Ibid., p. 64.
- ⁶³ ECPAT International and INTERPOL, 'Towards a global indicator on unidentified victims in child sexual exploitation material', 2018.

⁶⁴ Ibid.

⁶⁵ Ibid, p. 22.

⁶⁶ Human Rights Watch, 'Military Detention of Children for Suspected Boko Haram Involvement in Northeast Nigeria', 2019. Available at: www.hrw.org/report/2019/09/10/they-didnt-know-if-i-was-alive-or-dead/military-detentionchildren-suspected-boko (accessed 27 June 2020).

⁶⁷ Save the Children, *The Many Faces of Exclusion*, End of Childhood Report 2018, Fairfield, CT: Save the Children Federation, Inc., 2018, p.1.

⁶⁸ See generally, African Child Policy Forum & Africa Wide Movement for Children, *In the Firing Line: The war on Africa's children*, Addis Ababa: 2019, pp. 27 ff.

⁶⁹ Countries such as the DRC have a situation in which over half the armed groups are made up of children under 18 years of age. Global Child Protection Area of Responsibility, Desk Review Data on DRC, 2019.

⁷⁰ UNICEF, 'Regional Situation and Needs of Children in the Horn of Africa', 2018. Available at: https://sites.unicef.org/about/execboard/files/UNICEF_HoA_Infographic_ESAR-2018.08.29.pdf. Cited in African Child Policy Forum, *The African Report on Child Wellbeing 2018: Progress in the child-friendliness of African governments*, Addis Ababa: ACPF, 2018.

⁷¹ Save the Children, End of Childhood Report 2018.

⁷² African Committee of Experts on the Rights and Welfare of the Child (ACERWC), General Comment on Article 31 of The African Charter on the Rights and Welfare of the Child on 'The Responsibilities of the Child' (2017) para 47. Available at: https://www.acerwc.africa/wp-content/uploads/2018/04/Website_version_GC_Booklet_General_Comment_ACERWC_ART31_2018.pdf (accessed 5 August 2020).

⁷³ See W. Kibicho, *Sex Tourism in Africa: Kenya's booming industry*, Farnham: Ashgate Publishing, cited in African Child Policy Forum, *African Report on VAC*, p.29.

⁷⁴ Ibid.

⁷⁵ See R.B. Flowers, *Sex Crimes: Perpetrators, predators, prostitutes, and victims*, 2nd Edition, Springfield: Charles Thomas Publishers, 2006.

⁷⁶ African Child Policy Forum, *African Report on VAC*, p.30.

⁷⁷ Amnesty International, 'CAR: Fresh evidence UN peacekeepers drugged and raped young woman', October 2017. Available at <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2017/10/car-fresh-evidence-un-peacekeepers-drugged-and-raped-young-woman/> (accessed 10 September 2020).

⁷⁸ *Make Every Woman Count*, 'Violence Against Women. DRC: Congo's desperate "one-dollar U.N. girls" ', 2011. Available at: <http://www.mewc.org/index.php/gender-issues/violence-against-women/885-drc-congos-desperate-one-dollar-un-girls> (accessed 6 August 2020)

⁷⁹ Ibid.

⁸⁰ See articles on Oxfam scandal at <https://theconversation.com/global/topics/oxfam-scandal-49793>.

⁸¹ S. Wheeler, 'UN Peacekeeping has a Sexual Abuse Problem', Human Rights Watch, 2020. Available at: <https://www.hrw.org/news/2020/01/11/un-peacekeeping-has-sexual-abuse-problem> (accessed 6 September 2020)

⁸² See F. Nwzili, 'Africa is also grappling with clerical abuse, say Catholic leaders', *Crux*, 2019. Available at: <https://cruxnow.com/church-in-africa/2019/02/africa-is-also-grappling-with-clerical-abuse-say-catholic-leaders/> (accessed 20 August 2020).

⁸³ Father Joachim Omolo Ouko. See Nwzili, 'Clerical abuse'.

⁸⁴ Nwzili, 'Clerical abuse'.

⁸⁵ A. Ashforth, 'Reflections on Spiritual Insecurity in a Modern African City', 41 *African Studies Review* 39, December 1998, p. 64.

⁸⁶ UNICEF, 'At a Glance: Nigeria, Cases of children accused of 'witchcraft' rising in parts of West and Central Africa, 2010 available at https://www.unicef.org/nigeria_55301.html

⁸⁷ African Child Policy Forum, *African Report on Child Wellbeing 2018*, p. 10.

⁸⁸ Independent Expert on the Enjoyment of Human Rights by Persons with Albinism, Report, A/HRC/37/57/Add.3, February 2018.

⁸⁹ Article 42 of ACRWC.

⁹⁰ Article 45 of the ACRWC

⁹¹ For specifications, consult <https://www.acerwc.africa/the-experts/>

⁹² See African Union, *Agenda 2063: The Africa We Want* (popular version), Addis Ababa: AU, 2014, https://au.int/sites/default/files/documents/36204-doc-agenda2063_popular_version_en.pdf (accessed 16 February 2021).

⁹³ African Child Policy Forum, *African Report on VAC*, p.62.

⁹⁴ UNICEF, *Review of Progress in the Advancement of Child Rights in Africa: Reflecting on the past and future challenges and opportunities*. Report submitted to the UNICEF Office to the African Union & United Nations Economic Commission for Africa and UNICEF Evaluation Office, 2020, p. 17.

⁹⁵ Law No. 2016/007, of 12 July 2017, relating to the penal code.

⁹⁶ Ibid, article 227-3(5)

⁹⁷ Interview with Jairson Gomes, Child Protection Analyst in the Joint Office in Cape Verde.

⁹⁸ Discussions with Eloi Sylvestre Benteidji, (Directeur de la Réinsertion Sociale au Ministère de la Promotion de la femme de la famille et de la protection de l'enfant, Central African Republic).

⁹⁹ Discussions with Fallu Sowe (Network against Gender-Based Violence; National Coordinator and head of the organisation) and Bafou Jeng (Senior State Counsel and Coordinator of the Child Rights Unit of the Ministry of Justice of the Republic of The Gambia).

¹⁰⁰ Discussions with Bafou Jeng (Senior State Counsel and Coordinator of the Child Rights Unit of the Ministry of Justice of the Republic of The Gambia).

¹⁰¹ Interview with McBain Mkandawire (Executive Director, Youth Net and Counselling – YONECO, Malawi).

¹⁰² Interview with Sidi Zahaf (Directeur général de la Santé in Mauritania).

¹⁰³ African Child Policy Forum, *African Report on Child Wellbeing 2018*, p. 63.

¹⁰⁴ Interview with Cheikh Amadou Bamba Diaw, Expert Consultant in the protection of child rights, Senegal.

¹⁰⁵ National Programme on Violence against Children, Fact sheet document, NCCW (Sudan National Council for Child Welfare), 2016.

¹⁰⁶ Ibid.

¹⁰⁷ National Programme on Violence against Children, Fact sheet document, NCCW (Sudan National Council for Child Welfare), 2016.

¹⁰⁸ African Child Policy Forum (2018) *The African Report on Child Wellbeing 2018*, p. 63.

¹⁰⁹ Interview with Bridget Moya, Director of Youth and Children's Affairs, Zambia.

¹¹⁰ These are Burkina Faso, Cameroon, Central African Republic, Chad, Comoros, Congo, Côte d'Ivoire, eSwatini, Ethiopia, Gabon, Ghana, Guinea-Bissau, Kenya, Lesotho, Libya, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritania, Mauritius, Morocco, Mozambique, Namibia, Niger, Nigeria, São Tomé and Príncipe, Senegal, Seychelles, Somalia, South Africa, South Sudan, Sudan, Togo, Tunisia, Uganda, Zambia and Zimbabwe.

¹¹¹ WHO, *Global Status Report*, p. 34.

¹¹² African Child Policy Forum, *African Report on Child Wellbeing 2018*, p. 31.

¹¹³ African Child Policy Forum, *African Report on Child Wellbeing 2020*.

¹¹⁴ African Child Policy Forum, *African Report on Child Wellbeing 2018*, p. 39.

¹¹⁵ Principle O(d).

¹¹⁶ Committee on the Rights of the Child, General Comment No. 24 (2019): Children's Rights in the Child Justice System, para 22.

¹¹⁷ General Comment 10 (2007): Children's Rights in Juvenile Justice, paras 32 to 33.

¹¹⁸ African Child Policy Forum, *African Report on VAC*, p. 2.

¹¹⁹ African Child Policy Forum, *African Report on Child Wellbeing 2018*, p. 42.

¹²⁰ Office of the SRSG on VAC, *Keeping the Promise*, p. 53.

¹²¹ Office of the SRSG on VAC and Plan International, *Protecting Children from Harmful Practices in Plural Legal Systems, with a Special Emphasis on Africa*, New York: United Nations, 2012.

¹²² These are Benin, Botswana, Burkina Faso, Chad, Congo Brazzaville, Cameroon, Central African Republic, Côte d'Ivoire, Djibouti, DRC, Egypt, Eritrea, Ethiopia, Equatorial Guinea, Ghana, Guinea, Kenya, Mali, Mauritania, Niger, Nigeria, Senegal, South Africa, South Sudan, Sudan, Tanzania, Togo, Uganda and Zambia.

¹²³ African Child Policy Forum, *African Report on Child Wellbeing 2018*, p. 32.

¹²⁴ Ibid.

¹²⁵ Ibid, p. 33.

¹²⁶ Article 52(1) of Law No. 2011/011 of May 6, 2011 amending and completing certain provisions of Ordinance No. 81/02 of June 29, 1981 on the Organisation of the Civil status Registration and Provisions relating to the status of physical, permits marriage to be celebrated for serious reasons, where the girl is a minor of 15 years old or the boy of 18 years old, and a waiver granted by the President of the Republic.

- ¹²⁷ *Loveness Mudzuru & Ruvimbo Tsopodzi v Minister of Justice, Legal & Parliamentary Affairs et al.* Judgment no. CCZ 12/2015, Const. Application no. 79/14, cited in African Child Policy Forum, *African Report on Child Wellbeing*, p. 33.
- ¹²⁸ Constitution (Amendment) Act no. 3 of 2016; Malawi Constitution (1994). See African Child Policy Forum, *African Report on Child Wellbeing 2018*, p. 33.
- ¹²⁹ *Ibid.*, p. 34.
- ¹³⁰ Compiled by ACPF from various sources, <http://worldpopulationreview.com/countries/age-of-consent-by-country/>; <http://www.africanchildforum.org/clr/Harmonisation>
- ¹³¹ Botswana, Burkina Faso, Burundi, Central African Republic, Congo Republic, DRC, Egypt, Equatorial Guinea, Eritrea, eSwatini, Ethiopia, Gambia, Kenya, Lesotho, Liberia, Libya, Mauritania, Morocco, Nigeria, Rwanda, Sierra Leone, Somalia, South Sudan, Sudan, Tanzania, Tunisia and Uganda
- ¹³² *End Violence against Children*, 'Tanzania'. Available at <https://www.end-violence.org/impact/countries/tanzania> (accessed 12 June 2020).
- ¹³³ UNICEF, *Review of Progress*, p. 21.
- ¹³⁴ Burkina Faso, Central African Republic, Chad, Comoros, Gabon, Libya, Mauritania, Niger, São Tomé and Príncipe, Seychelles, Somalia, South Sudan, Zambia, etc.
- ¹³⁵ Namibia and Senegal
- ¹³⁶ Cameroon, Congo, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinea Bissau, Kenya, Lesotho, Madagascar, Mali, Mozambique, Nigeria, South Africa, Togo, Tunisia, Uganda, Tanzania, Zimbabwe.
- ¹³⁷ Ethiopia, Malawi, Mauritius, Morocco, Sudan, Tunisia and Zimbabwe.
- ¹³⁸ <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/Study/Pages/StudyViolenceChildren.aspx>
- ¹³⁹ Ghana, Lesotho, Libya, Mauritania, Mozambique, Namibia, Nigeria and Tanzania.
- ¹⁴⁰ Central African Republic, Chad, Guinea Bissau, Kenya, Madagascar, Mali, Mauritius, Morocco, Seychelles, South Africa, South Sudan, Sudan, Uganda, Zambia and Zimbabwe.
- ¹⁴¹ Burkina Faso, Cameroon, Comoros, Congo, Côte d'Ivoire, Ethiopia, Gabon, Malawi, Niger, São Tomé and Príncipe, Senegal, Somalia, Togo, and Tunisia.
- ¹⁴² Ministry of Social Affairs, *Standard Operating Procedures for the Prevention, Reporting and Care of Children Victims of Gender Based Violence, including in School Environments*, Ministry of Social Affairs (Republic of Cameroon) & UNICEF, 2019.
- ¹⁴³ Interview with Fallu Sowe, Network against Gender Based Violence. National Coordinator and head of the organisation.
- ¹⁴⁴ Interview with Evance Mori and Mbelwa Gabagambi, UNICEF Tanzania.
- ¹⁴⁵ *Ibid.*
- ¹⁴⁶ African Child Policy Forum, *African Report on Child Wellbeing 2018*, p. 45.
- ¹⁴⁷ International Labour Organization, *World Social Protection Report 2017–2019: Universal social protection to achieve the Sustainable Development Goals*, Geneva: International Labour Organization, 2017.
- ¹⁴⁸ Ethiopia, Malawi, Uganda, Zimbabwe,
- ¹⁴⁹ Cameroon, Lesotho, Morocco, Mozambique, South Africa.
- ¹⁵⁰ Burkina Faso, Ghana, Mali, Mauritania, Namibia, Senegal, South Sudan, Sudan, Uganda, Tanzania, Zambia, Zimbabwe.
- ¹⁵¹ Chad, Ethiopia, Malawi.
- ¹⁵² Central African Republic, Comoros, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinea Bissau, Kenya, Libya, Madagascar, Mauritius, Niger, Nigeria, São Tomé and Príncipe, Seychelles, Somalia, Togo, Tunisia,
- ¹⁵³ Save the Children and UNICEF, *Adaptation and Response for Children Affected by Droughts and Disasters – How national social protection systems are responding to El Niño in Eastern and Southern Africa*, Nairobi: Save the Children and UNICEF Regional office for Eastern and Southern Africa, 2017.
- ¹⁵⁴ E.G. Krug, L.L. Dahlberg, J.A. Mercy, A.B. Zwi and R. Lozano, *World Report on Violence and Health*, Geneva : WHO, 2002, p.40.
- ¹⁵⁵ Bafou Jeng, Senior State Counsel and Coordinator of the Child Rights Unit of the Ministry of Justice of the Republic of The Gambia.
- ¹⁵⁶ See Joint circular letter No.08/0006/LC/MINESUP/MINAS of 9 July 2008 relating to the enforcement and amelioration of conditions of host, training of handicapped or vulnerable students in state universities; and Joint circular letter No.283/07/LC/MINSEC/MINAS of 14 August 2007 relating to the identification of handicapped students and those born of needy disabled parents, registered in public schools and their participation in public exams.

¹⁵⁷ African Child Policy Forum, *African Report on Child Wellbeing 2018*, p. 39

¹⁵⁸ Ibid.

¹⁵⁹ Ibid.

¹⁶⁰ Office of the SRSG on VAC, *Toward a World Free from Violence*, p. 36, cited in Office of the SRSG on VAC, *Keeping the Promise*, pp. 49–50.

¹⁶¹ UNESCO, *Behind the Numbers: Ending school violence and bullying*, Paris: UNESCO Publications, 2019.

¹⁶² Ibid.

¹⁶³ UNESCO, 'What UNESCO does on school violence and bullying'. Available at <https://en.unesco.org/themes/school-violence-and-bullying/action> (accessed 3 August 2020).

¹⁶⁴ Burkina Faso, Cameroon, Chad, Congo, Ghana, Kenya, Lesotho, Madagascar, Mali, Morocco, Namibia, Nigeria, São Tomé and Príncipe, South Africa, South Sudan, Tanzania, Zambia and Zimbabwe.

¹⁶⁵ Côte d'Ivoire, Ethiopia, Malawi, Mauritania, Mauritius, Mozambique, Senegal, Sudan, Tunisia and Uganda.

¹⁶⁶ Central African Republic, Comoros, Gabon, Guinea Bissau, Libya, Niger, Seychelles, Somalia and Togo.

¹⁶⁷ World Health Organization, UNICEF and University of Cape Town, *Preventing Violence: Evaluating outcomes of parenting programmes*, Geneva: WHO, 2013.

¹⁶⁸ E.G. Krug *et al.*, *World Report on Violence and Health*, p. 42.

¹⁶⁹ UNICEF Country Office for South Africa, *Annual Report 2017*, Pretoria: UNICEF, 2017.

¹⁷⁰ Civil Society Forum to End Violence against Children, 'Contribution to Global Thematic Report on Ending Violence against Children', 2018.

¹⁷¹ WHO, *Global Status Report*, p. 22.

¹⁷² Ibid, p. xi.

¹⁷³ Office of the SRSG on VAC, *Toward a World Free from Violence*, p. 29.

¹⁷⁴ WHO, *Global Status Report*, p. 23.

¹⁷⁵ Interview with Jairson Gomes, Child Protection analyst in the Joint Office in Cape Verde.

¹⁷⁶ Decision No.00000067/D/MINPROFF/SG/DPPDE, of 5 September 2013, on the Creation and Organisation of an Inter-Ministerial Committee for the Writing of Country Report for 2010-2015, for the Implementation of the United Nations Convention on the Right of the Child and the African Charter on the Rights and Welfare of the Child. and Decision No.000039/D/MINPROFF/SG/DPPFDE of 18 May 2020, on the Creation, Organisation and Functioning of Multisector Committee for the Writing of the 6th and 7th Country Reports for the Follow-up and Implementation of the United Nations Convention on the Rights of the Child.

Decision No. 000129/D/MINPROFF/SG/DPPFDE of 17th October 2017, on the Designation of Members of a Multisector Platform of Actors for the Elimination of Violence, Exploitation, Abuse and Discrimination from Harmful cultural Practices and Child Marriage.

¹⁷⁷ Interview with Andre Moussa, Child Protection Specialist, UNICEF Central African Republic.

¹⁷⁸ End Violence Against Children, *Tanzania*. Available at <https://www.end-violence.org/impact/countries/tanzania> (accessed 12 June 2020).

¹⁷⁹ UN Committee on the Rights of the Child, *General Comment No. 13 (2011): The right of the child to freedom from all forms of violence*, 18 April 2011, CRC/C/GC/13, para 49. Available at: <https://www.refworld.org/docid/4e6da4922.html> (accessed 30 August 2020).

¹⁸⁰ Ibid, para 51.

¹⁸¹ Office of the Special Representative of the UN Secretary General on Violence Against Children; and Special Rapporteur on the Sale of Children, Child Prostitution and Child Pornography, *Safe and Child-Sensitive Counselling, Complaint and Reporting Mechanisms to Address Violence against Children*, Joint Report. New York: United Nations, 2016, p. 10.

¹⁸² WHO, *Preventing Child Maltreatment*, p. 51

¹⁸³ SRSG on VAC and SR on SCCPCP, *Safe and Child-Sensitive Mechanisms to Address VAC*.

¹⁸⁴ UNICEF, *supra* note 30, p. 8

¹⁸⁵ T. Palermo, J. Bleck and A. Peterman 'Tip of the Iceberg: Reporting and gender-based violence in developing countries', *American Journal of Epidemiology*, 179 (5), 2014, p. 602

¹⁸⁶ Ibid, p. 603

¹⁸⁷ Joy Ngozi Ezeilo OON, *Nigeria Rape –The silent weapon*, 2006, available at <https://www.refworld.org/pdfid/45a2479c2.pdf>

¹⁸⁸ Ibid.

¹⁸⁹ The Chadian government demanded that 6.3 million euros be paid as damages to the families by the French government. But it is not certain whether this was eventually done.

¹⁹⁰ 'Human Trafficking in Chad', www.en.m.wikipedia.org/wiki/Human_trafficking_in_Chad (accessed 20 September 2014)

¹⁹¹ Marc Lacey, In Congo war even peacekeepers add to the horror, 2004, available at <https://www.nytimes.com/2004/12/18/world/africa/in-congo-war-even-peacekeepers-add-to-horror.html>

¹⁹² Ibid.

¹⁹³ Interview with Joseph Akeh of Save the Children International, Sudan, on 30 August 2020.

¹⁹⁴ Office of the SRSG on VAC, *Keeping the Promise*, p.52.

¹⁹⁵ See Office of the Special Representative of the UN Secretary-General on Violence Against Children, 'Placing Children at the Heart of the Sustainable Development Agenda', Statement for the High-level Political Forum, June 2017. Available at: <https://violenceagainstchildren.un.org/news/placing-children-heart-sustainable-development-agenda>

¹⁹⁶ UNICEF, *Review of progress*, p.7.

¹⁹⁷ J. Theis, *Notes on Child Protection Systems in Fragile States*, UNICEF West and Central Africa, May 2012, pp. 2–3



ISBN 978-99944-3-183-0

